RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR 2019

# PRÉVENTION DES RISQUES



PROGRAMME 181

**PRÉVENTION DES RISQUES**

Bilan stratégique du rapport annuel de performances 4
Objectifs et indicateurs de performance 11
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 17
Justification au premier euro 25
Opérateurs 72

# BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Cédric BOURILLET
*Directeur général de la prévention des risques*
Responsable du programme n° 181 : Prévention des risques

Le programme 181 est structuré autour de six grandes priorités : prévention des risques technologiques et des pollutions, économie circulaire, prévention des risques sanitaires liés à l'environnement, prévention des risques naturels et hydrauliques, sûreté nucléaire et radioprotection et enfin gestion de l'après-mine.

## Prévention des risques technologiques et des pollutions

L'incendie des sites de Lubrizol et de Normandie Logistique le 26 septembre 2019 a fortement marqué les esprits et rappelé, s'il en était besoin, la nécessité de prévenir les risques liés aux installations classées, en particulier les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) « Seveso seuil haut ». Les équipes de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie ainsi que celles de la direction générale de la prévention des risques (DGPR) ont été fortement mobilisées, dans un premier temps pendant l'incendie pour la gestion de crise en tant que telle, puis sur le volet post-accidentel pour la surveillance environnementale et pour la remise en état des deux sites.

Dans une logique de retour d'expérience et d'amélioration continue, cet accident a donné lieu à différents axes de travail dont l'amélioration de la prévention des risques industriels et de la gestion d'un accident. Plusieurs contributions ont été apportées par la DREAL et la DGPR aux différentes missions qui se sont tenues : l'enquête administrative, la mission d'information de l'Assemblée nationale, la commission d'enquête du Sénat. Des points d'information ont également été faits en conseil supérieur de la prévention des risques technologiques (CSPRT). Enfin, un plan d'actions du Gouvernement en matière de prévention et de gestion des risques industriels a été présenté le 11 février par la ministre.

La mise en œuvre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement s'est poursuivie. Les deux principales priorités restent :

- la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT), dispositif prévu par la loi « risques » de 2003 à la suite de la catastrophe d'AZF (septembre 2001) et qui vise à agir sur l'urbanisation existante afin de réduire les conséquences d'une catastrophe industrielle pour les sites Seveso ;
- l'application de la directive sur les émissions industrielles (directive IED) qui a pour but, pour les sites les plus importants, de réduire les émissions polluantes en imposant la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles (MTD), largement harmonisées au niveau européen.

S'agissant des PPRT, sur les 390 PPRT à réaliser, 385 étaient approuvés fin 2019. Il s'agit désormais d'accélérer leur phase de mise en œuvre pour la mise en protection des personnes (notamment mesures foncières, mesures alternatives et accompagnement des riverains dans la mise en œuvre des travaux de renforcement des logements).

Concernant les meilleures techniques disponibles (MTD), près de 4 600 inspections ont été réalisées en 2019 sur des sites relevant des directives sur les émissions industrielles afin de vérifier leur conformité avec les prescriptions imposées. Le décret du 9 mai 2017 ouvre la voie à une nouvelle approche permettant, au fur et à mesure de la sortie des documents européens, de les transcrire au niveau national et de ne prendre un arrêté préfectoral que dans certains cas, pour les installations présentant des particularités.

En ce qui concerne les rejets dans l'eau, à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant la réglementation nationale en matière de rejets de substances dangereuses, les programmes de surveillance concernés ont été mis à jour pour atteindre l'objectif de respect des nouvelles valeurs limites d'émission pour le 1er janvier 2020.

L'action visant à diminuer le nombre de dommages aux canalisations lors des travaux s'est poursuivie : depuis le lancement de cette action en 2012, leur nombre a diminué d'un tiers. Un décret a modifié les responsabilités des différents acteurs à partir de 2020, date à laquelle le repérage des « réseaux sensibles » avec une précision suffisante devra avoir été réalisé par leurs exploitants.

Dans le domaine des risques liés aux pollutions du sol, les actions ont porté en priorité sur la mise en œuvre des secteurs d'information sur les sols (SIS), dont une première liste a été arrêtée en 2019 (2700 SIS au 31 décembre 2019), en application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR), et sur le traitement des sites et sols pollués présentant des risques environnementaux ou sanitaires. Les organismes comme le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ou encore le groupement d'intérêt public (GIP) GEODERIS restent fortement mobilisés sur les problématiques de pollution des sols.

Enfin, le travail de simplification s'est poursuivi avec la mise en place de l'autorisation environnementale unique qui permet de traiter simultanément les aspects des projets relatifs à l'eau et aux installations classées, mais également au défrichement et aux espèces protégées, en réduisant les délais d'instruction. L'autorisation environnementale est mise en place depuis mars 2017.

L'indicateur mis en place pour mesurer cette politique publique est le nombre total pondéré de contrôles des installations rapporté aux effectifs de l'inspection des installations classées. En 2019, ce nombre (21,8) a progressé par rapport à 2018 (20) et dépasse la prévision (20,7) contenue dans le projet annuel de performances 2019.

**Déchets et économie circulaire**

Concernant les déchets et l'économie circulaire, l'année 2019 a été consacrée à la préparation du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire mettant en œuvre la Feuille de route pour l'économie circulaire qui doit permettre d'atteindre des objectifs ambitieux en matière de gestion des déchets, notamment en diminuant de 50 % les quantités de déchets mis en décharge en 2025 ainsi qu'en tendant vers 100 % de plastique recyclé à cette même échéance.

Ainsi, cinquante mesures ont été identifiées, par exemple l'incorporation de matière recyclées dans les produits mis sur le marché, l'accompagnement des TPE et PME pour rationaliser leur consommation de ressources et réduire leur production de déchets, la modernisation de la gouvernance et du fonctionnement des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP), la création de nouvelles filières REP, la lutte contre les dépôts sauvages de déchets ou encore le développement d'une filière de valorisation des biodéchets. Ces mesures doivent permettre la transition d'une économie linéaire (basée sur le modèle « fabriquer, consommer, jeter ») vers une économie 100 % circulaire.

La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, dont le projet a été adopté en Conseil des ministres le 10 juillet 2019, puis largement amendé lors des travaux parlementaires à partir de septembre 2019, a été promulguée le 10 février 2020. Elle s'articule autour de 130 articles et 4 axes :

- mettre fin aux différentes formes de gaspillage pour préserver les ressources naturelles ;
- renforcer l'information du consommateur pour qu'il puisse faire des choix éclairés ;
- mobiliser les industriels pour transformer les modes de production ;
- améliorer la collecte et le tri des déchets et lutter contre les dépôts sauvages.

L'objectif de réduction de l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement est évalué par l'intermédiaire de l'efficacité du fonds déchets, géré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Au total, les capacités de traitement des déchets soutenues par ce fonds en 2019 s'élèvent à 3 217 kt/an.

**Prévention des risques sanitaires d'origine environnementale**

Le troisième plan national santé-environnement (PNSE3 2015-2019) est arrivé à échéance fin 2019. Ses actions ont permis notamment de prévenir les impacts sanitaires liés aux pollutions et nuisances (qualité de l'air, bruit, pollutions des eaux, risques émergents, etc.). Afin d'aborder les problématiques propres aux territoires, le PNSE a été décliné dans l'ensemble des régions sous la forme de plans régionaux santé environnement (PRSE). Ainsi, 15 PRSE ont été adoptés. Au-delà de l'élaboration des PRSE, certaines régions poursuivent le lancement des appels à projets concertés en santé environnement afin de soutenir les initiatives locales et de créer une réelle dynamique des actions prévues dans les PRSE pour plusieurs années. En parallèle, des travaux préparatoires au futur PNSE4 ont été conduits : Rencontres Nationales Santé Environnement, en présence des ministres de la santé et de l'écologie à Bordeaux en janvier 2019, élaboration de recommandations d'actions à inclure dans le futur PNSE4 par 6 groupes de travail thématiques mobilisant les parties prenantes, ainsi que lancement de la plateforme « Territoire engagé pour mon environnement, ma santé » conçue par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), afin de favoriser les échanges et partages de bonnes pratiques en matière de santé environnement entre collectivités. L'ensemble de ces travaux permettront d'aboutir à la publication du PNSE4 en 2020.

L'année 2019 a aussi vu la publication du premier volet de l'étude Esteban du programme national de biosurveillance, réalisé par Santé publique France, permettant pour la première fois de mesurer la présence de différentes catégories de polluants (bisphénols, phtalates, parabènes, éthers de glycol, retardateurs de flamme, composés perfluorés) dans l'organisme des enfants et des adultes en France.

En outre, au-delà de la gestion immédiate de l'accident de Lubrizol à l'automne, cet événement a été l'occasion de mettre à l'épreuve, pour la première fois sur un incendie d'une telle ampleur, la doctrine « post-accidentelle » mise en place en 2012 (circulaire du 20/02/12 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle) : organisation des prélèvements et analyses via le Réseau des Intervenants en situation Post Accidentelle, mobilisation des agences sanitaires (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et INERIS) pour différentes expertises comme la modélisation du panache de fumée, l'analyse des résultats de contaminants dans différentes matrices au regard des valeurs sanitaires de référence ou le choix des contaminants à suivre dans l'environnement dans le cadre de la surveillance post-accidentelle qui se poursuit courant 2020.

Une meilleure gestion du risque que peuvent présenter les produits chimiques constitue un autre axe d'action important avec la mise en œuvre du règlement européen « REACH » (enregistrement, évaluation, autorisation et restrictions des substances chimiques) pour lequel la France s'investit fortement ainsi que le dispositif concernant les biocides et les produits phytopharmaceutiques. De manière générale, la France est fortement mobilisée pour améliorer l'évaluation et la gestion des risques des substances chimiques, dont une des manifestations en 2019, est l'adoption par le Conseil de l'Union européenne de conclusions ambitieuses sur les produits chimiques qui guideront les actions communautaires et plus particulièrement celles impulsées par la Commission européenne.

Concernant les gaz fluorés, la France est engagée dans les négociations climatiques internationales via notamment le Protocole de Montréal. Elle s'assure également de la mise en œuvre de la réglementation F-gaz qui concerne les fluides frigorigènes et prévoit – depuis 2015 – une diminution drastique des quantités d'hydrofluorocarbures (HFC) mises sur le marché. Le principe d'une taxation des HFC à l'échelle nationale, visant à assurer le respect de nos engagements européens et internationaux, a été adopté dans la loi de finances initiale pour 2019 pour une entrée en vigueur à partir de 2021. La loi de finances initiale pour 2019 a également prévu un mécanisme de sur-amortissement pour l'achat d'équipements de réfrigération et de climatisation qui fonctionnent avec des fluides autres que les HFC.

La France s'est fortement investie au niveau européen pour défendre une politique protectrice pour la santé et l'environnement en ce qui concerne les perturbateurs endocriniens et les produits phytosanitaires (dont le glyphosate). L'année 2019 a été marquée par la présentation par les ministres en charge de l'environnement et de la santé de la deuxième Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNP2) 2019-2022.

Dans le domaine des nanomatériaux, la France poursuit les travaux engagés au niveau national (notamment réalisation de la campagne annuelle de déclaration obligatoire des substances à l'état nanoparticulaire). À l'échelle communautaire, la France a participé activement aux débats et a été l'un des pays moteurs concernant l'évolution des annexes du règlement REACH pour les adapter aux spécificités des nanomatériaux. L'année 2019 a été l'occasion de préparer les industriels à l'entrée en vigueur de ces annexes (janvier 2020) qui leur imposera de fournir des données spécifiques s'ils veulent mettre sur le marché des nanoparticules.

La mobilisation de la France a permis que le pacte vert pour l'Europe (« Green Deal européen ») lancé le 11 décembre 2019 par la Commission Européenne, prenne en compte le champ des produits chimiques et fixe un objectif « zéro pollution pour un environnement non toxique ». Enfin, les DREAL ont maintenu en 2019 leur mission de contrôle sur la thématique des produits chimiques. Le guide des bonnes pratiques pour les substances à l'état nanoparticulaire à destination des inspecteurs et des industriels continue à être diffusé aux inspecteurs qui commencent à l'utiliser sur le terrain.

Dans le domaine du bruit, l'État poursuit la mise en œuvre de la directive sur le sujet et le programme de résorption des points noirs lancé en 2009 et financé par le fonds de concours de l'ADEME. La DGPR a entrepris de mettre en place une plateforme dénommée « Plamade » afin de rassembler les données de trafics des infrastructures de transports terrestres nécessaires à l'élaboration des cartes de bruit demandées par la directive 2020/49/CE relative au bruit dans l'environnement. Plamade permettra également de réaliser des cartes de bruit plus rapidement.

S'agissant des élevages ICPE et des risques de pollutions diffuses associées (ammoniac), à la suite de la publication en 2017 par l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) qui devront être mises en œuvre dans les 3 250 élevages intensifs de porcs et de volailles concernés avant février 2021, 2 226 élevages intensifs concernés ont transmis, à la fin de l'année 2019, leur dossier de réexamen à l'inspection via le téléservice dédié pour réexaminer leurs pratiques d'exploitation au regard de ces techniques.

**Contrôle de la sûreté nucléaire et radioprotection**

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), autorité administrative indépendante créée en 2006 par la loi assure, au nom de l'État, le contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés aux activités nucléaires. Elle contribue également à l'information du public.

L'année 2019 a été marquée par des sujets à forts enjeux qui orienteront les actions pour l'année 2020 : la prise de position de l'ASN en juin 2019 concernant la réparation des soudures de traversée enceinte de l'EPR Flamanville 3, la prise de position conjointe de l'ASN et de l'Autorité de sûreté nucléaire défense (ASND) sur la stratégie du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) de reprise et de conditionnement des déchets anciens et de démantèlement de ses installations, la participation active de l'ASN au débat public sur la 5ème édition du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR), la conclusion des travaux du Comité directeur pour la gestion post-accidentelle d'un accident nucléaire (Codirpa) couvrant la période 2014-2019 et l'instruction approfondie, encore en cours à l'ASN et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), des études réalisées sur le volet générique du 4ème réexamen de sûreté des réacteurs de 900 MWe d'EDF.

L'efficacité de l'action de l'ASN est appréciée au regard de l'indicateur de suivi des délais de signature des décisions de l'ASN, qui recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive. En 2019, l'ASN a pris 1 642 décisions, dont 92% ont été prises conformément aux délais réglementaires, soit un pourcentage supérieur à la prévision du projet annuel de performances 2019 (91%).

**Prévention des risques naturels et hydrauliques**

La politique de prévention des risques naturels et hydrauliques vise à préparer nos territoires et notre société à faire face aux aléas naturels inévitables, afin de réduire leur vulnérabilité et d'améliorer leur résilience, c'est-à-dire sauvegarder les vies humaines, limiter les dommages sur les populations, les activités, les biens et l'environnement et retrouver rapidement un fonctionnement acceptable après une crise. Elle se décline à l'ensemble des risques naturels susceptibles de survenir sur le territoire : inondations, submersions marines, mouvements de terrain, avalanches, feux de forêt, séismes, éruptions volcaniques, cyclones et tempêtes.

Dans le domaine du risque d'inondation, les événements des dernières années – orages du printemps 2018, crues de l'Aude à l'automne 2018 et crues de fin d'année 2019 – ont montré l'efficacité du dispositif Vigicrues de surveillance et de prévision des crues et des inondations mis en place par l'État sur les principaux cours d'eau du territoire, mais aussi les points d'amélioration à poursuivre. Plusieurs chantiers importants ont ainsi été poursuivis en 2019 avec la mobilisation des services et des opérateurs de l'État, ainsi que des collectivités locales : renouvellement, sécurisation

et adaptation du réseau hydrométrique, développement de modèles plus performants et d'outils complémentaires (VIGICRUES Flash, cartes de zones d'inondation potentielles).

Ces actions se sont inscrites dans un cadre national renouvelé ces dernières années :

- La mise en œuvre de la directive 2007/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations, dite « directive inondation », a conduit à la mise en place de cycles de gestion de six ans, initiés par l'identification de 122 Territoires à Risque important d'Inondation (TRI), pour lesquels une cartographie des risques a été réalisée. Cette cartographie a permis de mieux connaître la vulnérabilité des territoires afin de déterminer les outils de gestion à privilégier. Deux nouveaux TRI (Lourdes et Roanne) ont été identifiés en 2018 lors de la réalisation du deuxième cycle (2017-2022). La phase de révision ou d'élaboration de la cartographie des risques des TRI est en cours, ainsi que celle de la révision des plan de gestion des risques d'inondation (PGRI).
- Les programmes d'action de prévention des inondations (PAPI) constituent le cadre de déclinaison opérationnelle des choix stratégiques locaux de gestion du risque d'inondation. Ces projets, portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements, sont labellisés par la Commission mixte inondation ou par les instances de bassin. Lors du Conseil de défense écologique du 12 février 2020, le Gouvernement s'est engagé à conforter dans la durée l'accompagnement financier des collectivités pour la prévention des risques naturels, notamment au travers des PAPI. Il a également annoncé des mesures qui permettront d'accélérer leur préparation et leur mise en œuvre.
- Si le fonds de prévention des risques naturels majeurs (dit « fonds Barnier ») est la source de subvention des projets labellisés PAPI, le programme 181 intervient néanmoins pour le financement de l'élaboration et du suivi de ces programmes au sein des collectivités porteuses des projets.
- La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) se met en place depuis le 1er janvier 2018 avec la prise de compétence GEMAPI par les plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) à fiscalité propre d'ici à fin 2020. L'implication des services de l'État dans la mise en œuvre de cette nouvelle compétence est une priorité forte. À ce titre, l'État a commencé à autoriser les systèmes d'endiguement constitués par les intercommunalités à partir des digues préexistantes qu'elles ont reprises en gestion aux fins de la prévention des inondations et des submersions marines.

En Outre-mer, la création d'une délégation interministérielle aux risques majeurs, a permis de renforcer l'action de l'État sur ces territoires particulièrement exposés. Des actions de renforcement de l'efficacité du Plan Séisme Antilles ont été prises, en particulier à travers les mesures inscrites en loi de finances initiale 2019 (accroissement des aides du fonds de prévention les risques naturels majeurs à la réduction de vulnérabilité au risque sismique des établissements scolaires et des bâtiments domaniaux servant à la gestion de crise). Le projet de loi relatif aux risques majeurs outre-mer qui a été mis en consultation fin 2019 prévoit notamment des mesures de prévention centrées sur le risque cyclonique et la sensibilisation des populations aux risques majeurs. L'année 2019 a également été marquée par une mobilisation importante et demandant une forte réactivité sur le phénomène de séisme en essaim de Mayotte.

D'autres risques font l'objet de politiques publiques de prévention, comme les avalanches, les feux de forêts et les mouvements de terrain. Pour les risques naturels liés à la nature du sol et du sous-sol, plusieurs cadres d'actions et de soutien existent:

- Un plan national cavités a permis d'améliorer la prise en compte et la prévention de ce risque et a abouti à la mise en place d'un Programme d'Actions pour la Prévention du Risque Cavités en vue de soutenir l'action des collectivités. Un premier projet a été retenu à Lille, avec la réalisation des premières actions en 2019.
- Pour les risques en montagne un nouvel outil est proposé aux collectivités :la stratégie territoriale pour la prévention des risques en montagne (STePRiM). L'objectif de cet outil est d'aider les collectivités à initier et à élaborer une stratégie de gestion intégrée des risques sur un territoire cohérent.

De manière transversale à tous les aléas, la sensibilisation et l'information adéquate de chaque acteur est avérée afin que chacun adopte le bon comportement en cas d'événements majeurs. En 2019, l'État en engagé un important chantier de modernisation de l'outil de suivi des procédures administratives (Gaspar) et de diffusion d'information vers le public (plateforme Géorisques), afin de faciliter l'information acquéreur-locataire. Par ailleurs, l'État réalise depuis 2016 une campagne spécifique d'information sur les crues cévenoles sur l'arc méditerranéen, particulièrement dangereuses pour les vies humaines, et depuis 2018, une campagne d'information spécifique dédiée à la prévention des incendies de forêt.

Cet objectif de réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement se mesure au travers de l'indicateur de couverture des communes par un plan de prévention des risques naturels, dont la tendance est en légère augmentation, ainsi que par l'indicateur de fiabilité de la vigilance crue, liée d'une part à la préparation de cette vigilance, qui est en amélioration continue, mais aussi aux conditions « hydro-météorologiques » de l'année. L'objectif de stabilité de ces indicateurs est atteint.

**Gestion de l'après-mine**

L'État a pris les mesures nécessaires pour assurer la gestion du risque résiduel pour la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement sur les anciens sites miniers dont les exploitants ont disparu. Basée sur le triptyque « anticipation, prévention et traitement », l'action de l'État bénéficie notamment des compétences du Département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), et du GIP GEODERIS.

Les travaux d'inventaire des risques miniers et les études environnementales des sites recensés dans le cadre de la directive sur les déchets de l'industrie extractive, réalisés par GEODERIS, se sont poursuivis en 2019. Le DPSM a également poursuivi sa mission de surveillance des anciens sites miniers et de gestion des installations hydrauliques de sécurité et de prévention des risques miniers, avec 1867 installations surveillées en 2019, ainsi que la réalisation des travaux de mise en sécurité qui lui ont été confiés. En outre, l'État poursuit la mise en œuvre des plans de prévention des risques miniers (PPRM) qui permettent de prendre en compte l'existence des aléas miniers dans l'urbanisation future. À fin 2019, 49 PPRM étaient approuvés et 8 prescrits en cours d'élaboration.

**Financement de l'ADEME**

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) est un acteur essentiel de la transition écologique et énergétique. Dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie, de la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019 ainsi que de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, l'ADEME poursuit et amplifie la réalisation des objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, du plan climat et de la feuille de route économie circulaire auxquels ses actions contribuent et qui nécessitent des soutiens financiers pour déclencher des modifications sociales et économiques, notamment au travers du fonds chaleur ou du fonds déchets et économie circulaire. Ce financement permet également de garantir les interventions de l'opérateur pour la mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant, et de démarrer les nouveaux fonds d'intervention (air, mobilité, hydrogène). L'ADEME bénéficie d'une dotation budgétaire du programme 181 (584 M€ versés en 2019) et d'une dotation budgétaire spécifique au titre du Grand Plan d'Investissement (GPI) *Transition écologique (*158 M€ en 2019).

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

| | |
|---|---|
| **OBJECTIF 1** | **Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement** |
| INDICATEUR 1.1 | Nombre total pondéré de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT) |
| **OBJECTIF 2** | **Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement** |
| INDICATEUR 2.1 | Efficacité du fonds déchets |
| **OBJECTIF 3** | **Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques** |
| INDICATEUR 3.1 | Nombre de communes couvertes par un PPR |
| INDICATEUR 3.2 | Prévention des inondations |
| **OBJECTIF 4** | **Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et** |

**renforcer l'information du public**

INDICATEUR 4.1 Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire

# OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF 1

Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement

### INDICATEUR 1.1 mission

Nombre total pondéré de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT)

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre total pondéré de contrôles des installations classées (IC) sur effectif de l'inspection (en ETPT) | ratio | 20,4 | 20 | 20.7 | 15 | 21.8 | 21 |

**Commentaires techniques**

Source des données : la DGPR réalise chaque année, avec l'aide des DREAL et DD(CS)PP, un exercice de collecte de données statistiques de l'activité de l'ensemble des services d'inspection des installations classées pour l'année écoulée. Les différents types de contrôles et de suites formelles figurent dans cette enquête. Depuis 2014, les DREAL et DD(CS)PP utilisent le même système de gestion informatisé des données des installations classées (SIIIC) et l'extraction de ces données a été totalement automatisée, ce qui permet de disposer immédiatement des résultats définitifs.

Mode de calcul : la définition de l'indicateur a été revue à partir de 2007 pour tenir compte du retour d'expérience de 2005 (différenciation des élevages, prise en compte des suites d'inspection, du délai d'habilitation des nouveaux inspecteurs). Les différents types de contrôles réalisés par les inspecteurs des installations classées, tous justifiés mais avec des objectifs différents, représentent une quantité de travail variable. Pour le calcul de l'indicateur, une pondération est donc réalisée de la manière suivante :

Pour les installations industrielles :

- visite d'inspection approfondie : établissement Seveso AS = coefficient 3, Autre établissement = coefficient 2
- visite d'inspection courante = coefficient 1
- visite d'inspection rapide = coefficient 0,5

Pour les élevages :

- visite d'inspection approfondie = coefficient 1
- visite d'inspection courante = coefficient 0,5
- visite d'inspection rapide = coefficient 0,25

Contrôle inopiné des rejets par un laboratoire, diligenté par l'inspection = coefficient 0,25

Sont également comptabilisées, avec un coefficient 1, les suites formelles des contrôles :

- propositions de mises en demeure ;
- propositions de sanctions administratives : consignation de somme, amendes administratives, astreintes administratives, travaux d'office, suspension d'activité, suppression ou fermeture de l'établissement, apposition de scellés ;
- sanctions pénales (PV).

Effectif de l'inspection : ETPT déclarés par l'ensemble des services déconcentrés (essentiellement DREAL, DRIEE en Île-de-France, DEAL outre-mer, DD(CS)PP) dans les statistiques d'activité annuelle de l'inspection des installations classées. Ces ETPT comprennent l'ensemble des temps de travail des agents techniques et administratifs. Un coefficient 0,6 est affecté aux nouveaux inspecteurs non encore commissionnés.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2019, le nombre total pondéré de contrôles des installations classées sur les effectifs de l'inspection des installations classées (21,8 contrôles pondérés par ETPT, soit 15,9 contrôles non pondérés par ETPT technique) est en augmentation par rapport à 2018 (20 contrôles pondérés par ETPT, soit 15 contrôles non pondérés par ETPT technique), dont la réalisation était légèrement inférieure à 2017 (20,4 contrôles pondérés par ETPT). Il atteint la cible (21) contenue dans le projet annuel de performances 2020.

La mise en place de l'autorisation unique applicable depuis mars 2017 nécessite un investissement très fort en terme de coordination de la part de l'inspection des installations classées. Cette simplification pour les pétitionnaires induit une complexification pour l'administration : coûts d'appropriation et de montée en puissance de la procédure, hausse des coûts de coordination constatés. Le dépassement de la cible de 21 atteste de la pleine prise en compte de cette ambition par l'inspection des installations classées, compte tenu des missions supplémentaires à réaliser.

Les contrôles sur site constituent un des volets de la police des installations classées, avec l'instruction des dossiers ICPE, l'examen des études de danger, ou encore l'analyse des résultats d'analyse des rejets, qui peuvent se traduire notamment par des arrêtés préfectoraux complémentaires. Le temps consacré aux contrôles sur site est suivi tout particulièrement dans le cadre de cet indicateur pour s'assurer du maintien d'un bon équilibre entre temps d'instruction des dossiers et temps d'inspection sur site pour les inspecteurs des installations classées soumis à une charge de travail croissante (nouveau enjeux à prendre en compte comme la réglementation REACH sur les substances chimiques dangereuses, plans régionaux santé environnement, mise en place des secteurs d'information sur les sols en application de la loi ALUR, rôle de chef de projet dans le cadre de la mise en place de l'autorisation environnementale unique,...) et à des exigences de réduction des délais d'instruction des dossiers.

Plusieurs mesures ont été engagées depuis 2016 pour préserver un équilibre satisfaisant entre les différentes composantes de la police des installations classées, qui doit se concentrer sur les enjeux prioritaires en termes de risque accidentel et de réduction des pollutions :

- Le plan pluriannuel de contrôle a été révisé, en laissant une part plus importante d'appréciation des priorités à fixer au niveau régional, au-delà des contrôles minimum imposés par la réglementation européenne ;
- De nouvelles dispositions ont été élaborées pour simplifier la procédure de réexamen des autorisations dans le cadre de la directive IED ;
- Un avis été publié pour préciser les conditions de révision des études de danger par les inspecteurs des installations classées et les travaux ont été lancés pour proportionner leur examen ;
- Les actions nationales relatives à l'inspection ont été resserrées ;
- Par ailleurs les orientations stratégiques pluriannuelles pour l'inspection définissent des mesures de nature à accroître la présence terrain : poursuite des simplifications, adaptation de la posture et des processus… Ces mesures se mettent en place.

La tendance attendue pour l'évolution de l'indicateur s'inscrit dans le cadre d'une modification du calcul de l'indicateur dont la valeur devient un nombre total brut et non plus pondéré à compter de l'exercice 2020. (Tendance attendue suivant nouvelle définition pour l'évolution en 2020 : 17,6 )

## OBJECTIF 2

### Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement

## INDICATEUR 2.1

### Efficacité du fonds déchets

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Efficacité du fonds déchets | kt/an | 2792 | 3830 | 2000 | 3000 | 3217 | 2000 |

**Commentaires techniques**

Le fonds déchet de l'ADEME est utilisé pour soutenir la politique de prévention et de valorisation des déchets. Il finance des opérations de R&D, de communication, des soutiens à la mise en place de plans et programmes de prévention et des investissements.

L'indicateur rend compte du soutien à l'investissement sur la période. L'aide de l'ADEME permet de créer des capacités nouvelles de traitement des déchets qui participent à leur valorisation. L'intérêt de cette aide est qu'il s'agit d'un effet levier qui permet de mobiliser également des financements privés.

Définition de l'indicateur : il s'agit d'un cumul des capacités aidées pour des centres de tri (capacités nouvelles ou augmentations de capacités, pas les

adaptations qualitatives), les installations de recyclage et de valorisation organique et intègre aussi les combustibles solides de récupération (CSR) et les installations de méthanisation.

Source des données : système de gestion de l'ADEME.

Mode de calcul : somme des capacités prévues des opérations ayant obtenu une convention d'aide par l'ADEME dans l'année.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

L'ADEME mobilise le fonds déchets afin de soutenir financièrement la création d'unités et équipements contribuant à la réalisation des objectifs nationaux en termes de gestion des déchets et d'économie circulaire.

Les capacités nouvelles incluent les investissements dans la création de capacité de traitement pour traiter des déchets non dangereux non inertes allant auparavant en stockage ou incinération, la création d'unités de nouvelle génération plus performantes (centre de tri de déchets d'emballages prenant en compte l'extension des consignes de tri, centre de tri de déchets d'activités hautes performances et ateliers ou unités de préparation de CSR), unités de traitement des digestats issus d'unités de méthanisation. Une forte activité de recyclage a concerné les filières plastiques, métaux, matériaux de construction ou biodéchets. Ainsi, en 2019 l'équivalent de 1 136 kt/an de nouvelle capacité de traitement ont été aidées.

Par ailleurs, l'ADEME se mobilise afin de soutenir financièrement la création d'unités de méthanisation de déchets ou effluents d'élevage. Dans ce cadre, elle soutient la création de capacités nouvelles de production d'énergie renouvelable sous forme chaleur, biogaz, bio GNV ou électrique. Pour l'année 2019, l'ADEME a ainsi soutenu 152 nouveaux projets de méthanisation représentant environ 1 422 GWh/an de production d'énergie prévisionnelle et une capacité de traitement de 2 081 kt/an. A retenir une forte progression des projets injectant le biogaz produit dans les réseaux de gaz.

Au total, les capacités de traitement aidées en 2019 s'élèvent ainsi à 3 217 kt/an.

## OBJECTIF 3
## Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques

### INDICATEUR 3.1
### Nombre de communes couvertes par un PPR

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux cumulé d'approbation des PPRN par rapport aux PPRN prévus. | % | 92 | 95 | 94 | 96 | 95,9 | 94 |

**Commentaires techniques**

**L'indicateur 3-1** traduit la capacité des services à mettre en œuvre le programme national d'élaboration des PPRN et l'efficience des politiques et des services dans l'atteinte de leurs objectifs annuels. Aussi, l'instruction du gouvernement du 6 février 2019 relative aux thèmes prioritaires d'actions en matière de prévention des risques naturels et hydrauliques pour 2019 à 2021 demande aux préfets de mettre en place une priorisation régionale d'élaboration et de révision des PPRN. Les « porter à connaissance » en direction des maires et des présidents d'EPCI en vue de la prise en compte des risques naturels sont des outils pertinents qui peuvent être suffisants et adaptés à certains territoires.

Source des données : les services déconcentrés de l'état saisissent les dates d'approbation des PPRN grâce au logiciel GASPAR, consultable depuis l'administration centrale. Cette base de données mise à jour en permanence est accessible au public sur le site www.georisques.gouv.fr.

Mode de calcul : le processus d'élaboration d'un PPRN dure en moyenne trois ans mais leur priorisation relève d'une démarche à l'échelle régionale. . Il est prévu de réaliser 12 500 PPRN sur l'ensemble du territoire, dont 800 sur des communes de plus de 10 000 habitants ;Ces chiffres sont pris comme référence pluriannuelle pour évaluer l'avancement du programme d'élaboration des PPRN

## INDICATEUR 3.2

### Prévention des inondations

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fiabilité de la carte vigilance crues | % | 86 | 88 | 85 | 85 | 86 | 85 |

**Commentaires techniques**

Rappel : l'indicateur relatif aux masses d'eau en bon état, mesurant la qualité des eaux au titre du programme « ressources, territoires et habitats », participe également à l'appréciation de l'efficience de la prévention des inondations.

**Sous-indicateur : fiabilité de la carte vigilance crues.**

Depuis 2006, le service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) publie a minima deux fois par jour, avec les 19 services de prévision des crues (SPC), la carte nationale de vigilance « crues », disponible sur le site www.vigicrues.gouv.fr. Cette carte et les informations associées (bulletin national de synthèse et bulletin de chaque SPC avec éventuellement des prévisions, accès aux niveaux et débits des cours d'eau observés sur les stations de mesure hydrométrique), permettent aux acteurs de la sécurité civile (au premier rang desquels se trouvent les préfets et les maires) d'accéder aux données disponibles les plus utiles sur les 280 tronçons de cours d'eau composant le réseau hydrographique surveillé par l'État (plus de 22 000 km), aux abords desquels se situent de l'ordre de 65 % des surfaces des zones inondables en métropole et 75 % de la population exposée.

La pertinence d'un passage en vigilance orange ou rouge est évaluée en considérant les informations notamment météorologiques disponibles au moment du passage en vigilance, les incertitudes et les enjeux. L'analyse est réalisée par épisode.

Mode de calcul :

- numérateur = nombre d'épisodes de vigilance crues orange ou rouge pertinents (N1) ;
- dénominateur = nombre total d'épisodes de vigilance crues orange ou rouge (N2) ;

Source des données : données publiées par les 19 services de prévision des crues et le SCHAPI.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Les deux indicateurs relatifs à la réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques témoignent de la bonne performance de l'action de l'État dans ce domaine, avec une progression de l'indicateur 3.1 et une réalisation de l'indicateur 3.2 supérieure à la prévision.

En outre, l'indicateur relatif au taux cumulé d'approbation des PPRN ne représente que partiellement le travail d'amélioration réalisé. En effet, cet indicateur ne prend pas en compte le travail de révision des PPRN (déjà approuvés) qui est réalisé afin d'actualiser soit la cartographie de l'aléa, soit d'adapter le règlement du PPR. Le taux 2019 est en légère augmentation (moins de 1 %). Cette faible évolution s'explique par une augmentation des annulations de PPRN approuvés suite à des contentieux et à un allongement des délais de concertation avec les collectivités territoriales.

En ce qui concerne la fiabilité de la carte de vigilance « crues », la valeur de l'indicateur en 2019 est de 86 %. L'année 2019 a été marquée par 14 évènements hydrométéorologiques notables (conduisant à une vigilance orange ou rouge) concentrés sur le dernier trimestre de l'année et majoritairement sur la moitié sud du territoire. Globalement, la pertinence et l'anticipation de la vigilance ont été très satisfaisantes au regard des données disponibles et des incertitudes.

## OBJECTIF 4

### Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et renforcer l'information du public

## INDICATEUR 4.1

### Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire

(du point de vue de l'usager)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Décisions de l'ASN de l'année N prises dans les délais prévus | % | 91 | 91 | 91 | 91 | 92 | 92 |

**Commentaires techniques**

Commentaires : pour assurer ses missions dans le domaine du contrôle de la sûreté nucléaire de la radioprotection, l'ASN prend des décisions réglementaires à caractère technique permettant de préciser les décrets et arrêtés réglementaires pris par le Gouvernement.

Ainsi, en complément des décisions individuelles prises par le Gouvernement (décret d'autorisation de création d'une installation nucléaire de base, etc.), l'ASN précise les modalités d'application des textes législatifs pris en matière de sûreté nucléaire ou de radioprotection, à l'exception de ceux ayant trait à la médecine du travail. L'ASN prend également des décisions réglementaires et individuelles dans le domaine des transports de substances radioactives (agréments de colis), dans le domaine des équipements sous pression nucléaire et dans le domaine du « nucléaire de proximité » (autorisation d'activité nucléaire et prescriptions).

Dans ce contexte réglementaire, l'indicateur de suivi des délais de publication des décisions de l'ASN recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive.

Les décisions de l'ASN sont classées en 6 catégories pour lesquelles est fixé un délai de référence, en mois, pouvant varier suivant la catégorie entre 6 et 12 mois. Les différentes catégories de décisions sont présentées dans le tableau ci-après.

| Catégories de décision | Délai de référence |
|---|---|
| Installation nucléaire de base (INB) : ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) situées dans le périmètre d'une INB qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation de l'INB et qui sont soumises aux dispositions du Code de l'environnement | 12 mois |
| Installation nucléaire de base : tout accord délivré par l'ASN au titre de l'article 26 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 (modification non notable de l'installation, des règles générales d'exploitation ou du plan d'urgence interne) | 6 mois |
| Agréments de colis de transport | 12mois |
| Utilisateurs et fournisseurs : générateurs de rayonnements ionisants industriels, sources scellées et non scellées | 6 mois |
| Utilisateurs et fournisseurs : scanner, radiothérapie externe, médecine nucléaire, curiethérapie | 6 mois |
| Décisions relatives à des agréments d'organismes ou de laboratoire : | |
| - pour la mesure des activités volumiques en radon ; | 6 mois |
| - pour des contrôles relatifs à la radioprotection ; | 4 mois |
| - pour des contrôles d'équipements sous pression nucléaires. | 9 mois |

## ANALYSE DES RÉSULTATS

L'indicateur de suivi des délais de signature des décisions de l'ASN recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive. En 2019, l'ASN a pris 1642 décisions, dont 92 % ont été prises conformément aux délais réglementaires. Une part importante de ces demandes est instruite en vertu du code de la santé publique (85 %), et concerne le nucléaire de proximité, médical ou industriel. Le nombre de dossiers concernant le nucléaire de proximité industriel représente un peu plus des trois quarts des instructions en 2019.

La cible de cet indicateur a été diminuée en 2012 à la suite de l'accident de Fukushima du 11 mars 2011 pour prendre en compte les demandes de modifications à venir concernant les INB rendues nécessaires par les enseignements de cet accident nucléaire. En effet, dans le cadre des suites des évaluations complémentaires de sûreté (ECS), l'ASN a

imposé aux installations des prescriptions techniques (environ 40 par centrale nucléaire et, selon les enjeux, entre 0 et 40 pour les autres installations nucléaires de type LUDD) afin d'augmenter, dans les meilleurs délais et au-delà des marges de sûreté dont elles disposent déjà, leur robustesse face à des situations extrêmes. Pour chacune de ces prescriptions, des délais de mise en conformité ont été fixés, pour certains jusqu'à fin 2019. Ces exigences ont conduit les exploitants à déposer plus de dossiers de demande de modification de leur installation (variables selon les exploitants et le type d'installation), au titre de l'article 26 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives. Les instructions associées, complétées d'inspections, présentent des enjeux immédiats et importants en termes de sûreté et sont une priorité pour l'ASN pour les années à venir. Pour l'exercice 2019, l'ASN s'est assurée, en ce qui concerne les ECS, du respect des échéances prescrites dans ses décisions du 26 juin 2012 et du 8 janvier 2015.

Outre ces sujets majeurs, l'ASN aura dans les prochaines années à se positionner sur :

- le contrô le du vieillissement et la durée de fonctionnement des réacteurs électronucléaires ;
- le contrôle de la mise en service de l'EPR ;l'encadrement et le contrôle du démantèlement des réacteurs électronucléaires : recevabilité des dossiers et premiers travaux ;
- l'encadrement et l'analyse des réexamens de sûreté des installations exploitées par AREVA et le CEA ;
- l'instr uction des dossiers réglementaires des nouvelles installations (réacteur Jules Horowitz, CIGEO, ITER, , etc..).

Autant de dossiers qui demanderont un investissement important et qui sont appelés à s'étaler sur de nombreuses années. Cette charge de travail ne permet pas en l'état de modifier les délais réglementaires d'instructions des demandes.

Par ailleurs, plusieurs arrêtés et décisions de l'ASN appelés par les décrets de transposition de la directive n° 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants ont été publiés en 2019. Ils introduisent des modifications de régimes administratifs, dont la création d'un nouveau régime d'enregistrement. Ces changements vont permettre de poursuivre la mise en œuvre de l'approche graduée de la radioprotection au regard des enjeux et de la manière dont les responsables d'activité ou les exploitants exercent leurs responsabilités. L'ASN a préparé une nomenclature de répartition des différentes catégories d'activités nucléaires dans ces trois régimes, dont la mise en œuvre a commencé au 1er janvier 2019, avec l'entrée en vigueur de la décision permettant l'extension du régime déclaratif à de nouvelles activités nucléaires jusqu'alors soumises à autorisation. L'extension au régime déclaratif devrait concerner à terme, par exemple environ 6 000 dossiers du domaine industriel, jusqu'alors soumis au régime de l'autorisation. Il ne sera en revanche possible de quantifier précisément ce nombre de dossiers qu'à l'échéance d'un terme de 5 ans (31 décembre 2023).

En conséquence, plusieurs activités vont être amenées à changer de régime et l'impact sur les délais de référence (maintien ou raccourcissement) devra être évalué. Dans ce contexte, la prévision est reconduite à 92 % pour 2020, avec pour objectif de maintenir cette cible en 2021.

# PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

### 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | *64 308 064*<br>58 577 201 | <br>2 152 293 | *36 735 570*<br>14 516 509 | <br>3 000 000 | ***101 043 634***<br>**78 246 002** | *104 543 634* |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | *46 446 540*<br>39 168 291 | *10 488 749*<br>17 858 820 | *350 000*<br>214 143 | *1 689 000*<br>1 334 000 | | ***58 974 289***<br>**58 575 255** | *59 474 289* |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | *22 649 826*<br>25 547 801 | *4 020 000*<br>2 305 271 | *18 030 000*<br>13 945 718 | <br>2 430 000 | ***44 699 826***<br>**44 228 790** | *49 899 826* |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | *35 911 096*<br>35 572 366 | *866 034* | *1 500 000*<br>-432 239 | | ***38 277 130***<br>**35 140 127** | *38 277 130* |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | *595 333 800*<br>583 827 829 | | | | ***595 333 800***<br>**583 827 829** | *595 333 800* |
| ***Total des AE prévues en LFI*** | ***46 446 540*** | ***728 691 535*** | ***5 236 034*** | ***57 954 570*** | | ***838 328 679*** | ***847 528 679*** |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +4 852 770 | | | | +4 852 770 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | -20 723 381 | | | | -20 723 381 | |
| Total des AE ouvertes | 46 446 540 | 776 011 528 | | | | 822 458 068 | |
| **Total des AE consommées** | **39 168 291** | **721 384 018** | **4 671 707** | **29 363 987** | **5 430 000** | **800 018 003** | |

### 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | *62 308 274*<br>61 729 145 | <br>1 423 798 | *28 673 571*<br>27 983 397 | <br>3 000 000 | ***90 981 845***<br>**94 136 340** | *94 481 845* |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | *46 446 540*<br>39 168 291 | *15 488 749*<br>18 008 502 | *350 000*<br>241 731 | *1 689 000*<br>1 387 500 | | ***63 974 289***<br>**58 806 025** | *64 474 289* |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | *22 185 183*<br>26 132 258 | *4 020 000*<br>3 090 229 | *18 030 000*<br>10 253 314 | <br>2 430 000 | ***44 235 183***<br>**41 905 801** | *48 825 183* |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | *35 911 096*<br>32 215 648 | *866 034* | *1 500 000*<br>652 671 | | ***38 277 130***<br>**32 868 319** | *38 277 130* |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | *595 333 800*<br>583 827 829 | | | | ***595 333 800***<br>**583 827 829** | *595 333 800* |
| ***Total des CP prévus en LFI*** | ***46 446 540*** | ***731 227 102*** | ***5 236 034*** | ***49 892 571*** | | ***832 802 247*** | ***841 392 247*** |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +6 577 692 | | | | +6 577 692 | |
| Ouvertures / annulations | | +1 062 593 | | | | +1 062 593 | |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| hors FdC et AdP | | | | | | | |
| Total des CP ouverts | 46 446 540 | 793 995 992 | | | | 840 442 532 | |
| **Total des CP consommés** | **39 168 291** | **721 913 383** | **4 755 758** | **40 276 881** | **5 430 000** | **811 544 313** | |

## 2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

### 2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2018*<br>Consommation 2018 | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | *64 766 271*<br>50 765 138 | *99 238*<br>640 528 | *41 325 809*<br>37 416 916 | *106 191 318* | ***106 191 318***<br>**88 822 582** |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | *45 887 596*<br>38 243 961 | *10 655 106*<br>17 719 991 | *545 769*<br>151 100 | *1 438 843*<br>987 840 | *58 527 314* | ***59 027 314***<br>**57 102 892** |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | *22 693 260*<br>27 031 961 | *4 018 838*<br>3 573 073 | *10 399 363*<br>7 440 100 | *37 111 461* | ***41 266 640***<br>**38 045 134** |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | *35 852 003*<br>37 241 058 | *936 668*<br>757 000 | *1 488 458*<br>285 698 | *38 277 129* | ***38 277 129***<br>**38 283 756** |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | *609 247 557*<br>572 352 410 | | | *609 247 557* | ***609 247 557***<br>**572 352 410** |
| ***Total des AE prévues en LFI*** | ***45 887 596*** | ***743 214 197*** | ***5 600 513*** | ***54 652 473*** | ***849 354 779*** | ***854 009 958*** |
| **Total des AE consommées** | **38 243 961** | **705 110 558** | **5 121 701** | **46 130 554** | | **794 606 774** |

### 2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2018*<br>Consommation 2018 | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | *57 666 271*<br>53 801 567 | *99 238*<br>357 156 | *33 195 809*<br>32 937 078 | *90 961 318* | ***90 961 318***<br>**87 095 801** |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | *45 887 596*<br>38 243 961 | *15 655 106*<br>17 356 298 | *545 769*<br>231 468 | *1 438 843*<br>1 145 072 | *63 527 314* | ***64 027 314***<br>**56 976 799** |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | *22 693 260*<br>26 253 936 | *4 018 838*<br>3 097 616 | *10 399 363*<br>9 295 084 | *37 111 461* | ***40 066 640***<br>**38 646 636** |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | *35 852 003*<br>33 431 086 | *936 668*<br>757 000 | *1 488 458*<br>3 602 844 | *38 277 129* | ***38 277 129***<br>**37 790 930** |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | *609 247 557*<br>572 352 410 | | | *609 247 557* | ***609 247 557***<br>**572 352 410** |
| ***Total des CP prévus en LFI*** | ***45 887 596*** | ***741 114 197*** | ***5 600 513*** | ***46 522 473*** | ***839 124 779*** | ***842 579 958*** |
| **Total des CP consommés** | **38 243 961** | **703 195 297** | **4 443 240** | **46 980 078** | | **792 862 576** |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 | Consommés* en 2018 | Ouverts en LFI pour 2019 | Consommés* en 2019 |
| **Titre 2 – Dépenses de personnel** | **38 243 961** | **46 446 540** | **39 168 291** | **38 243 961** | **46 446 540** | **39 168 291** |
| Rémunérations d'activité | 25 490 734 | 33 603 504 | 26 026 725 | 25 490 734 | 33 603 504 | 26 026 725 |
| Cotisations et contributions sociales | 12 625 748 | 12 723 036 | 13 020 370 | 12 625 748 | 12 723 036 | 13 020 370 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 127 479 | 120 000 | 121 196 | 127 479 | 120 000 | 121 196 |
| **Titre 3 – Dépenses de fonctionnement** | **705 110 558** | **728 691 535** | **721 384 018** | **703 195 297** | **731 227 102** | **721 913 383** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 60 683 284 | 59 322 098 | 63 262 525 | 57 146 812 | 61 857 665 | 59 181 762 |
| Subventions pour charges de service public | 644 427 274 | 669 369 437 | 658 121 493 | 646 048 485 | 669 369 437 | 662 731 621 |
| **Titre 5 – Dépenses d'investissement** | **5 121 701** | **5 236 034** | **4 671 707** | **4 443 240** | **5 236 034** | **4 755 758** |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 4 524 133 | 4 366 034 | 2 667 615 | 4 168 800 | 4 366 034 | 3 519 669 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 597 568 | 870 000 | 2 004 092 | 274 440 | 870 000 | 1 236 089 |
| **Titre 6 – Dépenses d'intervention** | **46 130 554** | **57 954 570** | **29 363 987** | **46 980 078** | **49 892 571** | **40 276 881** |
| Transferts aux ménages | 1 256 180 | 1 500 000 | -572 173 | 1 192 913 | 1 500 000 | 934 339 |
| Transferts aux entreprises | -1 761 521 | 6 967 606 | 2 096 872 | 19 931 877 | 10 965 607 | 14 121 145 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 28 586 908 | 31 570 964 | 7 531 630 | 9 192 201 | 19 510 964 | 7 056 910 |
| Transferts aux autres collectivités | 18 048 987 | 17 916 000 | 20 307 658 | 16 663 087 | 17 916 000 | 18 164 486 |
| **Titre 7 – Dépenses d'opérations financières** | | | **5 430 000** | | | **5 430 000** |
| Dotations en fonds propres | | | 5 430 000 | | | 5 430 000 |
| **Total hors FdC et AdP** | | **838 328 679** | | | **832 802 247** | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | -15 870 611 | | | +7 640 285 | |
| **Total*** | **794 606 774** | **822 458 068** | **800 018 003** | **792 862 576** | **840 442 532** | **811 544 313** |

** y.c. FdC et AdP*

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nature de dépenses | Ouvertes en 2018 | Prévues en LFI pour 2019 | Ouvertes en 2019 | Ouverts en 2018 | Prévus en LFI pour 2019 | Ouverts en 2019 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 8 874 778 | 9 200 000 | 4 852 770 | 6 236 797 | 8 590 000 | 6 577 692 |
| **Total** | **8 874 778** | **9 200 000** | **4 852 770** | **6 236 797** | **8 590 000** | **6 577 692** |

# RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT D'ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 04/2019 | | 42 450 | | 42 450 | | | | |
| 05/2019 | | 8 614 | | 8 614 | | | | |
| 06/2019 | | 513 717 | | 513 717 | | | | |
| 07/2019 | | 2 500 | | 2 500 | | | | |
| 10/2019 | | 350 | | 350 | | | | |
| 11/2019 | | 1 850 | | 1 850 | | | | |
| 12/2019 | | 600 | | 600 | | | | |
| **Total** | | **570 081** | | **570 081** | | | | |

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FONDS DE CONCOURS

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2019 | | 88 387 | | 488 387 | | | | |
| 03/2019 | | 74 996 | | 74 996 | | | | |
| 04/2019 | | 1 418 | | 1 418 | | | | |
| 05/2019 | | | | 740 000 | | | | |
| 06/2019 | | | | 220 358 | | | | |
| 07/2019 | | 379 804 | | 379 804 | | | | |
| 08/2019 | | 71 091 | | 141 121 | | | | |
| 09/2019 | | 3 685 878 | | 3 715 878 | | | | |
| 10/2019 | | | | 33 000 | | | | |
| 11/2019 | | | | 27 000 | | | | |
| 12/2019 | | 2 601 | | 202 601 | | | | |
| 01/2020 | | 884 | | 884 | | | | |
| **Total** | | **4 305 059** | | **6 025 447** | | | | |

## ARRÊTÉS DE REPORT DE FONDS DE CONCOURS

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 26/02/2019 | | 6 355 131 | | 21 427 890 | | | | |

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| **Total** | | **6 355 131** | | **21 427 890** | | | | |

## ARRÊTÉS DE REPORT DE TRANCHES FONCTIONNELLES

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 08/02/2019 | | 456 063 | | | | | | |
| **Total** | | **456 063** | | | | | | |

## ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 11/03/2019 | | 8 806 630 | | 4 407 999 | | | | |
| **Total** | | **8 806 630** | | **4 407 999** | | | | |

## DÉCRETS D'ANNULATION DE FONDS DE CONCOURS ET D'ATTRIBUTION DE PRODUITS

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 04/02/2020 | | | | | | 22 370 | | 17 836 |
| **Total** | | | | | | **22 370** | | **17 836** |

## DÉCRETS DE TRANSFERT

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 25/11/2019 | | 13 341 | | 13 341 | | | | |
| 03/12/2019 | | | | | | 865 766 | | 5 508 249 |
| **Total** | | **13 341** | | **13 341** | | **865 766** | | **5 508 249** |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/12/2019 | | | | | | 35 488 780 | | 19 278 388 |
| **Total** | | | | | | **35 488 780** | | **19 278 388** |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| **Total général** | | **20 506 305** | | **32 444 758** | | **36 376 916** | | **24 804 473** |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2019 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2019. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2019.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

### DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| | Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|---|---|---|---|---|
| 050203 | **Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques**<br>Taxe foncière sur les propriétés bâties<br>*Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1391 D* | ε | 1 | ε |
| **Coût total des dépenses fiscales** | | | **1** | |

### DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| | Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|---|---|---|---|---|
| 130201 | **Déduction des dépenses de réparations et d'amélioration**<br>Revenus fonciers<br>*Bénéficiaires 2017 : 1776000 Menages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1989 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 31-I-1°-a, b et b bis et 31-I-2°-a pour les dépenses visées aux a, b et b bis du I-1°* | 1 840 | nc | nc |
| **Coût total des dépenses fiscales** | | **1 840** | | |

## DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| | Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|---|---|---|---|---|
| 050203 | **Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques**<br>Taxe foncière sur les propriétés bâties<br>*Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1391 D* | ε | 1 | ε |
| **Coût total des dépenses fiscales** | | | **1** | |

# JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI*<br>Consommation | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | *101 043 634*<br>78 246 002 | *104 543 634*<br>78 246 002 | | *90 981 845*<br>94 136 340 | *94 481 845*<br>94 136 340 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | *46 446 540*<br>39 168 291 | *12 527 749*<br>19 406 964 | *59 474 289*<br>58 575 255 | *46 446 540*<br>39 168 291 | *17 527 749*<br>19 637 734 | *64 474 289*<br>58 806 025 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | *44 699 826*<br>44 228 790 | *49 899 826*<br>44 228 790 | | *44 235 183*<br>41 905 801 | *48 825 183*<br>41 905 801 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | *38 277 130*<br>35 140 127 | *38 277 130*<br>35 140 127 | | *38 277 130*<br>32 868 319 | *38 277 130*<br>32 868 319 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | *595 333 800*<br>583 827 829 | *595 333 800*<br>583 827 829 | | *595 333 800*<br>583 827 829 | *595 333 800*<br>583 827 829 |
| ***Total des crédits prévus en LFI **** | ***46 446 540*** | ***791 882 139*** | *838 328 679* | ***46 446 540*** | ***786 355 707*** | *832 802 247* |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | -15 870 611 | -15 870 611 | | +7 640 285 | +7 640 285 |
| Total des crédits ouverts | 46 446 540 | 776 011 528 | 822 458 068 | 46 446 540 | 793 995 992 | 840 442 532 |
| **Total des crédits consommés** | **39 168 291** | **760 849 712** | **800 018 003** | **39 168 291** | **772 376 022** | **811 544 313** |
| Crédits ouverts - crédits consommés | +7 278 249 | +15 161 816 | +22 440 065 | +7 278 249 | +21 619 970 | +28 898 219 |

** hors FdC et AdP pour les montants de la LFI*

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 6 950 000

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 46 446 540 | 794 621 075 | 841 067 615 | 46 446 540 | 789 094 643 | 835 541 183 |
| Amendements | 0 | -2 738 936 | -2 738 936 | 0 | -2 738 936 | -2 738 936 |
| **LFI** | **46 446 540** | **791 882 139** | **838 328 679** | **46 446 540** | **786 355 707** | **832 802 247** |

Par rapport au PLF 2019 hors titre 2, l'amendement n°II-3 a :

– majoré les AE et les CP de 253 924 € en vue de la revalorisation des indemnités kilométriques et des barèmes des frais de nuitée dont la décision avait été annoncée lors du rendez-vous salarial du 18 juin 2018. En ont bénéficié l'action 01 pour 0,12 M€, l'action 09 pour 0,05 M€ et l'action 10 pour 0,08 M€;

– et réduit les AE et les CP de 9 992 860 €. Cette réduction a porté sur les crédits de l'action 1 pour 1,81 M€, de l'action 9 pour 0,27 M€ et de l'action 12 pour 7,91 M€.

Par ailleurs, il résulte des amendements 589 et n°2 en seconde délibération une augmentation de l'action 10 de 7 M€ en AE et CP hors titre 2, visant à permettre l'indemnisation des copropriétaires de l'immeuble « Le Signal ».

## MODIFICATIONS DE MAQUETTE

Le P181 n'a pas connu de modification de la maquette budgétaire ni de changement de périmètre.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les mouvements réglementaires et annulations intervenus en 2019 sur les crédits hors titre 2 se décomposent comme suit :

**Transfert :**

Le total des transferts intervenus en 2019 s'élève à -852 425 € en AE et -5 494 908 € en CP, décomposé en :

– transfert sortant : -865 766 € en AE et -5 508 249 € en CP ont été transférés vers le programme 218 de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (décret n°2019-1282 du 03/12/2019 paru au JO le 04/12/2019). Ce transfert a pour objet de financer des prestations au titre du fonctionnement courant de l'Autorité de sûreté nucléaire (immobilier, logistique, prestations d'actions sociales, frais de déplacement et de représentation, formation, traduction) dont la gestion est prise en charge par le programme 218 ;

– transfert entrant : 13 341 € en AE et CP ont été reçus du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement », correspondant au remboursement par le Conseil de l'Union européenne des frais de déplacement des délégués français aux réunions du Conseil et de ses instances entre 2015 et 2018 (décret n°2019-1228 du 25/11/2019 paru au JO le 27/11/2019).

**Annulations :**

En 2019, 35 488 780 € en AE et 19 278 388 € en CP ont fait l'objet d'une annulation dans le cadre de la LFR n°2019-1270 du 02/12/2019 (décret n°2019-1277 du 03/12/2019 paru au JO le 04/12/2019) :
– 20 906 366 € en AE et 14 878 388 € en CP au titre de la réserve de précaution initiale (20 906 366 € en AE et 21 878 387 € minorés d'un dégel de 6 999 999 € en CP)
– 2 600 000 € en AE et 4 400 000 € en CP au titre du sur-gel partiel des reports budgétaires initialement ouverts sur le programme
– et 11 982 414€ en AE correspondant à un sur-gel complémentaire de fin de gestion.

Ces annulations ont impacté toutes les actions du programme.

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Au cours de l'année 2019, 4,87 M€ en AE et 6,59 M€ en CP ont été rattachés au programme, dont 4,30 M€ en AE et 6,02 M€ en CP sur Fonds de concours (FDC) et dont 0,57 M€ en AE et CP sur attributions de produits (ADP). S'y ajoutent les crédits de FDC qui ont fait l'objet d'un report de l'exercice 2018 sur l'exercice 2019, à hauteur de 6,35 M€ en AE et 21,43 M€ en CP ainsi que l'annulation d'un trop perçu de 0,02 M€ en AE sur le FDC PLGN et l'annulation d'un titre de perception de 0,02 M€ en CP sur un ancien FDC 23-1-2-00820 désormais clôturé.

Ces crédits correspondent aux :

*– Fonds de concours PLGN : 23-1-2-00824 – « Participation aux études, acquisitions et travaux relatifs à la protection de la nature et de l'environnement, à la prévention et à la lutte contre les pollutions (AE préalables) »*

Ce fonds de concours concerne majoritairement le Plan Loire grandeur nature (PLGN) et sert à recouvrer les participations de collectivités territoriales à des dépenses d'investissement. Les opérations financées concernent des renforcements de pieds de levées, la fiabilisation des systèmes d'endiguement et des opérations de renforcement des digues domaniales.

Le FDC PLGN a bénéficié d'un report de crédits de 2018 sur 2019 à hauteur de 5,71 M€ en AE et 7,89 M€ en CP.

Les nouveaux rattachements ouverts en 2019 se sont élevés à 0,10 M€ en AE et 1,82 M€ en CP.

Un trop perçu a donné lieu à l'annulation de 0,02 M€ en AE.

La consommation 2019 est de 0,87 M€ en AE et 1,64 M€ en CP.

Les AE non consommées (4,91 M€) correspondent d'une part à des conventions ou avenants en cours de signature et d'autre part à un décalage dans le temps de travaux dont le démarrage était prévu initialement en 2019. Les CP non consommés (8,07 M€) correspondent à des opérations en cours, engagées les années précédentes et pour lesquelles la consommation des CP est prévue en 2020 voire 2021. Une partie de ces crédits non consommés résulte de rattachements tardifs, intervenus après la clôture de la gestion 2019.

*– Fonds de concours ADEME bruit : 23-1-2-00207 -« Participation de l'ADEME au versement de subventions pour des opérations d'isolation acoustique ».*

Ce fonds de concours a été mis en œuvre dans le cadre des dispositions du Grenelle de l'environnement, relatives à la résorption des points noirs bruit sur les infrastructures routières de l'État, des collectivités territoriales et le réseau ferré national. Les crédits versés par l'ADEME à l'État par la voie de ce FDC sont destinés à des opérations de traitements de façades pour des propriétaires de logements situés en zone de bruit critique sur le réseau routier national.

Aucun nouveau rattachement n'est intervenu en 2019. Les crédits ouverts sur le programme au cours de l'exercice (0,41 M€ en AE et 4,99 M€ en CP) proviennent des reports de 2018 sur 2019.

Pour ce FDC, la consommation 2019 s'établit à 0,26 M€ en AE et 1,50 M€ en CP.

Les crédits non consommés s'élèvent à 0,14 M€ en AE et 3,49 M€ en CP. Cette non consommation s'explique par le fait que certains travaux sont différés (octroi de prêts bancaires, organisations des chantiers disponibilité des entreprises, etc.), ou encore par l'abandon des projets soit parce que les logements, après vérification in situ, ne respectent pas les critères d'éligibilité au dispositif d'aide à l'insonorisation soit parce que certains particuliers se désengagent de la procédure avant la mise en œuvre des travaux, rendant difficile la prévision du volume d'opérations qui va se concrétiser.

*– Fonds de Concours ASN : 23-1-1-00846- « Contributions de l'Union européenne à des actions de coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire ».*

Ce fonds de concours créé en 2003, a bénéficié d'un report de crédits de 2018 sur 2019 de 0,17 M€ en AE et CP et de nouveaux rattachements pour 0,39 M€ en AE et CP.

Les consommations 2019 se sont élevées à 0,56 M€ en AE et CP. Ces crédits concernent la participation de l'ASN aux expertises du groupement européen RISKAUDIT et le remboursement des quotes-parts versées à l'association HERCA qui réunit les autorités européennes en charge du contrôle de la radioprotection en Europe. L'ASN assure le secrétariat de HERCA dont elle prend en charge l'ensemble des dépenses qui lui sont ensuite remboursées par les différents pays adhérents.

La non consommation des crédits ouverts sur l'exercice 2019 est de 3 K€ en AE et CP. Elle correspond à des remboursements intervenus tardivement, entre mi-décembre 2019 et début janvier 2020. Compte tenu des dates limites applicables à la fin de gestion, il n'a pas été possible de consommer ces AE/CP.

*– Fonds de concours FEDER : 23-1-1-00185- « Participation du FEDER aux actions dans le domaine des risques naturels et hydrauliques ».*

Ce fonds de concours sert à financer des actions relatives à :

-l'information et connaissance des risques ;

-la surveillance et prévision des crues ;

-des études et travaux de prévention de lutte contre les inondations ;

-la réalisation de travaux de ralentissement dynamiques et des travaux liés à la prévention de mouvement de terrain.

Sur les 80 K€ prévus en AE et CP en LFI 2019, aucun crédit n'a été rattaché au cours de l'exercice en remboursement de dépenses pour des opérations du programme opérationnel interrégional Rhône-Saône. En revanche, ce FDC a bénéficié d'un report de 0,07 M€ en AE et CP de 2018 sur 2019, qui a été intégralement consommé.

*– Fonds de concours « Fonds Barnier » 23-1-2-00302- « Contribution du fonds de prévention des risques naturels majeurs, régi par l'article L561-3 du code de l'environnement, aux dépenses de prévention des risques naturels et des risques hydrauliques engagées par l'État ».*

Ce fonds de concours créé en octobre 2014 était rendu nécessaire en application des dispositions de l'article 118 II-2 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 pour contribuer au financement des études, équipements et travaux de prévention contre les risques naturels majeurs et de protection des lieux habités exposés à des risques naturels, réalisés ou subventionnés par l'État, dès lors qu'ils ont fait l'objet d'un engagement de l'État avant le 1er janvier 2014.

Les crédits ouverts en 2019 sont constitués des reports de 2018 sur 2019 (8,23 M€ en CP).

Au cours de l'exercice 2019, 8 K€ ont été consommés en CP.

Ce fonds de concours a été clôturé à fin 2019.

*– Fonds de concours « Éco-organismes » 23-1-2-00537- « Contributions des éco-organismes aux actions de communication grand public sur le recyclage ».*

Créé en 2018, ce fonds de concours est abondé par les versements des éco-organismes agréés, pour financer une campagne grand public sur le recyclage. Le principe d'une participation des éco-organismes aux campagnes nationales menées par les pouvoirs publics est prévu par l'article L.541-10 du code de l'environnement. Le montant de la participation est fixé à 0,3 % du montant des contributions qu'ils perçoivent de leurs adhérents, par les cahiers des charges desdits éco-organismes.

En LFI 2019, il était prévu un rattachement de 3,5 M€ en AE et CP. Les rattachements ouverts sur le programme en 2019 ont atteint 3,74 M€ en AE et CP auxquels s'est ajouté le report de 0,07 M€ en AE et 0,14 M€ en CP de 2018 sur 2019. La part de ces crédits consommée en 2019 est de 3,79 M€ en AE et 2,82 M€ en CP.

Le solde non consommé en fin d'exercice (0,03 M€ en AE et 1,06 M€ en CP) correspond aux engagements et paiements qui n'ont pu être réalisés avant la clôture budgétaire.

*– Attribution de produits 23-2-2-00204- « Prestations fournies à des tiers dans le domaine de la prévention des risques »*

Cette attribution de produits concerne d'une part des opérations relatives aux révisions de barrages et travaux menés sur plusieurs barrages du bassin hydrographique de la Loire, dans le cadre de la convention signée en 2015 entre l'État et l'Établissement public Loire, et d'autre part l'attribution de produit du comité (CTPBOH) dans le cadre du décret digues et barrages. Ce comité a pour objectif d'unifier les pratiques pour la vérification de la sécurité vis-à-vis du risque sismique des ouvrages hydrauliques, barrages et digues situés en France.

En 2019, la totalité des AE et CP rattachés (0,48 M€) a été consommée.

*– Attribution de produits 23-2-2-00063- « Rémunération de prestations fournies par l'autorité de sûreté nucléaire »*

Cette attribution de produits s'inscrit notamment dans le cadre des conventions de coopération signées entre l'ASN et la Nouvelle Calédonie ainsi que la Polynésie française.

La totalité des AE et CP rattachés en 2019 (0,09 M€) a été consommée au cours de l'exercice.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 232 233 | 20 906 366 | 21 138 599 | 232 233 | 21 878 387 | 22 110 620 |
| Surgels | 0 | 2 600 000 | 2 600 000 | 0 | 4 400 000 | 4 400 000 |

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)** | **232 233** | **23 506 366** | **23 738 599** | **232 233** | **26 278 387** | **26 510 620** |

La réserve initiale du programme a été augmentée de respectivement 2 600 000 € (AE) et 4 400 000 € (CP) en gestion dans le cadre d'un exercice de sincérisation de la réserve de précaution, consistant à repositionner sur des dépenses mobilisables une partie du gel initialement inscrit sur des dépenses à caractère obligatoire.

Dans le cadre du schéma de fin de gestion du P181 hors titre 2, il a été décidé l'annulation en LFR de 35,5 M€ en AE et de 19,3 M€ en CP.

En AE, l'annulation a porté sur la réserve initiale du programme (20,9 M€) augmentée d'un sur-gel partiel des reports budgétaires de 2018 (2,6 M€) et d'un second sur-gel de 12 M€. Un gel complémentaire de 7 M€ en AE a par ailleurs été opéré, sans faire l'objet d'annulation LFR.

En CP, l'annulation a porté sur une partie seulement des crédits gelés en gestion, constitués par la réserve initiale du programme (21,9 M€) et le sur-gel des reports budgétaires de 2018 (4,4 M€). 7 M€ en CP sont donc restés gelés sans être annulés.

Il est donc resté 7 M€ en AE et CP de crédits gelés non annulés après la LFR de fin d'année, afin de sécuriser le report des crédits destinés à l'indemnisation des propriétaires de l'immeuble "Signal".

Dans le cadre de l'action 09 « Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » (BOP central « ASN »), un mouvement de fongibilité asymétrique de 6,95 M€ en AE et CP a été réalisé, au lieu des 8 M€ prévus en LFI 2019, afin de permettre le remboursement des dépenses relatives aux conventions de mise à disposition à l'ASN des salariés d'autres organismes (IRSN, CEA, etc.).

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

### EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2018 (1) | Réalisation 2018 (2) | LFI + LFR 2019 (3) | Transferts de gestion 2019 (4) | Réalisation 2019 (5) | Écart à LFI + LFR 2019 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1052 – Catégorie A | 0 | 355 | 365 | 0 | 358 | -7 |
| 1053 – Catégorie B | 0 | 35 | 25 | 0 | 35 | +10 |
| 1054 – Catégorie C | 0 | 30 | 42 | 0 | 29 | -13 |
| **Total** | **0** | **420** | **432** | **0** | **422** | **-10** |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI (6) | Mesures de transfert en LFI (7) | Corrections techniques (8) | Impact des schémas d'emplois pour 2019 (5-4)-(2-1)-(6+7+8) | *dont extension en années pleines des schémas d'emplois 2018 sur 2019* | *dont impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1052 – Catégorie A | 0 | +3 | -2 | +2 | +2 | *0* |
| 1053 – Catégorie B | 0 | 0 | 0 | 0 | *0* | *0* |
| 1054 – Catégorie C | 0 | 0 | -1 | 0 | *0* | *0* |
| **Total** | **0** | **+3** | **-3** | **+2** | **+2** | ***0*** |

La totalité des emplois et des dépenses de personnel inscrits et consommés sur ce programme (action 09) concerne l'ASN. La consommation d'emplois au titre de 2019 s'établit à 422 ETPT, soit 10 ETPT en deçà du plafond des autorisations d'emplois prévu en LFI (432 ETPT).

En 2019, la structuration des emplois de l'ASN s'établissait de la manière suivante :

- 84,8 % d'agents de catégorie A ;
- 8,3 % d'agents de catégorie B ;
- 6,9 % d'agents de catégorie C.

Cette structuration des emplois est globalement conforme aux prévisions présentées dans le cadre du PAP 2019 en ce qui concerne la catégorie A. Pour les agents des catégories B et C, il est à noter un décalage entre le nombre prévu en LFI et la réalisation. Cela s'explique par un repyramidage dû aux mouvements et promotions intervenus entre les différentes catégories d'emplois ces dernières années. Ce décalage, entre la ventilation théorique prévisionnelle des emplois et la réalisation constatée en gestion, a été corrigé dans le cadre de la LFI 2020.

En 2019, l'ASN a respecté son schéma d'emplois qui avait été fixé à +2 ETP. À ce schéma d'emplois, s'ajoute le transfert de 3 ETPT depuis le plafond d'emplois de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) vers celui de l'ASN en application d'une convention de mobilité signée entre les parties, relative au transfert progressif des agents recrutés en 2012 pour tenir compte de l'impact de l'accident nucléaire de Fukushima.

Les données présentes dans le tableau ci-dessus sont différentes de celles constatées en gestion 2019 par l'ASN. En effet, l'impact de l'extension en année pleine du schéma d'emplois 2018 sur 2019 est de 0,9 ETPT (0 A, -0,4 B et 1,3B) et l'impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019 est 0,4 ETPT (0,4 A, -0,2 B et 0,2C). En conséquence l'impact des schémas d'emplois pour 2019 est 1,3 ETPT (0,4 A, -0,6 B et 1,5 C). Pour information, l'impact de l'extension en année pleine des schémas d'emplois 2019 sur 2020 est de 4,6 ETPT (4,6 A, 0,2 B et -0,2 C).

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi | Sorties | *dont départs en retraite* | Mois moyen des sorties | Entrées | *dont primo recrutements* | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois Réalisation | Schéma d'emplois Prévision PAP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1052 – Catégorie A | 45 | *5* | 6,40 | 47 | *4* | 6,60 | +2 | +5 |
| 1053 – Catégorie B | 5 | *2* | 7,30 | 5 | *0* | 7,80 | 0 | -3 |
| 1054 – Catégorie C | 2 | *0* | 7,80 | 2 | *0* | 6,50 | 0 | 0 |
| **Total** | **52** | ***7*** | | **54** | ***4*** | | **+2** | **+2** |

Les flux de sorties et d'entrées, respectivement 52 et 54 ETP concernent principalement des agents de catégorie A. Ils sont conformes aux prévisions réalisées. Un pilotage rigoureux des recrutements a permis à l'ASN de respecter son schéma d'emplois fixé à +2 ETP pour 2019.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

| Service | Prévision LFI ETPT | Réalisation ETPT | ETP au 31/12/2019 |
|---|---|---|---|
| Administration centrale | 219 | 222 | 225 |
| Services régionaux | 211 | 197 | 202 |
| Services à l'étranger | 2 | 3 | 3 |
| **Total** | **432** | **422** | **430** |

Au 31 décembre 2019, l'ASN employait, hors salariés mis à disposition, 430 ETP dont 225 dans les services centraux, 202 dans les onze divisions territoriales et 3 à l'étranger.

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI ETPT | Réalisation ETPT |
|---|---|---|
| **09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection** | **432** | **422** |
| **Total** | **432** | **422** |
| Transferts en gestion | | 0 |

### RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2018-2019 : 0

Les activités de l'ASN et les profils de postes ne sont pas compatibles avec le recrutement d'apprentis.

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| **Ratios gestionnaires / effectifs gérés** | | **Effectifs gérés** (inclus dans le plafond d'emplois) |
|---|---|---|
| (Effectifs physiques ou ETP) | | **G** 432 |
| **Effectifs gérants** | **T=a+b+c+d** 9 | **T / G** **2,08 %** |
| administrant et gérant | **a** 5 | **a / G** 1,16 % |
| organisant la formation | **b** 2 | **b / G** 0,69 % |
| consacrés aux conditions de travail | **c** | **c / G** |

| | | |
|---|---|---|
| | 1 | 0,46 % |
| consacrés au pilotage et à la politique des compétences | **d** | **d / G** |
| | 1 | 0,23 % |

| Effectifs inclus dans le plafond d'emplois | | Effectifs hors plafond d'emplois | | |
|---|---|---|---|---|
| intégralement gérés | partiellement gérés (agents en détachement, en MAD (1) | gérés pour un autre ministère | gérés pour des organismes autres que les ministères | Gérés pour le ministère (CLD, CFA) (2) |
| 0 % | 100 % | 100 % | 0 % | 0 % |

(1) mise à disposition (MAD), position normale d'activité (PNA)

(2) congé de longue durée (CLD), congé de fin d'activité (CFA)

L'ASN prend en charge, en termes de ressources humaines, la gestion de premier niveau (affectations, régime de travail, gestion des absences, formation, etc.) de l'ensemble de son personnel. La gestion sur le plan réglementaire (avancements, mobilités, etc.) est assurée par les gestionnaires des corps des ministères d'origine des personnels considérés. Il en est de même pour le suivi de la paie et de l'ensemble des actes associés (maladie, accidents de travail, etc) qui sont assurés par les services du ministère de l'économie et des finances dans le cadre d'une délégation de gestion.

L'ASN contribue également, en lien avec les établissements concernés, à la gestion des salariés mis à disposition, lesquels ne sont pas intégrés dans son plafond d'emplois.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie | Exécution 2018 | Prévision LFI 2019 | Exécution 2019 |
|---|---|---|---|
| **Rémunération d'activité** | **25 490 734** | **33 603 504** | **26 026 725** |
| **Cotisations et contributions sociales** | **12 625 748** | **12 723 036** | **13 020 370** |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions : | 9 254 740 | 9 381 967 | 9 613 313 |
| *– Civils (y.c. ATI)* | *9 254 740* | *9 381 967* | *9 582 576* |
| *– Militaires* | | | *30 737* |
| *– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)* | | | |
| *– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)* | | | |
| Cotisation employeur au FSPOEIE | | | |
| Autres cotisations | 3 371 008 | 3 341 069 | 3 407 058 |
| **Prestations sociales et allocations diverses** | **127 479** | **120 000** | **121 196** |
| **Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)** | **38 243 961** | **46 446 540** | **39 168 291** |
| **Total titre 2 (hors CAS Pensions)** | **28 989 221** | **37 064 573** | **29 554 979** |
| *FdC et AdP prévus en titre 2* | | | |

Au sein des prestations sociales et allocations diverses, un montant de 15 388 € concerne les allocations de retour à l'emploi (2 bénéficiaires). L'exécution est proche de la prévision initiale.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions | |
|---|---|
| **Socle d'exécution 2018 retraitée** | **29,07** |
| Exécution 2018 hors CAS Pensions | 28,99 |

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions | |
|---|---|
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2019/ 2018 | 0,14 |
| Débasage de dépenses au profil atypique : | -0,06 |
| *– GIPA* | *0,00* |
| *– Indemnisation des jours de CET* | *-0,05* |
| *– Mesures de restructuration* | |
| *– Autres dépenses de masse salariale* | |
| **Impact du schéma d'emplois** | **0,08** |
| EAP schéma d'emplois 2018 | 0,06 |
| Schéma d'emplois 2019 | 0,01 |
| **Mesures catégorielles** | |
| **Mesures générales** | **0,00** |
| Rebasage de la GIPA | 0,00 |
| Variation du point de la fonction publique | |
| Mesures bas salaires | |
| **GVT solde** | **0,21** |
| GVT positif | 0,31 |
| GVT négatif | -0,10 |
| **Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA** | **0,19** |
| Indemnisation des jours de CET | 0,06 |
| Mesures de restructurations | |
| Autres rebasages | 0,13 |
| **Autres variations des dépenses de personnel** | |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | |
| Autres variations | |
| **Total** | **29,55** |

L'augmentation de la masse salariale de 2018 à 2019 tient compte de l'évolution des effectifs de l'ASN (+ 5 ETP), des flux d'entrée et de sortie constatés et valorisés en 2019 (GVT) et des divers facteurs d'évolution de la masse salariale (tels que l'indemnisation des jours CET ou l'impact en année pleine de la mise en œuvre de l'astreinte). Les effectifs ont évolué de 2 ETPT (moyenne annuelle) passant de 420 ETPT en 2018 à 422 ETPT en 2019 ce qui a entraîné *de facto* l'augmentation de la masse salariale de l'ASN.

La rémunération principale représente 38,8 % de la masse salariale de l'ASN (identique 2018) et les cotisations sociales (dont les cotisations au CAS « Pensions ») 33,2 %**.** La dépense annuelle relative au CAS « Pensions » est passée de 9,25 M€ en 2018 à 9,61 M€ en 2019. Cette augmentation est liée à l'évolution des effectifs sur la même période.

Par ailleurs, l'ASN a mis en œuvre une mesure de fongibilité asymétrique technique en 2019 à hauteur de 6,95 M€ afin de permettre le remboursement des personnels mis à disposition (contre 8 M€ prévus en LFI).

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1052 – Catégorie A | 65 622 | 73 583 | 67 864 | 32 862 | 38 590 | 33 872 |
| 1053 – Catégorie B | 40 373 | 49 371 | 46 297 | 23 991 | 29 052 | 29 392 |
| 1054 – Catégorie C | 36 166 | 39 659 | 33 535 | 23 677 | 23 817 | 19 294 |

L'ASN recrute des agents expérimentés afin de pouvoir répondre aux besoins liés à la spécialisation d'un certain nombre de fonctions et de compétences nouvelles tels les fonctionnaires recrutés dans certains corps et les personnels recrutés en CDD ce qui a une forte incidence sur les coûts moyens d'entrée. Le volume des entrées et des sorties s'élève en 2019 à 12 % de l'effectif global (hors agents mis à disposition). Les ingénieurs de l'industrie et des

mines ont représenté les flux d'entrée et de sortie les plus importants. Sur 52 sorties constatées, seulement 7 sont liés à des départs à la retraite. L'âge moyen des agents de l'ASN est d'environ 45 ans. Environ 60 % des agents de l'ASN ont une ancienneté supérieure à 4 ans et 25 % supérieure à 10 ans.

Les coûts moyens des catégories B et C ne sont pas, au regard du nombre réduit de mouvements, représentatifs.

## ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Restauration | 200 | 90 415 | | **90 415** |
| Logement | 50 | 212 632 | | **212 632** |
| **Total** | | **303 047** | | **303 047** |

Pour assurer à ses agents des prestations d'action sociale, l'ASN a conclu avec les ministères économiques et financiers une convention de prestations de service et une convention de gestion en matière de ressources humaines qui contient un volet « action sociale ».

Les personnels de l'ASN bénéficient de l'ensemble des prestations d'action sociale individuelles, notamment subventions interministérielles pour séjour d'enfants, allocation pour enfants handicapés, aide à la scolarité, etc. dans les mêmes conditions que les agents des ministères économiques et financiers.

Ils bénéficient également des prestations d'action sociale en matière de séjours de vacances (colonies de vacances, séjours d'enfants, tourisme social), de logement, d'aides et de prêts. Ces prestations sont prises en charge dans le cadre de conventions passées avec des associations qui mettent en œuvre l'action sociale pour les ministères économiques et financiers. Ces dépenses sont financées sur les crédits hors titre 2 du programme 181.

Par ailleurs, pour assurer la restauration collective de l'ensemble de ses personnels en fonction au siège de l'ASN à Montrouge, l'ASN a conclu une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'association des utilisateurs du restaurant interentreprises le Palatis.

Enfin, l'ASN alloue une subvention à l'association qui regroupe l'ensemble de ses personnels.

## DÉPENSES PLURIANNUELLES

### CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

**Génération CPER 2007-2014**

| | | Prévision 2019 | | Consommation 2019 | | Consommation cumulée | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Total Actions | 308 408 667 | | 5 731 667 | | 441 312 | 179 240 856 | 149 743 726 |
| 01 - Prévention des risques technologiques et des pollutions | 38 100 000 | | | | | 11 361 838 | 9 897 877 |
| 10 - Prévention des risques naturels et hydrauliques | 270 308 667 | | 5 731 667 | | 441 312 | 167 879 018 | 139 845 849 |
| Total Opérateurs | 751 500 000 | | 8 063 000 | | 7 986 258 | | 581 895 165 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 751 500 000 | | 8 063 000 | | 7 986 258 | | 581 895 165 |
| **Total** | **1 059 908 667** | | **13 794 667** | | **8 427 570** | **179 240 856** | **731 638 891** |

**Génération CPER 2015-2020**

| | | Prévision 2019 | | Consommation 2019 | | Consommation cumulée | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 10 - Prévention des risques naturels et hydrauliques | 1 550 000 | 166 040 | 166 040 | 113 900 | 117 797 | 1 106 016 | 922 863 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 742 285 000 | 123 714 000 | 109 228 000 | 138 873 418 | 78 877 187 | 579 734 876 | 229 975 781 |
| **Total** | **743 835 000** | **123 880 040** | **109 394 040** | **138 987 318** | **78 994 984** | **580 840 892** | **230 898 644** |

**Génération CCT 2019-2022**

| | | Prévision 2019 | | Consommation 2019 | | Consommation cumulée | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 56 880 000 | | | 14 101 507 | 392 519 | 14 101 507 | 392 519 |
| **Total** | **56 880 000** | | | **14 101 507** | **392 519** | **14 101 507** | **392 519** |

Dans le cadre des CPER 2015-2020 et des CCT 2019-2022, les crédits du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) s'élèvent à :

| | Montant contractualisé | Prévisions 2019 | Consommation 2019 en AE/CP | Consommation cumulée en AE/CP |
|---|---|---|---|---|
| CPER 2015-2020 (hors CCT 2019-2022) | 492 325 231 | | 27 458 603 | 147 085 481 |
| CCT outre-mer 2019-2022 | 62 825 828 | | 3 286 666 | 3 286 666 |
| Total FPRNM | 555 151 059 | 104 201 569 | 30 745 269 | 150 372 147 |

Les montants renseignés au titre du P181 et du FPRNM (hors opérateur ADEME) proviennent d'une enquête effectuée auprès des BOP régionaux en janvier 2020. Les actions réalisées contribuent essentiellement à la prévision et la prévention des inondations ainsi qu'à la prévention des risques naturels. Compte tenu des délais nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre ces opérations, l'exécution des CPER de la génération 2007-2014 s'est poursuivie en 2019. Les contrats de convergence et de transformation (CCT) qui succèdent aux CPER en outre-mer à compter du 1er janvier 2019, sont financés sur des crédits du FPRNM

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2019 | CP 2019 |
|---|---|
| AE ouvertes en 2019 * (E1) **782 961 528** | CP ouverts en 2019 * (P1) **800 945 992** |
| AE engagées en 2019 (E2) **760 849 712** | CP consommés en 2019 (P2) **772 376 022** |
| AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) **483 531** | *dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019* (P3 = P2 – P4) ***58 903 721*** |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 – E2 – E3) **21 628 285** | *dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019* (P4) ***713 472 301*** |

### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) **206 779 207**

Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) **-369 736**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net** (R3 = R1 + R2) **206 409 471** | – | CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 – P4) **58 903 721** | = | Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 – P3) **147 505 750** |
| AE engagées en 2019 (E2) **760 849 712** | – | CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) **713 472 301** | = | Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 – P4) **47 377 411** |
| | | | | **Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019** (R6 = R4 + R5) **194 883 161** |

Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) **51 624 121**

Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 – P5) **143 259 040**

**NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2**

** LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR*

Fin 2019, les engagements non couverts par des paiements s'élèvent à 195 M€ et correspondent principalement à des restes à payer dans les domaines des plans de prévention des risques technologiques ainsi que de la prévention des risques naturels et hydrauliques.

Ce résultat est en nette diminution par rapport à celui observé un an auparavant, dans le RAP 2018. Il traduit la mobilisation des services centraux et déconcentrés pour clôturer des engagements antérieurs du P181 dont les opérations étaient terminées.

Il a ainsi pu être procédé en 2019 au désengagement d'un solde de 2,5 M€ initialement engagé au profit de l'ADEME et non payé sur l'action 01 du programme.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## Action 01

### Prévention des risques technologiques et des pollutions

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | | 104 543 634 | **104 543 634** | | 78 246 002 | **78 246 002** |
| Crédits de paiement | | 94 481 845 | **94 481 845** | | 94 136 340 | **94 136 340** |

Les montants de LFI présentés dans le tableau ci-dessus, comprennent les crédits budgétaires ouverts en LFI 2019 sur l'action 01 du P181 (101 043 634€ en AE et 90 981 845€ en CP) ainsi que les rattachements prévus en LFI 2019 au titre du Fonds De Concours (FDC) « éco-organismes » (3,5M€ AE et CP).

Les travaux de fiabilisation des restes-à-payer se sont traduits en 2019 par un nombre important de retraits d'engagements antérieurs (REJB), notamment sur l'action 01 du programme.

Après retraitement des REJB, le montant total des consommations réelles 2019 au titre de l'action 1 s'élève à 84 035 969€ en AE et 94 136 340€ en CP, dont :

– 79 987 022 € en AE et 89 817 427 € en CP sur crédit budgétaire

- et 4 048 947 € en AE et 4 318 913€ en CP sur crédit de Fonds de concours.

Les crédits ouverts en 2019 sur les FDC qui n'ont pu être dépensés avant la clôture de la gestion 2019, font l'objet d'un report sur l'exercice 2020 : respectivement 0,1 M€ en AE et 3,5 M€ en CP sur le FDC « bruit », 26 K€ en AE et 1 M€ en CP sur le FDC « éco-organismes ».

Par ailleurs, des redéploiements de crédits entre les actions du programme ont permis d'ajuster les dotations en fonction de l'évolution des besoins et de leurs priorités en cours de gestion et ainsi d'optimiser les dépenses : par exemple, le Plan national de gestion des déchets radioactifs (PNGDR) dont le financement était prévu sur l'action 01 en LFI 2019,a été exécuté sur l'action 09 du programme pour 0,3 M€ en AE et CP.

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 67 808 064 | 58 577 201 | 65 808 274 | 61 729 145 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 29 674 754 | 17 902 982 | 27 674 964 | 18 479 406 |
| Subventions pour charges de service public | 38 133 310 | 40 674 219 | 38 133 310 | 43 249 739 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 2 152 293 | | 1 423 798 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 234 361 | | 317 057 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 1 917 932 | | 1 106 741 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 36 735 570 | 14 516 509 | 28 673 571 | 27 983 397 |
| Transferts aux ménages | | -572 173 | | 917 902 |
| Transferts aux entreprises | 6 967 606 | 2 278 128 | 10 965 607 | 12 897 084 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 27 570 964 | 4 815 017 | 15 510 964 | 4 821 476 |
| Transferts aux autres collectivités | 2 197 000 | 7 995 537 | 2 197 000 | 9 346 935 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 3 000 000 | | 3 000 000 |
| Dotations en fonds propres | | 3 000 000 | | 3 000 000 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| **Total** | **104 543 634** | **78 246 002** | **94 481 845** | **94 136 340** |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant au titre de l'action 01 s'élève à 19 480 650 € en AE et 18 479 406 € en CP. Le détail des consommations figure ci-après.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI yc prévisions de FDC** | **conso** | **LFI yc prévisions de FDC** | **conso** |
| **Amélioration de la qualité de l'environnement sonore :** mise à niveau des observatoires pour la réalisation des cartes du bruit, diverses études, maintenance du matériel, ondes électromagnétiques | 2 435 243 | 515 874 | 2 435 243 | 685 000 |
| **Actions et animation de l'inspection des installations classées** | 4 525 019 | 5 176 699 | 4 525 019 | 5 217 609 |
| **Prévention des risques chroniques : risques technologiques et pollutions** | 620 045 | 1 961 768 | 620 045 | 1 853 656 |
| **Prévention des risques chroniques : Santé environnement** | 2 606 514 | 785 920 | 2 606 514 | 888 385 |
| **Prévention des risques technologiques :** élaboration des PPRT et concertation autour des sites à risque – équipements sous pression – HCTISN | 10 375 008 | 2 108 044 | 8 375 218 | 1 870 776 |
| **Mise en œuvre des nouvelles réglementations sur les produits chimiques et impact des produits et déchets** | 5 990 953 | 5 140 404 | 5 990 953 | 4 763 092 |
| **Support concourant à l'action et contentieux** | 3 121 972 | 3 791 941 | 3 121 972 | 3 200 888 |
| **TOTAL** | **29 674 754** | **19 480 650** | **27 674 964** | **18 479 406** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 577 668 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **29 674 754** | **17 902 982** | **27 674 964** | **18 479 406** |

**Amélioration de la qualité de l'environnement sonore – prévention des risques liés aux agents physiques (ondes électromagnétiques, pollution lumineuse) (0,5 M€ en AE et 0,7 M€ en CP)**

Les services déconcentrés ont mobilisé 0,5 M€ en CP financés par des crédits du fonds de concours spécifique « ADEME-Bruit » 23-1-2-00207 pour mettre en œuvre la politique nationale de lutte contre le bruit dans le cadre des marchés locaux relatifs à la résorption des points noirs « bruit » (études, actions de sensibilisation et de communication).

Les dépenses hors FDC réalisées par les services centraux et déconcentrés du programme ont pour objet :

– le soutien de l'action d'expertise, de proposition et de communication du Conseil national du bruit (CNB) instance de conseil et de concertation placée auprès du MTES ;

– des études et actions dans le domaine du bruit (révision du classement sonore des infrastructures routières, contrôle réglementaire des sonomètres utilisés dans les services de l'État et de ses établissements publics, ...).

Les dépenses de fonctionnement réalisées en 2019 dans ce domaine sont inférieures aux prévisions de la LFI. L'écart s'explique notamment par l'imputation en titre 6 de dépenses prévues pour le financement du développement du logiciel PLAMADE et pour la résorption des points noirs « bruits » ainsi que par l'absence de procédure de substitution pour la révision des cartes de bruit en région. En effet, il n'a pas été besoin à ce stade d'engager de commande dans le cadre du marché conclu en 2018 par la DGPR dans un contexte de contentieux européen afin de permettre aux représentants de l'État dans les départements de se substituer aux collectivités territoriales qui n'auraient pas élaboré leur carte de bruit, en application du 2° de l'article L. 572-4 du code de l'environnement.

**Inspection des installations classées (5 M€ en AE et CP)**

Comme précisé lors du projet de loi de finances 2019, ce domaine connaît une forte tension budgétaire qui se traduit par une consommation 2019 supérieure aux prévisions initiales.

Les crédits mobilisés en 2019 ont été nécessaires pour moitié pour les actions de prévention des risques des services déconcentrés, relatives à l'inspection des installations classées.

Ces crédits correspondent aux frais de fonctionnement spécifiques de l'inspection des installations classées (études, animation, information, frais d'analyse, de contrôle et de mesure de polluants…), ainsi qu'à des dépenses de communication, de formation et d'informatique relevant de l'inspection des installations classées.

Une seconde moitié des crédits a été consacrée par la DGPR aux actions centralisées d'animation et de suivi de l'inspection des installations classées. Les dépenses principales correspondent à la formation de prise de poste et continue des inspecteurs des installations classées, à la refonte du système d'information de l'inspection des installations classées (GUN S3IC) ainsi qu'à l'organisation d'un séminaire métier.

**Prévention des risques chroniques - risques technologiques et pollutions (2 M€ en AE et CP)**

Les crédits consacrés à la prévention des risques chroniques liés aux installations industrielles contribuent aux actions nécessaires de reporting sur la surveillance de l'environnement.

En 2019, les besoins ont été supérieurs aux prévisions initiales, tant pour la refonte de l'application GEREP que pour la mise en œuvre d'une plate-forme numérique nationale de gestion des données relatives aux risques de pollution des sols (dite « InfoSols »). A ainsi été lancé en 2018 un travail pluriannuel sur la fusion des bases de données relatives aux sols pollués (BASIAS, BASOL et Secteurs d'information sur les sols), qui aboutira fin 2020 – début 2021 à la mise en place d'InfoSols.

Par ailleurs, le programme 181 a participé au financement du projet de la « Fabrique numérique » de l'État dénommé « KelRisks, Évaluez simplement et rapidement le risque de pollution des sols de votre terrain et agissez ».

Le projet de loi de finances prévoyait également des financements pour les études et actions régionales réalisées par les DREAL dans le domaine des pollutions des sols liées aux installations industrielles, des mines et des carrières. Leur coût s'est élevé à 0,5M€ en AE/CP.

**Prévention des risques chroniques - santé environnement (0,8 M€ en AE et 0,9 M€ en CP)**

La feuille de route gouvernementale est définie par les plans nationaux santé environnement. La mise en œuvre du troisième plan national santé environnement 2015-2019 s'est poursuivie , avec notamment l'organisation d'un séminaire métier. Par ailleurs, des travaux préparatoires ont été menés dans le cadre de l'élaboration du quatrième Plan National Santé Environnement.

Le coût de ces dépenses de fonctionnement est globalement inférieur aux prévisions initiales tant pour le fonctionnement du Haut Conseil des Biotechnologies ( 0,2 M€ en AE et CP) que pour les appels à projets locaux en santé environnement et les actions visant à réduire les risques sanitaires et environnementaux des perturbateurs endocriniens et nanomatériaux.

Cependant les actions sur les sujets santé environnement ont bénéficié de financements nettement supérieurs aux prévisions de la LFI, par la voie de subventions pour charges de service public (catégorie budgétaire 32) et de transferts (titre 6).

**Prévention des risques technologiques (2,1 M€ en AE et 1,9 M€ en CP)**

Le budget consacré à l'élaboration des PPRT, à la concertation autour des sites à risque et à l'accompagnement des riverains dont les logements se situent en zone de prescription de travaux se décline de la façon suivante :

– élaboration des plans de prévention des risques technologiques (études techniques, reprographie) : 385 PPRT ont été approuvés à fin 2019 pour un coût moyen constaté à ce stade d'environ 70 000 € par plan ;

– concertation autour des sites à risque et commissions de suivi de sites (CSS, anciens comités locaux pour l'information et la concertation) mises en place par la loi du 30 juillet 2003. Au total, près de 400 CSS autour d'établissements Seveso seuil haut ont été progressivement créées ;

– mise en place de dispositifs d'accompagnement des riverains pour la réalisation des travaux de renforcement de leur logement ;

– réalisation d'études, d'actions de communication et d'information (colloques) et d'appui aux services déconcentrés.

Les services déconcentrés ont consacré 1,1 M€ en AE et 0,8 M€ en CP à ces actions.

Ces crédits ne comprennent pas la participation de l'État au financement des mesures foncières, supplémentaires ou alternatives décidées dans le cadre des PPRT et qui apparaissent au paragraphe relatif aux dépenses d'interventions, à l'exception d'une mesure supplémentaire engagée à hauteur de 166,7 K€ sur la catégorie 31 de fonctionnement courant (PPRT ZIP au Havre).

Au global, la DGPR a consacré 1 M€ en AE et 1,1 M€ en CP pour financer les actions suivantes :

– l'accompagnement des riverains dans la mise en œuvre des travaux prescrits par les PPRT,

– la surveillance du marché des produits réglementés (équipements et récipients sous pression, appareils à gaz, produits explosifs, appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive),

– la maintenance de différentes applications dont OISO,

– le fonctionnement du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN),

– la réalisation d'expertises techniques.

Les dépenses liées à l'accompagnement des riverains dans la mise en œuvre des travaux prescrits par les PPRT sont en légère augmentation par rapport à 2018 mais inférieures aux prévisions. Ce sont près de 16 000 logements qui doivent faire l'objet de travaux de renforcement. Même si le dispositif est déployé sur l'ensemble des régions, moins de la moitié des logements concernés ont engagé cette démarche. Il apparaît que pour les particuliers, avancer les 40 % du montant des travaux ouvert au crédit d'impôts peut être un frein à s'engager dans la mise en œuvre des travaux. Un dispositif de préfinancement de ce crédit d'impôt permettrait un meilleur accompagnement des particuliers.

**Mise en œuvre des nouvelles réglementations sur les produits chimiques et impact des produits et déchets (5,1 M€ en AE et 4,8 M€ enCP)**

La DGPR a consommé 4,9 M€ en AE et 3,9 M€ en CP dont respectivement 0,3 M€ en AE et 0,4 M€ en CP au titre des produits et substances chimiques et 4,6 M€ en AE et 3,5 M€ en CP au titre de la gestion des déchets.

Dans le premier domaine, il s'agit notamment de l'élaboration de synthèses à l'issue des consultations « Protection des riverains » et de l'enregistrement des déclarations de produits biocides en application de l'article L.522-2 du code de l'environnement.

Dans le second domaine, il s'agit de :

– la campagne nationale de communication grand public sur le recyclage (3,8 M€ en AE et 2,8 M€ en CP), dont le financement est assuré par le Fonds de concours alimenté par les contributions des éco-organismes dans le cadre de la communication inter-fillières REP (responsabilité élargie du producteur) .

– la poursuite du projet de la « Fabrique numérique » de l'État dénommé « Track déchets, Gérez la traçabilité des déchets en toute sécurité », et du développement de l'application GISTRID via un marché d'assistance à l'exploitation des systèmes d'informations, à la réalisation du plan national de gestion des déchets et à la mise en œuvre d'opérations de contrôle et de sanctions administratives dans le domaine de la gestion des déchets, l'ensemble financé par des crédits budgétaires à hauteur de 0,8 M€ en AE et 0,7 M€ en CP.

Les crédits utilisés par les BOP régionaux s'élèvent à 0,2 M€ en AE et 0,9 M€ en CP, essentiellement pour les opérations de ramassage des algues Sargasses auquel le programme 181 a apporté une participation financière exceptionnelle en Guadeloupe et Martinique. Les dépenses comprennent également les frais de fonctionnement du Pôle National des Transferts Transfrontaliers des Déchets (PNTTD) que la DREAL Grand Est prend en charge.

Les 300 K€ en AE/CP qui étaient programmés en LFI pour le financement du débat public sur le « Plan national de gestion des déchets radioactifs » (PNGDR) ont été consommés en 2019 mais par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), sur l'action 09 du programme.

**Support concourant à l'action 01 et contentieux (3,8 M€ en AE et 3,2 M€ en CP)**

Parmi les principales dépenses :

– les contentieux représentent un coût total de 2,3 M€ en AE et CP

– l'élaboration de la cartographie des différents SI de la DGPR et le développement de celui nécessaire au pilotage de la DGPR ont nécessité 0,9 M€ en AE et 0,3 M€ en CP.

– les déplacements et missions imputables au support de cette action s'élèvent à 0,3 M€ en AE et CP.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Après le retraitement du retrait d'un engagement antérieur de l'ADEME (REJB sur un ancien EJ antérieur à la création de l'action 12), le total des subventions versées pour charges de service public au titre de l'action 01 s'élève à 43 249 739 € en AE et CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| Subvention à l'INERIS | 26 433 377 | 26 079 041 | 26 433 377 | 26 079 041 |
| Subvention à l'ANSES | 8 958 450 | 8 845 622 | 8 958 450 | 8 845 622 |
| Subvention au BRGM : sites et sols pollués, santé environnement | 2 741 483 | 2 695 076 | 2 741 483 | 2 695 076 |
| Subvention à l'ANSP | | 1 630 000 | | 1 630 000 |
| Subvention à l'ANDRA | | 4 000 000 | | 4 000 000 |
| **TOTAL** | **38 133 310** | **43 249 739** | **38 133 310** | **43 249 739** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -2 575 520 | | |
| **TOTAL** | **38 133 310** | **40 674 219** | **38 133 310** | **43 249 739** |

Le bilan d'exécution 2019 correspondant à l'ensemble de la subvention pour charges de service public dont a bénéficié l'INERIS, est présenté dans le lot opérateurs du programme 181.

La subvention pour charges de service public dont l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a bénéficié en 2019, couvre l'ensemble de ses actions sur les sujets de santé environnement (air intérieur, radiofréquences, amiante…) et de l'évaluation des produits chimiques.

Des subventions complémentaires pour charges de service public et non prévues en LFI ont été allouées à :

– l'Agence nationale de santé publique (ANSP) qui œuvre à la réalisation d'un site internet « agir pour bébé » et d'une campagne de communication sur les produits chimiques, en application du Plan national de santé publique (PNSP) et de la 2è stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE2).

– l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) afin de répondre à l'urgence d'un chantier de gestion de déchets radioactifs orphelins dont les opérations de mises aux normes et de reprise des déchets ont été rendues nécessaires par la vétusté observée dans le cadre du prononcé n°170 rendu le 11/10/2019 par la Commission Nationale des Aides dans le domaine Radioactif (CNAR).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le total des dépenses de l'action 01 pour les immobilisations corporelles s'élève à 234 361 € en AE et 317 057 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| Inspection des installations classées et santé environnement | | 216 020 | | 216 020 |
| Prévention et recyclage de la production des déchets | | 18 341 | | 101 037 |
| **TOTAL** | | **234 361** | | **317 057** |

Les immobilisations corporelles réalisées dans les domaines des installations classées et santé environnement concernent le renouvellement de véhicules par des services déconcentrés afin d'assurer leurs missions de contrôles.

Les dépenses concernant la gestion des déchets ont été consacrées à la mise en œuvre du plan d'urgence « déchets » en Guyane, par la réalisation de travaux préparatoires à des unités de traitement des déchets et par la réalisation de déchèteries, d'unités de mise en balle et de plateformes de compostage.

DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Après le retraitement du retrait d'un engagement antérieur (REJB),le total des dépenses de l'action 01 pour les immobilisations incorporelles s'élève à 1 920 873 € en AE et 1 106 741 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Actions et animation de l'inspection des installations classées | | 1 920 873 | | 1 106 741 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -2 941 | | |
| **TOTAL** | | **1 917 932** | | **1 106 741** |

Le montant affecté aux installations classées s'inscrit dans le cadre de la refonte du système d'information de l'inspection des installations classées (GUN S3IC) et de son intégration dans un portail unique regroupant tous les systèmes d'informations interférant avec les installations classées.

DÉPENSES D'INTERVENTION

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux ménages au titre de l'action 01 s'élève à 703 223 € en AE et 917 902 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Amélioration de la qualité de l'environnement sonore (Résorption des PNB) | | 703 223 | | 917 902 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 275 396 | | |
| **TOTAL CHORUS** | | **-572 173** | | **917 902** |

Les opérations de traitement acoustique de façades à réaliser sur le réseau routier national faisant l'objet d'une subvention versée aux propriétaires de logements situés dans des points noirs de bruit, sont financées pour partie sur les crédits du fonds de concours ADEME « bruit » (0,2 M€ en AE et 0,9 M€ en CP) et pour partie sur des crédits budgétaires (0,4 M€ en AE).

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux entreprises au titre de l'action 01 s'élève à 2 757 912 € en AE et 12 897 084 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Plans de prévention des risques technologiques : mesures supplémentaires | 4 001 999 | 127 689 | 8 000 000 | 11 869 851 |
| Santé environnement | 2 965 607 | 1 995 000 | 2 965 607 | 779 763 |
| Amélioration de la qualité de l'environnement sonore, ondes | | 486 648 | | 87 647 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| électromagnétiques | | | | |
| Prévention des risques chroniques : risques technologiques et pollutions | | 85 480 | | 63 480 |
| Impact des produits et déchets | | 63 095 | | 96 343 |
| **TOTAL** | **6 967 606** | **2 757 912** | **10 965 607** | **12 897 084** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -479 784 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **6 967 606** | **2 278 128** | **10 965 607** | **12 897 084** |

**Plan de prévention des risques technologiques (0,1 M€ en AE et 11,9 M€ en CP)**

La loi du 30 juillet 2003 permet de prescrire des mesures supplémentaires de réduction du risque à la source sur les sites industriels, allant au-delà des exigences réglementaires que l'État peut juridiquement imposer à l'exploitant à l'origine du risque, lorsque leur mise en œuvre est moins coûteuse que les mesures foncières qu'elles permettent d'éviter.

Ces mesures peuvent consister notamment en une reconfiguration du site industriel ou en une relocalisation d'unités de production Leur mise en œuvre peut donc s'étaler sur plusieurs années expliquant ainsi le décalage entre la consommation d'AE et de CP.

En 2019, 0,1 M€ en AE et 11,9 M€ en CP ont été alloués à ce poste. Les paiements (CP) les plus importants ont été réalisés dans le cadre de conventions signées les années précédentes, notamment dans le Grand Est (site de INEOS POLYMERS à Sarralbe), en Corse (site de ENGIE à Ajaccio), dans le Centre (DPO à Saint-Jean-de-Braye) et en Auvergne Rhône Alpes (sites ADG à St Genis Laval, CREALIS à St Priest et ARKEMA à Pierre-Bénite).

Les engagements (AE) ont été assez faibles en 2019 car la majorité des conventions ont été engagées au cours des années précédentes et les PPRT récemment approuvés ne prévoient pas de prescription de mesures supplémentaires de réduction du risque à la source. La tendance des AE des mesures supplémentaires pourrait de nouveau être à la hausse les prochaines années pour les PPRT restant à approuver et pour lesquels des mesures supplémentaires de réduction du risque à la source sont en cours de réflexion

**Santé-environnement (2 M€ en AE et 0,8 M€ en CP)**

Dans le cadre du plan « Qualité de l'air intérieur » (PQAI) annoncé par le Gouvernement en 2013, l'OQAI a poursuivi le programme sur les lieux de vie fréquentés par les enfants (300 écoles) et sur les structures médicales et socio-médicales ainsi que le lancement d'une campagne nationale pour la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les logements. Les subventions ont principalement été versées au Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) qui porte la mise en œuvre du programme de l'observatoire de la qualité de l'air intérieur (OQAI), ainsi qu'à quelques autres organismes en région dans le cadre des Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE).

**Amélioration de la qualité de l'environnement sonore, nuisances lumineuses et ondes (0,5 M€ en AE et 0,09 M€ en CP)**

Les dépenses concernent essentiellement le programme d'actions de l'Observatoire de la qualité de l'Air Intérieur (OQAI), porté par le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), en matière de surveillance de l'exposition aux ondes électromagnétiques dans un échantillon de logements.

Quelques transferts à des entreprises ont également contribué au financement de la résorption des points noirs « bruit ».

**Prévention des risques chroniques : risques technologiques et pollutions (0,09 M€ en AE et 0,06 M€ en CP)**

Dans le cadre du programme d'actions porté par le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), la DGPR a engagé une étude d'impact sur la sensibilité des matériaux de construction à la radioactivité (radon).

En Normandie, une convention de recherche et développement a pour objet la vulnérabilité des captages d'alimentation en eau potable face aux pollutions industrielles.

**Impact des produits et des déchets (0,06 M€ en AE et 0,1 M€ en CP)**

Il s'agit en premier lieu du programme d'actions porté par le CSTB en vue de l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques pour l'installation, l'utilisation et le démantèlement des terrains de sport utilisant des granulats de caoutchouc recyclés et pour la connaissance des impacts sanitaires des matériaux de construction alternatifs.

En second lieu, il s'agit d'un programme de recherche et développement conduit par la région PACA en partenariat avec le BRGM dans le cadre du plan POLMAR terre.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (recyclage croisé en catégorie 63 d'un REJB généré sur la catégorie 31), le total réel des transferts versés aux collectivités territoriales au titre de l'action 01 s'élève à 4 574 998 € en AE et 4 821 476 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Plan de prévention des risques technologiques : mesures foncières | 27 570 964 | 3 745 677 | 15 510 964 | 4 280 561 |
| Prévention des risques chroniques : santé environnement | | 164 990 | | 127 651 |
| Prévention et recyclage de la production des déchets | | 664 331 | | 413 264 |
| **TOTAL** | **27 570 964** | **4 574 998** | **15 510 964** | **4 821 476** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | 240 019 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **27 570 964** | **4 815 017** | **15 510 964** | **4 821 476** |

**Plan de prévention des risques technologiques (3,7 M€ en AE et 4,3 M€ en CP)**

L'article L. 515-19 du Code de l'environnement prévoit pour le financement des mesures foncières, une participation de l'État, des exploitants des installations à l'origine du risque et des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale, dès lors qu'ils perçoivent la contribution économique territoriale dans le périmètre couvert par le plan. À cet effet, une convention tripartite de financement doit être établie pour définir le montant de la contribution de chacun. En l'absence d'accord dans le délai d'un an (prolongeable 4 mois) après l'approbation du PPRT, s'applique un mécanisme de financement par défaut prévu à l'article L. 515-19 du Code de l'environnement qui prévoit une clé de répartition, par tiers, entre l'État, les collectivités territoriales et les exploitants des installations à l'origine du risque.

L'écart entre le prévisionnel inscrit en LFI et la consommation trouve plusieurs explications :

– l'annulation en LFR de la réserve de précaution et un sur-gel de fin de gestion de 12 M€ en AE portant sur les crédits de financement des mesures foncières des PPRT, avec notamment le report à l'exercice 2020 des mesures foncières du PPRT de Fos-sur-mer initialement prévues dans le budget de 2019 pour un montant de 6 M€.

– pour les PPRT approuvés, l'écart s'explique notamment par les délais réglementaires et inhérents aux procédures administratives et judiciaires nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures.

En effet, dans le cas d'un délaissement ou de mesures alternatives, les propriétaires de biens ont un délai de 6 ans à compter de la signature de la convention de financement des mesures foncières ou de la mise en place du financement par défaut pour mettre en demeure la collectivité d'acquérir son bien. Si la date de signature est antérieure au 23 octobre 2015, le droit au délaissement est ouvert jusqu'au 23 octobre 2021. À ce délai s'ajoute celui de la procédure d'expropriation (environ 2 ans d'après le retour d'expérience) puisqu'il est nécessaire de réaliser une déclaration d'utilité publique puis de recourir à un juge de l'expropriation (à ce jour, près de 20 % des mesures foncières prescrites ont été réalisées).

– pour les 5 PPRT en cours d'approbation (sur les 390 PPRT), l'écart peut s'expliquer par exemple par des études de danger complexes ou des réflexions menées par les exploitants à l'origine du risque pour réduire le risque à la source et un contexte local pouvant être peu favorable à l'élaboration d'un PPRT.

**Santé environnement (0,2 M€ en AE et 0,1 M€ en CP)**

Les crédits consommés portent sur :

– le co-financement de « conseillers en environnement intérieur» pour encourager le développement du métier de conseiller en environnement intérieur (subventions à des CHU)

– la mise en œuvre des Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE) 3 : évaluations d'impact sur la santé de travaux en zone urbaine, repérage de tours aéroréfrigérantes visant à prévenir la légionellose, action visant à la réduction de l'exposition des populations aux pesticides agricoles.

**Prévention et recyclage de la production des déchets (0,7 M€ en AE et 0,4 M€ en CP)**

La Guadeloupe a poursuivi les opérations de ramassage des algues Sargasses auquel le programme 181 a apporté une participation financière exceptionnelle en 2019.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux autres collectivités au titre de l'action 01 s'élève à 8 114 213 € en AE et 9 346 935 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Subvention aux associations dans le domaine des installations classées et des risques chroniques et technologiques | 1 124 167 | 1 602 192 | 1 124 167 | 1 676 099 |
| Subvention aux associations dans le domaine santé environnement, déchets et produits chimiques | 637 833 | 5 461 655 | 637 833 | 6 595 836 |
| Subvention au CIDB et autres organismes dans le domaine du bruit et agents physiques | 435 000 | 1 050 366 | 435 000 | 1 075 000 |
| **TOTAL** | **2 197 000** | **8 114 213** | **2 197 000** | **9 346 935** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -118 676 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **2 197 000** | **7 995 537** | **2 197 000** | **9 346 935** |

**Installations classées - risques chroniques et technologiques (1,6 M€ en AE et 1,7 M€ en CP)**

Ces subventions ont été versées à des organismes travaillant dans le domaine de l'environnement industriel, en particulier le CITEPA (188 292€ en AE/CP), l'association française de normalisation (AFNOR), l'Institut français des formateurs risques majeurs et protection de l'environnement (IFFO-RME), l'association française des ingénieurs et techniciens de l'environnement (AFITE), le réseau des autorités des États membres de l'Union européenne chargées de l'application et du respect du droit de l'environnement (IMPEL) et des organismes internationaux tels que la commission économique des Nations Unies et l'OCDE.

Ont également été bénéficiaires de subventions des commissions de suivi de sites de PPRT (CSS) et secrétariats permanents pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI), constitués en associations.

**Santé environnement – déchets – produits chimiques (5 M€ en AE et 7 M€ en CP)**

L'écart entre la LFI 2019 et son exécution est notamment dû à une convention de financement conclue avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) pour les appels à projets 2018-2019-2020 sur les perturbateurs endocriniens dans le cadre du programme national de recherche en environnement santé travail (PNR EST). Ce transfert a mobilisé 2 M€ en AE et 3 M€ en CP en 2019.

Un solde de 188 K€ en CP a été versé à l'ANSP dans le cadre du projet de biosurveillance « ESTEBAN ».

L'INERIS a également reçu 7 K€ en AE et 83K€ de la DRIEE pour des actions dans le cadre du PRSE 3 d'Ile de France.

Les autres subventions ont été allouées :

– d'une part à des associations, notamment l'association des assises nationales des déchets en charge de l'organisation de la 15ème édition de ces assises, Women in Europe for a common future, l'IFFO-RME, , Humanité et Biodiversité, Asthme 76, Générations Cobayes, des associations en charge de la surveillance de la qualité de l'air (réseau ATMO de surveillance de la qualité de l'air, AIRPARIF, Air Pays de Loire, GWADAIR...), France nature environnement (FNE), les groupes régionaux d'animation et d'information sur la nature et l'environnement (GRAINE), INF'OGM, AVICENN, l'Observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire en Occitanie (ORDECO) et Halte à l'Obsolescence Programmée (HOP)

– d'autre part à divers organismes tels que le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) pour la mise en place d'une plateforme à destination des collectivités dans le cadre du PNSE 4 et pour la mise en place d'un processus de labellisation des aménagements contribuant à l'économie circulaire dans les territoires, le GIP IRDES pour la contribution au financement de l'enquête de santé européenne 2019 pour la France, diverses associations pour le co-financement de « conseillers en environnement intérieur » et des organismes internationaux (programme des nations Unies pour l'environnement, OCDE).

**Subvention au CIDB et autres organismes dans le domaine du bruit (1 M€ en AE et CP)**

La participation au développement du logiciel PLAMADE v2, dont le coût était programmé en fonctionnement en LFI 2019, a fait l'objet d'un transfert de 190 K€ en AE/CP au bénéfice du CEREMA.

Les autres subventions ont été versées au centre d'information et de documentation sur le bruit (CIDB) et dans une moindre mesure à quelques autres associations. Des subventions, principalement à destination d'observatoires du bruit, ont été versées par certains services déconcentrés.

### DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

### DOTATIONS EN FONDS PROPRES

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| BRGM | | 1 000 000 | | 1 000 000 |
| INERIS | | 2 000 000 | | 2 000 000 |
| **TOTAL CHORUS** | | **3 000 000** | | **3 000 000** |

Certains projets d'investissement d'opérateurs intervenant dans le domaine des risques ont nécessité un financement par la voie de dotations en fonds propres.

Sur l'action 01 tout comme sur l'action 10 du programme, une dotation de 1 M€ en AE/CP a été allouée au BRGM pour l'évolution et la modernisation de la plateforme GEORISQUES dont l'opérateur assure la maîtrise d'ouvrage, afin de l'adapter aux besoins nouveaux, tant en termes de performance que d'ergonomie et à une forte demande des professionnels et de la société.

Une dotation de 2 M€ en AE/CP a été allouée à l'INERIS pour la rénovation de sa zone d'essai pyrotechnique, menacée d'obsolescence, afin de disposer d'installations répondant aux évolutions des produits explosibles et pyrotechniques.

## CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

L'action 01 ne contribue pas au Grand plan d'investissement.

## Action 09
## Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | 46 446 540 | 13 027 749 | **59 474 289** | 39 168 291 | 19 406 964 | **58 575 255** |
| Crédits de paiement | 46 446 540 | 18 027 749 | **64 474 289** | 39 168 291 | 19 637 734 | **58 806 025** |

Les montants de LFI hors titre 2 présentés dans le tableau ci-dessus, comprennent les crédits budgétaires hors titre 2 votés en LFI 2019 (12 527 749 € en AE et 17 527 749 € en CP) ainsi que les rattachements du FDC et de l'ADP de l'ASN prévus en LFI 2019 (500 K€ AE et CP).

En 2019, le montant total des consommations réelles au titre de l'action 9 s'élève :

– à 39 168 291 € en AE et en CP sur le titre 2 ;

– à 19 442 886 € en AE et 19 637 734 € en CP sur le hors titre 2, après retraitement des retraits d'engagements antérieurs d'un montant de 35 922 euros.

Compte tenu de ces retraitements, la consommation pour 2019, tous titres confondus (titre 2 et hors titre 2), s'établit à 58 611 177 € en AE et à 58 806 025 € en CP.

Les crédits ouverts en 2019 sur le FDC 23-1-1-846 et l'ADP 23-2-2-063 de l'ASN ont été intégralement consommés, à l'exception de 3 K€ en AE et en CP qui ont été rattachés tardivement et reportés sur la gestion 2020.

En outre, 0,6 M€ en AE et CP ont été redéployés au sein du programme 181 depuis l'action 01 vers l'action 09. Ces crédits ont notamment permis le financement du Plan national de gestion des déchets radioactifs (PNGDR) qui avait été prévu en LFI 2019 à hauteur de 0,3 M€ sur l'action 01 du programme mais a été exécuté pour le même montant sur l'action 09.

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 46 446 540 | 39 168 291 | 46 446 540 | 39 168 291 |
| Rémunérations d'activité | 33 603 504 | 26 026 725 | 33 603 504 | 26 026 725 |
| Cotisations et contributions sociales | 12 723 036 | 13 020 370 | 12 723 036 | 13 020 370 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 120 000 | 121 196 | 120 000 | 121 196 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 10 988 749 | 17 858 820 | 15 988 749 | 18 008 502 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 10 988 749 | 17 858 820 | 15 988 749 | 18 008 502 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 350 000 | 214 143 | 350 000 | 241 731 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 127 983 | | 127 983 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 350 000 | 86 160 | 350 000 | 113 748 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 689 000 | 1 334 000 | 1 689 000 | 1 387 500 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 312 223 | | 312 223 |
| Transferts aux autres collectivités | 1 689 000 | 1 021 777 | 1 689 000 | 1 075 277 |
| **Total** | **59 474 289** | **58 575 255** | **64 474 289** | **58 806 025** |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI yc prévisions de FDC et ADP** | **Consommation** | **LFI yc prévisions de FDC et ADP** | **Consommation** |
| Information du public | 1 600 000 | 1 028 775 | 1 600 000 | 1 200 099 |
| Dépenses informatiques et de télécommunication | 2 580 571 | 3 133 290 | 2 580 571 | 2 805 481 |
| Expertises de sûreté et de radioprotection | 600 000 | 368 528 | 600 000 | 504 120 |
| Fonctionnement des divisions territoriales de l'ASN | 1 600 000 | 1 301 379 | 1 600 000 | 1 281 197 |
| Formation | 500 000 | 425 101 | 500 000 | 414 630 |
| Fonctionnement opérationnel | 3 648 178 | 2 489 026 | 8 648 178 | 2 395 368 |
| Remboursement des MAD « hors Fukushima » | | 8 765 829 | | 9 024 793 |
| Remboursement des personnels MAD « Fukushima » | 460 000 | 382 814 | 460 000 | 382 814 |
| **TOTAL** | **10 988 749** | **17 894 742** | **15 988 749** | **18 008 502** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -35 922 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **10 988 749** | **17 858 820** | **15 988 749** | **18 008 502** |

Les crédits dédiés au fonctionnement hors titre 2 de l'action 09 du programme 181, comprennent les crédits centraux de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et les crédits déconcentrés de ses divisions territoriales.

Les crédits de fonctionnement de la LFI 2019 incluent 0,5 M€ en AE et en CP au titre des prévisions de rattachements de crédits liés aux fonds de concours et attribution de produits de l'ASN. La quasi-intégralité des crédits ouverts par la voie des reports de FDC et des nouveaux rattachements de FDC et ADP, soit 0,6 M€ en AE et en CP, a été consommée en 2019. Les quelques rattachements tardifs constatés fin 2019 ont fait l'objet d'un report sur l'exercice 2020.

Les écarts constatés entre les prévisions 2019 (11 M€ en AE et 16 M€ en CP) et la consommation (17,9 M€ en AE et 18 M€ en CP) s'expliquent par :

- les divers mouvements intervenus au cours de la gestion qui ont modifié les crédits disponibles sur le programme 181 (fongibilité asymétrique, reports de FDC, rattachements de FDC et ADP, transfert du programme 181 vers le programme 218) ;
- le redéploiement interne au programme de 0,6 M€ en AE et CP de l'action 01 vers l'action 09, dont les 0,3 M€ relatifs au financement du Plan national de gestion des déchets radioactifs (PNGDR) ;
- les retraits d'engagement sur années antérieurs (REJB).

**Information du public**

La mission d'information du public sur la sûreté nucléaire et la radioprotection constitue un enjeu majeur pour l'ASN. L'article L. 592.1 du Code de l'environnement dispose notamment que l'ASN participe à l'information du public dans les domaines de sa compétence.

Les crédits consommés ont permis de financer principalement :

- l'édition, l'impression et la diffusion de publications ;
- les événements institutionnels (conférence des CLI, etc.) ;
- la documentation (médiathèque, infographie...);
- les relations avec la presse ;
- les sites internet et intranet ;
- la vulgarisation des métiers de l'ASN auprès du public.

**Dépenses informatiques et de télécommunication**

La gestion et le partage de la connaissance et de l'information constituent un fondement de la réussite des missions de l'ASN. Les principaux postes des dépenses exécutées en 2019 ont été :

- l'infogérance des équipements informatiques ;
- le fonctionnement du système d'information ;
- la téléphonie ;
- le développement d'applications ;
- la reprise informatique des divisions territoriales de l'ASN.

**Expertises de sûreté et de radioprotection**

Au titre de l'article L. 592-14 du Code de l'environnement, l'IRSN apporte un appui technique à l'ASN correspondant à des missions d'expertise et de recherche en matière de sûreté nucléaire, de sûreté des transports de matières radioactives et fissiles et de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants. La subvention perçue à ce titre par l'IRSN est inscrite sur le programme 190.

En complément, l'ASN dispose de crédits d'études et d'expertises sur le programme 181 afin de diversifier ses sources d'expertises, parallèlement à celles menées par l'IRSN, et de bénéficier d'autres compétences spécifiques.

En 2019, il s'agit par exemple de travaux concernant l'analyse du référentiel réglementaire et normatif relatif à certains sujets particuliers pour l'évaluation de la conformité d'équipements sous pression nucléaires ou à l'arrêté relatif aux installations nucléaires de base.

**Fonctionnement des divisions territoriales**

Les dépenses de fonctionnement directes et identifiables des onze divisions territoriales de l'ASN concernent principalement les dépenses de fonctionnement général telles que les frais de déplacements, l'entretien des véhicules, l'entretien des locaux, la restauration collective et les dépenses courantes d'informatique et de téléphonie. Les dépenses de fonctionnement des divisions sont exécutées en région à la différence des autres dépenses de l'ASN qui sont gérées au niveau central.

**Formation**

La formation des ingénieurs dans un domaine très spécifique comme celui du nucléaire constitue un enjeu important pour l'ASN. En effet, l'ASN souhaite maintenir les compétences de ses personnels en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection en tenant compte à la fois du renouvellement de ses agents mais aussi de la montée en puissance des contrôles effectués dans le domaine de la radioprotection.

La gestion des compétences des agents de l'ASN repose sur le respect d'un référentiel de formation (cursus) et sur l'acquisition d'une expérience professionnelle indispensable. Plusieurs « briques de compétences » de nature différente structurent les cursus :

- un socle **habilitant** qui regroupe les formations à accomplir au plus tard dans les 12 mois suivant l'arrivée à l'ASN.
- un socle de formation professionnelle **continue obligatoire** regroupant les formations à réaliser au plus tard dans les 18 mois suivant l'arrivée à l'ASN. Il vise l'acquisition d'un niveau d'expertise dans les domaines « cœur de métier » ASN ;
- des formations dites **optionnelles** permettant une spécialisation, une diversification ou l'approfondissement jugés nécessaires.

En 2019, le nombre de jours de formations a été d'environ 3 700 (toutes formations confondues). Si les formations dédiées au cursus radioprotection sont internalisées, les formations relatives au cursus sûreté nucléaire sont réalisées par des prestataires extérieurs. Parmi ces formations, celles avec en enjeu financier important concernent, notamment, les centrales à eau sous pression (0,1 M€) et celles concernant les thématiques relatives au démantèlement et à la gestion des déchets (0,1 M€).

**Fonctionnement opérationnel**

Les crédits consommés au titre du fonctionnement opérationnel des services de l'ASN ont permis le financement de dépenses diverses dont les principales sont les suivantes :

- dépenses immobilières relatives au fonctionnement du siège ;
- surveillance médicale spécifique du personnel de l'ASN ;

- dépenses d'action sociale dont la contribution au titre de l'association qui assure la gestion du restaurant interentreprises et les prestations assurées par d'autres associations (ALPAF, AGRAF, EPAF).

**Remboursement des personnels mis à disposition**

Les crédits destinés au remboursement des conventions de mises à disposition de salariés de divers établissements (IRSN, CEA, ANDRA, AP-HP…) sont budgétisés en LFI, pour l'essentiel, sur le titre 2.

Leurs dépenses sont exécutées en gestion sur le titre 3. En conséquence, ces crédits font l'objet d'un mouvement de fongibilité asymétrique en gestion.

En 2019, le montant des mouvements de fongibilité asymétrique s'est élevé à 6,95 M€ en AE et en CP (contre 8 M€ prévus en LFI). Néanmoins, la dépense totale dédiée aux remboursements des conventions de mise à disposition s'est élevée en 2019 à 9,1 M€ en AE et 9,4 M€ en CP. En conséquence, une partie des crédits de fonctionnement de l'ASN a été mobilisée sur ces dépenses.

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les immobilisations corporelles concernent, pour 2019, la poursuite des dépenses réalisées pour le renouvellement de véhicules de service au sein des divisions territoriales de l'ASN.

L'ASN a également enregistré des immobilisations incorporelles pour les développements liés à son système d'information interne (SI ASN V2). Cette application, mise en service en 2004, assure la traçabilité des activités relatives aux autorisations d'exploitation, aux inspections des exploitants de l'industrie nucléaire et des nombreuses entreprises qui disposent d'appareillages contenant des sources radioactives.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention de l'ASN permettent de financer les actions d'information du public conduites par les commissions locales d'information (CLI) ainsi que par l'association nationale des commissions locales d'information (ANCCLI) et les subventions versées par l'ASN à d'autres organismes.

En effet, l'article L. 125-17 du Code de l'environnement prévoit la création de CLI auprès des installations nucléaires de base (INB). Ces commissions sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des installations qui les concernent sur les personnes et l'environnement. Elles sont amenées à effectuer des études et expertises. L'article L125-31 dudit Code établit que les dépenses des CLI soient financées notamment par l'État, par la voie de subventions.

Par ailleurs, l'article L. 125-32 du Code de l'environnement prévoit que les ressources de la fédération des commissions locales d'information que constitue l'ANCCLI proviennent notamment de subventions versées par l'État.

Ces transferts sont essentiellement versés à des associations. Aussi, sont-ils prévus en LFI sur la catégorie budgétaire 64 des transferts aux autres collectivités. Toutefois, une partie des subventions est imputée sur la catégorie budgétaire 63 lorsque les CLI bénéficiaires relèvent de collectivités territoriales.

Compte tenu du retraitement des retraits d'AE antérieures, le montant total des subventions versées en 2019 s'établit à 1,3 M€ en AE et 1,4 M€ en CP :

– 1,2 M€ en AE et 1,3 M€ en CP au titre des CLI et de l'ANCCLI ;

– 0,1 M€ en AE et en CP au titre des autres subventions.

## CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

L'action 09 du programme 181 ne contribue pas au GPI.

## Action 10
## Prévention des risques naturels et hydrauliques

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | | 49 899 826 | **49 899 826** | | 44 228 790 | **44 228 790** |
| Crédits de paiement | | 48 825 183 | **48 825 183** | | 41 905 801 | **41 905 801** |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2019 sur l'action 10 du programme s'élève à 46 190 075 € en AE et 41 905 801 € en CP.

Les crédits du FEDER 23-1-1-00185 et de l'Attribution de produits « Risques » 23-2-2-00204 dont les prévisions en LFI 2019 étaient respectivement de 80 K€ en AE/CP et de 500 K€ en AE/CP, ont fait l'objet d'un rattachement au programme de 74 996€ en AE/CP pour le FEDER et de 482 957€ pour l'ADP. Ces recettes rattachées au programme ont été intégralement consommées au cours de l'exercice.

Les nouveaux rattachements au titre du FDC PLGN 23-1-2-824 étaient évalués en LFI 2019 à hauteur de 4 620 K€ en AE et 4 010 K€ en CP. Compte tenu des rattachements effectivement ouverts sur le programme ainsi que des reports de l'exercice 2018 et d'une annulation de trop perçu, le volume total des crédits disponibles en 2019 pour le financement des travaux conclus dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature, s'est établi à 5 783 506€ en AE et 9 715 323€ en CP, consommés en partie en 2019, pour 0,9 M€ en AE et 1,6 M€ en CP. Le solde non consommé résulte du report de travaux initialement prévus en 2019 et de rattachements tardifs postérieurs à la clôture de la gestion , d'où son report sur l'exercice 2020.

L'écart constaté entre les prévisions de la LFI et son exécution à fin 2019 correspond également aux 7 M€ de ressources budgétaires en AE et CP, liées à l'amendement voté en LFI 2019 et visant à permettre l'indemnisation des copropriétaires de l'immeuble « Le Signal » . Ces crédits n'ont pu être consommés en 2019 et font l'objet d'un report sur l'exercice 2020.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 24 153 826 | 25 547 801 | 23 567 183 | 26 132 258 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 16 482 595 | 18 277 719 | 15 895 952 | 18 148 394 |
| Subventions pour charges de service public | 7 671 231 | 7 270 082 | 7 671 231 | 7 983 864 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 7 716 000 | 2 305 271 | 7 228 000 | 3 090 229 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 7 196 000 | 2 305 271 | 6 708 000 | 3 074 629 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 520 000 | | 520 000 | 15 600 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 18 030 000 | 13 945 718 | 18 030 000 | 10 253 314 |
| Transferts aux ménages | | | | 16 437 |
| Transferts aux entreprises | | 250 983 | | 571 391 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 4 000 000 | 2 404 390 | 4 000 000 | 1 923 211 |
| Transferts aux autres collectivités | 14 030 000 | 11 290 345 | 14 030 000 | 7 742 274 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 2 430 000 | | 2 430 000 |
| Dotations en fonds propres | | 2 430 000 | | 2 430 000 |
| **Total** | **49 899 826** | **44 228 790** | **48 825 183** | **41 905 801** |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**RISQUES NATURELS**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des consommations de l'action 10 au titre du fonctionnement courant des risques naturels, s'élève à 3 502 564 € en AE et 3 371 602 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| Connaissance, surveillance et information préventive sur les risques naturels | 1 602 028 | 2 449 393 | 1 602 028 | 2 035 047 |
| Entretien des terrains acquis par l'État | 500 000 | 263 070 | 500 000 | 636 411 |
| Support concourant à l'action et contentieux | 81 315 | 790 101 | 81 315 | 700 144 |
| **TOTAL** | **2 183 343** | **3 502 564** | **2 183 343** | **3 371 602** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -65 490 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **2 183 343** | **3 437 074** | **2 183 343** | **3 371 602** |

**Connaissance, surveillance et information préventive sur les risques naturels (2,4 M€ en AE et 2 M€ en CP)**

Les crédits ont contribué au financement de campagnes de sensibilisation sur les crues cévenoles et les incendies de forêt, au développement de la base de Gestion ASsistée des Procédures Administratives relatives aux Risques (GASPAR) ainsi qu'à plusieurs études de connaissances sur les risques terrestres non finançables sur le FPRNM tels le volcanisme à Mayotte et les mouvements de terrains (falaises de Bonifacio, ruines de Séchilienne dans le département de l'Isère…) et à la surveillance et au suivi de glissements de terrain dans les Alpes-Maritimes.

**Entretien des terrains acquis par l'État et mesures de prévention (0,3 M€ en AE et 0,6 M€ en CP)**

Les crédits ont été consacrés à l'entretien et au maintien en sécurité des terrains acquis par l'État à la suite de la tempête Xynthia. Des crédits ont été également mobilisés pour les mesures de prévention sur l'immeuble Le Signal (Gironde).

**Support concourant à l'action et contentieux (0,8 K€ en AE et 0,7 M€ en CP)**

Il s'agit de dépenses consécutives aux condamnations de l'État au titre des procédures d'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN), aux préjudices liés à la tempête Xynthia et dépenses annexes (conseil juridique, expertises, intérêts moratoires). Des crédits sont également dédiés à l'organisation de formations et aux frais de déplacements pour l'administration centrale.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des subventions pour charges de service public de l'action 10 au titre des risques naturels, s'élève à et 5 869 570 € en AE et CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Connaissance et surveillance sur les risques naturels – Subvention ONF | 3 300 000 | 3 555 902 | 3 300 000 | 3 555 902 |
| Connaissance et surveillance sur les risques naturels – Subvention BRGM | 840 000 | 825 781 | 840 000 | 825 781 |
| Connaissance et surveillance sur les risques naturels – Subvention IRSTEA | 555 000 | 595 709 | 555 000 | 595 709 |
| Connaissance et surveillance sur les risques naturels – Subvention INERIS | 904 300 | 892 178 | 904 300 | 892 178 |
| **TOTAL** | **5 599 300** | **5 869 570** | **5 999 300** | **5 869 570** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -447 629 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **5 599 300** | **5 421 941** | **5 999 300** | **5 869 570** |

**Connaissance, surveillance et information sur les risques naturels (5,9 M€ en AE et CP)**

Les crédits ont permis d'acquérir des connaissances et de réaliser des expertises sur les avalanches, les incendies de forêts, les mouvements de terrains (cavités souterraines, retrait-gonflement des argiles, chutes de blocs…) et les séismes.

La DGPR s'est appuyé sur un réseau d'opérateurs dont les interventions se sont réparties comme suit en 2019 :

– ONF : connaissance sur les avalanches, les incendies de forêt, alimentation de la base de données « risques en montagne »;

– BRGM : connaissance sur les mouvements de terrains (retrait-gonflement des argiles), sur le risque sismique et pour la poursuite du plan national cavités (PAPRICA).

– IRSTEA : connaissance sur les mouvements de terrain, les avalanches et le changement climatique.

– INERIS : connaissance pour la poursuite du plan national cavités (PAPRICA) mais aussi pour l'information et les méthodes de prise en compte de ces risques dans l'aménagement.

## RISQUES HYDRAULIQUES

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des consommations de l'action 10 au titre du fonctionnement courant des risques hydrauliques, s'élève à 15 046 614 € en AE et 14 776 792 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI yc prévisions de FDC et ADP | conso | LFI yc prévisions de FDC et ADP | conso |
| Contrôle de sécurité des ouvrages hydrauliques (SCOH) et mise en œuvre de la directive inondations | 400 000 | 1 724 700 | 400 000 | 1 431 834 |
| Fonctionnement du SCHAPI et des services de prévision des crues (y/c hydrométrie) | 10 565 252 | 11 850 062 | 10 100 609 | 11 691 773 |
| Entretien des digues domaniales de l'État | 3 184 000 | 1 355 354 | 3 062 000 | 1 433 311 |
| Outil de suivi PAPI/PSR et animation des PAPI | 150 000 | 116 498 | 150 000 | 219 874 |
| **TOTAL** | **14 299 252** | **15 046 614** | **13 712 609** | **14 776 792** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -205 969 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **14 299 252** | **14 840 645** | **13 712 609** | **14 776 792** |

**Contrôle de sécurité des ouvrages hydrauliques et mise en œuvre de la Directive Inondations (1,7 M€ en AE et 1,4 M€ en CP)**

Les crédits ont été consacrés à l'amélioration de la connaissance sur les risques liés aux ouvrages hydrauliques, à la fiabilisation de l'information et à l'accompagnement méthodologique et technique des gestionnaires par l'État. Le financement de la poursuite du développement et l'amélioration des fonctionnalités de la base de données « SIOUH » ont mobilisé une part importante de ces crédits, qui explique l'écart constaté entre la prévision de la LFI 2019 et son

exécution. D'autres crédits ont servi à des actions de promotion de la culture du risque notamment dans le cadre du Plan Rhône et Rhin-Meuse.

En Outre-mer, les dépenses correspondent à des frais d'expertises et de procédures nécessaires à la mise à jour des Plans de Gestion des risques d'Inondation (PGRI) prévus par la directive inondation 2007/60/EC relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation.

**Fonctionnement du SCHAPI et des SPC (y/c hydrométrie) (11,9 M€ en AE et 11,7 M€ en CP)**

Cette ligne est financée par les crédits budgétaires du programme 181 et spécifiquement, pour les actions de la région Centre Val de Loire, par l'attribution de produits « Risques ».

Les dépenses du Service Central d'Hydro-météorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations (SCHAPI), des 19 Services de Prévision des Crues (SPC), des 27 unités d'hydrométrie (UH) en métropole et des entités équivalentes en Outre-mer (cellule de veille hydrologiques – CVH) portent sur le fonctionnement et la sécurisation des réseaux de mesure, la production, le traitement et la bancarisation des données hydrométriques, le perfectionnement de modèles hydrologiques, la production de cartographies utiles à la prévision des zones inondées ainsi que le fonctionnement des unités, y compris la formation des agents et la gestion du parc informatique. Ces missions de service public de vigilance et d'annonces des crues (Vigicrues) sont assurées au quotidien par 450 agents de l'État.

Une partie des crédits a été consacrée au financement des contrats d'électricité de puissance inférieure ou égale à 36 kVA, imputable depuis 2017 sur le BOP 181 ainsi qu'à l'adaptation des appareils de mesure du service VIGICRUES aux nouvelles exigences techniques en matière de collecte et transmission des données

Par ailleurs, des opérations programmées initialement en investissement ont finalement été imputées en fonctionnement au regard des règles de la comptabilité publique.

**Entretien des digues domaniales de l'État (1,4 M€ en AE et CP)**

Les crédits mobilisés ont été consacrés à l'entretien et la surveillance des digues appartenant à l'État (gestionnaire) et pour lesquelles les crédits du FPRNM ne peuvent pas être mobilisés. Ces actions concernent principalement les digues de la Loire dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature (PLGN). Leur financement provient des crédits budgétaires de la LFI, des recettes du FEDER et, pour partie des recettes du FDC PLGN. Au regard des règles de la comptabilité publique, d'autres opérations de ce type sont financées également en investissement.

**Outils de suivi et animation des PAPI (0,1 M€ en AE et 0,2 M€ en CP)**

Les dépenses concernent la maintenance applicative et évolutive, l'hébergement de l'outil de suivi administratif et financier des PAPI (SAFPA). Cet outil permet de suivre plus de 185 projets labellisés depuis mi-2011 pour un montant contractualisé de plus de 2 000 M€ .

En région, des crédits de fonctionnement ont également été consacrés à l'animation des PAPI et à des formations.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des subventions pour charges de service public de l'action 10 au titre des risques hydrauliques, s'élève à 2 114 294 € en AE et CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévision des crues - Subvention IRSTEA | 415 000 | 411 091 | 415 000 | 411 091 |
| Prévision des crues - Subvention INERIS | 486 931 | 480 404 | 486 931 | 480 404 |
| Sécurité des ouvrages hydrauliques – Subvention IRSTEA | 375 000 | 371 466 | 375 000 | 371 466 |
| Prévention des inondations - Subvention IRSTEA | 425 000 | 487 526 | 425 000 | 487 526 |
| Prévision des crues - Subvention BRGM | 200 000 | 196 614 | 200 000 | 196 614 |
| Prévention des crues - Subvention BRGM | 130 000 | 127 799 | 130 000 | 127 799 |
| Connaissance et surveillance sur les risques littoraux – Subvention ONF | 40 000 | 39 394 | 40 000 | 39 394 |
| **TOTAL** | **2 071 931** | **2 114 294** | **2 071 931** | **2 114 294** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -266 153 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **2 071 931** | **1 848 141** | **2 071 931** | **2 114 294** |

**La subvention IRSTEA (1,3 M€ AE et CP au total)** comprend un volet « prévision des crues » qui couvre l'appui au développement d'outils et méthodes en matière d'aide à la vigilance et à la prévision des crues, pour le SCHAPI, un volet « sécurité des ouvrages hydrauliques » et prévention des inondations consacrés à l'acquisition de connaissances.

**La subvention INERIS (0,5 M€ en AE et CP)** correspond à l'appui technique apporté aux services de prévisions des crues et unités d'hydrométrie pour la sécurisation des systèmes de communication du réseau de stations hydrométriques.

**La subvention BRGM (0,3 M€ en AE et CP)** intègre une participation à la poursuite des travaux relatifs à la gestion des inondations. Elle comprend également une partie « appui au SCHAPI sur la prévision des inondations » avec des travaux sur l'étude des caractéristiques des bassins versants et des liens hydrologiques entre surface et sous-sol.

**La subvention ONF (0,4 K€ en AE et CP)** est consacrée à l'amélioration des connaissances sur les risques littoraux en lien avec le changement climatique.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

**RISQUES HYDRAULIQUES**

DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses pour immobilisations corporelles au titre des risques hydrauliques, s'élève à 2 327 706 € en AE et 3 074 629 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Modernisation réseau mesures prévision des inondations (hydrométrie) | 2 200 000 | 1 161 401 | 2 200 000 | 1 225 023 |
| Restauration des ouvrages domaniaux de protection contre les inondations (Plans grands fleuves) | 3 696 000 | 1 166 305 | 3 208 000 | 1 849 606 |
| Équipements submersions marines pour améliorer la connaissance | 500 000 | | 500 000 | |
| Acquisitions de connaissances dans le cadre de la fin du second cycle de la directive européenne | 800 000 | | 800 000 | |
| **TOTAL** | **7 196 000** | **2 327 706** | **6 708 000** | **3 074 629** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -22 435 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **7 196 000** | **2 305 271** | **6 708 000** | **3 074 629** |

**Modernisation réseau de mesures prévision des inondations (hydrométrie) et mise aux normes des seuils hydrométriques (1,2 M€ en AE et CP)**

Les dépenses réalisées en 2019 ont permis de moderniser et de poursuivre le renouvellement des équipements de mesure et matériel d'hydrométrie pour les services déconcentrés du réseau de la prévision des crues et de l'hydrométrie. Cela concerne notamment des équipements pour le développement d'outils nationaux qui permettront d'améliorer la robustesse du service Vigicrues. Au regard des règles de la comptabilité publique, des opérations programmées initialement en investissement ont été imputées sur le fonctionnement, ce qui explique la sous-consommation constatée.

La mise aux normes des seuils hydrométriques pour garantir les continuités écologiques a fait l'objet en 2019 du remboursement de 36 K€ en AE et CP par le programme 181, au bénéfice du programme 113 qui en avait fait l'avance en région Bretagne.

**Restauration des ouvrages domaniaux de protection contre les inondations (Plan « Grands Fleuves ») (1,2 M€ en AE et 1,8 M€ en CP)**

Ces dépenses ont permis de financer des travaux de renforcement d'ouvrages de protection contre les crues appartenant à l'État dans le cadre des Plans Grands Fleuves. Elles concernent majoritairement les digues de la Loire avec en 2019, le renforcement des levées du val d'Orléans et de Tours dont l'État est propriétaire. Leur financement provient des crédits budgétaires de la LFI et, pour partie, des recettes du FDC PLGN.

**Équipements submersions marines**

Les crédits ont été redéployés vers des opérations imputées comptablement en transfert aux collectivités territoriales et aux autres collectivités pour le financement d'associations ou de partenaires œuvrant au développement de la connaissance sur les risques littoraux.

**Acquisitions de modèles dans le cadre de la directive européenne**

Les opérations relatives à la mise en œuvre de la directive européenne inondation ont nécessité uniquement des crédits de fonctionnement. Les crédits programmés sur cette ligne ont été redéployés par fongibilité interne au sein de l'action 10.

DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le total réel des dépenses pour immobilisations incorporelles au titre des risques hydrauliques, s'élève à 15 600 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| Sécurité et contrôle des ouvrages hydrauliques (base de données SIOUH) | 520 000 | | 520 000 | |
| Plans Grands Fleuves | | | | 15 600 |
| **TOTAL CHORUS** | **520 000** | | **520 000** | **15 600** |

L'écart s'explique par des dépenses initialement prévues en tant que dépenses pour immobilisations incorporelles qui ont été imputées en fonctionnement courant.

**Plans Grands Fleuves**

Les crédits consommés correspondent à l'achat d'un logiciel pour la mise à jour d'une application du Plan Loire Grandeur Nature (PLGN).

DÉPENSES D'INTERVENTION

**RISQUES NATURELS**

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux entreprises au titre des risques naturels s'établit à 193 000 € en AE et 329 559 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Connaissance, surveillance et information sur les risques naturels | | 193 000 | | 108 700 |
| Travaux de prévention des risques naturels | | | | 220 859 |
| **TOTAL** | **0** | **193 000** | **0** | **329 559** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -85 724 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **0** | **107 276** | **0** | **329 559** |

**Connaissance, surveillance et information sur les risques naturels (0,2 M€ en AE et 0,1 M€ en CP)**

Les dépenses ont été consacrées à plusieurs conventions avec le BRGM dans les services déconcentrés pour des appuis techniques et de la recherche et développement sur les risques de mouvements de terrain (marnières, falaises…).

**Travaux de prévention des risques naturels (0,2 M€ en CP)**

Les 220 859€ de CP correspondent à une subvention pour des travaux de mise en transparence hydraulique du remblai ferroviaire entre Arles et Tarascon, en zone inondable dans le cadre dune convention entre l'État et Réseau Ferré de France (RFF). Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan Rhône.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux collectivités territoriales au titre des risques naturels, s'élève à 461 400 € en AE et 285 595 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Travaux urgents de prévention / protection des risques naturels | 1 000 000 | 461 400 | 1 000 000 | 285 595 |
| **TOTAL** | **1 000 000** | **461 400** | **1 000 000** | **285 595** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -36 198 | | |
| **TOTALCHORUS** | **1 000 000** | **425 202** | **1 000 000** | **285 595** |

**Études et travaux urgents de prévention et protection des risques naturels (0,5 M€ en AE et 0,3 M€ et CP)**

Les dépenses réalisées en 2019 correspondent principalement à des travaux sur plusieurs ouvrages hydrauliques domaniaux dans le Haut-Rhin et au financement d'expertises sur les poches d'eau du glacier de Tête Rousse en Haute-Savoie. Les travaux en région Occitanie sur lesquels un engagement ministériel a été pris suite aux inondations de juin 2013 ont également donné lieu à des paiements en 2019.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux autres collectivités au titre des risques naturels, s'élève à 1 062 267 € en AE et 1 011 451 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Connaissance et information sur les risques naturels | 1 200 000 | 1 014 267 | 1 200 000 | 963 451 |
| Travaux de prévention des risques naturels | 7 000 000 | 48 000 | 7 000 000 | 48 000 |
| **TOTAL** | **8 200 000** | **1 062 267** | **8 200 000** | **1 011 451** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -170 172 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **8 200 000** | **892 095** | **8 200 000** | **1 011 451** |

**Connaissance et information sur les risques naturels (1 M€ en AE et CP)**

Les subventions versées en 2019 aux associations, établissements publics et organismes scientifiques ont favorisé des actions ciblées pour :

- la sensibilisation des collectivités territoriales et des populations aux risques naturels (CEREMA, IFFO-RME, AFPCN, IFSTTAR),
- l'acquisition de connaissances sur l'aléa sismique à Mayotte (centre sismologique européen, université de Grenoble,IPGP...)
- le développement de la culture du risque notamment inondations (UNALCi, réseau IDEAL ...)
- l'amélioration de la connaissance sur les risques en montagne notamment d'origine glaciaire (CNRS, PARN).

**Travaux de prévention des risques naturels (0,5 K€ en AE et CP)**

L'écart significatif entre les prévisions de la LFI et son exécution correspond aux 7 M€ en AE et CP prévus pour l'indemnisation des propriétaires de l'immeuble « Le Signal », qui n'ont pu être consommés en 2019 et sont reportés sur l'exercice 2020.

La subvention allouée pour 48 K€ en AE et CP correspond à une participation au financement de travaux de prévention suite aux crues de juin 2018 en Île-de-France.

## RISQUES HYDRAULIQUES

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Le transfert aux ménages payé en 2019 pour 16 437€, s'inscrit dans le cadre des mesures de réduction de la vulnérabilité agricole prévues par le Plan Rhône.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Après le retraitement des engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux entreprises au titre des risques hydrauliques, s'élève à 165 521 € en AE et 241 832 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| Gouvernance de la politique de prévention du risque inondation | | | | 15 000 |
| Réduction de la vulnérabilité dans le cadre des Plans Grands Fleuves | | 60 521 | | 133 432 |
| Programmes d'actions de prévention des inondations (équipes d'animation) | | 105 000 | | 93 400 |
| **TOTAL** | **0** | **165 521** | **0** | **241 832** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -21 814 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **0** | **143 707** | **0** | **241 832** |

**Gouvernance de la politique de prévention du risque inondation (0,01 M€ en CP)**

Les crédits ont permis la diffusion de données et de retours d'expériences dans le cadre de la vigilance et la gestion de crise en région.

**Plan Grands Fleuves (0,06 M€ en AE et 0,1 M€ en CP)**

Les crédits ont contribué à des travaux de réduction de la vulnérabilité des exploitations agricoles et des actions de culture du risque dans le cadre du Plan Rhône.

**Programme d'actions de prévention des inondations (0,1 M€ en AE et 0,09 M€ en CP)**

Les crédits ont été consacrés aux financements des équipes d'animation des porteurs de PAPI (autres que les collectivités territoriales) sur le bassin Rhône-Méditerranée.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux collectivités locales au titre des risques hydrauliques, s'élève à 2 086 058 € en AE et 1 637 616 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) - équipes d'animation | 3 000 000 | 2 086 058 | 3 000 000 | 1 637 616 |
| **TOTAL** | **3 000 000** | **2 086 058** | **3 000 000** | **1 637 616** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -106 870 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **3 000 000** | **1 979 188** | **3 000 000** | **1 637 616** |

**Programmes d'action de prévention des risques liés aux inondations (2 M€ en AE et CP)**

L'État soutient depuis plus de 15 ans les programmes d'opérations réalisées par les collectivités territoriales notamment à travers les programmes d'action de prévention des risques liés aux inondations (PAPI) et plans grands fleuves. Les plans grands fleuves, dans lesquels sont inclus un certain nombre de PAPI, sont eux-mêmes inclus dans des CPER.

Ce soutien constitue une action majeure d'accompagnement de la politique de prévention des risques d'inondation qui couvre l'ensemble du territoire national, en particulier les territoires à risque important d'inondation (TRI).

Plus de 185 projets ont été labellisés depuis mi-2011 pour un montant contractualisé de plus de 2 000 M€.

Le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) participe au financement des opérations d'investissement de ces programmes, pour les collectivités qui y sont éligibles à hauteur de 40 % environ.

Les dépenses en crédits budgétaires correspondent au financement d'équipe d'animation à hauteur maximum de 24 000 € par PAPI pour la collectivité porteuse du projet.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux autres collectivités au titre des risques hydrauliques, s'élève à 10 931 081 € en AE et 6 730 823 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Subvention Météo France (équipements radars, pluviomètres et expertises) | 3 850 000 | 5 489 500 | 3 850 000 | 3 767 434 |
| Accompagnement directive inondation dans le cadre du second cycle | 980 000 | 4 436 813 | 980 000 | 1 652 426 |
| Étude sur les submersions marines (SHOM) | 1 000 000 | | 1 000 000 | 374 000 |
| Subventions recherche prévision des inondations – Vigilance et alerte | | 209 430 | | 245 338 |
| Sécurité des ouvrages hydrauliques | | 144 947 | | 145 671 |
| Subventions amélioration de la connaissance, sensibilisation au risque inondation (Plan Grands Fleuves) | | 98 022 | | 195 636 |
| Programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) – équipes d'animation | | 552 369 | | 350 318 |
| **TOTAL** | **5 830 000** | **10 931 081** | **5 830 000** | **6 730 823** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -532 831 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **5 830 000** | **10 398 250** | **5 830 000** | **6 730 823** |

**Subvention Météo France (équipements radars, pluviomètres et expertises) (5,5 M€ en AE et 3,8 M€ en CP)**

Les subventions versées s'inscrivent dans le cadre d'une convention cadre 2016-2020 qui se décline en deux conventions financières, l'une engagée avant 2019 et l'autre lancée en 2019 expliquant l'écart de crédits constaté par rapport à la LFI. Le programme d'actions comprend :

– l'appui de Météo-France en produits et services ;

– le renouvellement, la remise à niveau ou l'extension de couverture des moyens d'observation de la pluie (radars) ;

– la participation à des projets de recherche et développement (exemple : projet HOMONIM d'amélioration de la modélisation des états de la mer à la côte).

**Accompagnement et suivi de la directive inondation dans le cadre du second cycle (4,4 M€ en AE et 1,6 M€ en CP)**

Les crédits ont été versés à des organismes ou partenaires intervenant dans le domaine de la prévention des inondations (CEPRI, IFFO-RME, CEREMA et ANEB) permettant d'apporter un appui pour l'accompagnement de la mise en œuvre du second cycle de la directive inondation.

L'écart entre les prévisions de la LFI et son exécution provient des 4 M€ engagés dans le cadre d'une nouvelle convention avec l'IGN pour la période 2019-2020 relative à la campagne de levée LIDAR sur l'arc méditerranéen.

**Études sur les submersions marines (SHOM) (0,4 M€ en CP)**

Ces paiements correspondent à la poursuite d'une convention avec le SHOM sur la période 2017-2020. Les actions menées contribuent à l'amélioration de la surveillance des niveaux de la mer en cas de tempête ou de houle (études de modélisation et de mise en place de marégraphes).

**Subventions de recherche pour la prévision des crues (0,2 M€ en AE et CP)**

Ces subventions à des partenaires ou organismes spécialisés contribuent à l'amélioration de la connaissance de la prévision des crues.

**Sécurité des ouvrages hydrauliques (0,1 M€ en AE et CP)**

Il s'agit d'un appui technique ponctuel du CEREMA, de l'IFSTTAR pour assurer les missions de contrôle sur les barrages et digues et du financement d'une association apportant un appui méthodologique aux gestionnaires d'ouvrages.

**Amélioration de la connaissance, sensibilisation au risque inondation (Plans grands fleuves) (0,1 M€ en AE et 0,2 M€ en CP)**

Ces dépenses correspondent à des subventions à des associations, universités ou chambres d'agriculture non éligibles au FPRNM sur les bassins Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie dans le cadre de démarches de sensibilisation au risque inondation et réduction de la vulnérabilité.

**Programmes d'actions de prévention des inondations (0,6 M€ en AE et 0,3 M€ en CP)**

Ces dépenses concernent les équipes d'animation des PAPI.

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DOTATIONS EN FONDS PROPRES

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| BRGM | | 1 000 000 | | 1 000 000 |
| CNRS | | 600 000 | | 600 000 |
| CEREMA | | 830 000 | | 830 000 |
| **TOTAL CHORUS** | | **2 430 000** | | **2 430 000** |

Certains projets d'investissement d'opérateurs intervenant dans le domaine des risques naturels et hydrauliques ont nécessité un financement par la voie de dotations en fonds propres.

Une dotation de 1 M€ en AE/CP a été allouée au BRGM pour l'évolution et la modernisation de la plateforme GEORISQUES dont l'opérateur assure la maîtrise d'ouvrage, afin de l'adapter aux besoins nouveaux. Cette dotation s'ajoute à celle versée dans le cadre de l'action 01 du programme.

Une dotation de 0,6 M€ en AE/CP a été allouée au CNRS pour l'achat de sismographes.

Une dotation de 0,8 M€ en AE et CP a été allouée au CEREMA pour l'acquisition de différents instruments de mesure que nécessitent les missions de l'établissement dans le domaine des risques naturels et hydrauliques.

**La contribution du FPRNM aux opérations éligibles de l'action 10 en 2019 :**

| Dépenses financées par le FPRNM par type de mesure | Prévisions 2019 | Dépenses 2019 | Dépenses 2018 | Dépenses 2017 | Dépenses 2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| Expropriations | 2,00 | 4,40 | 1,70 | 3,00 | 7,01 |
| Cofinancement des PPRN et information préventive | 17,00 | 17,90 | 19,10 | 14,50 | 15,53 |
| Cartographie Directive inondation | | | 1,00 | 0,20 | 0,17 |
| Évacuations et relogement | 1,40 | 1,10 | 0,70 | 0,80 | 0,37 |
| Acquisitions amiables | 25,00 | 32,00 | 21,00 | 20,00 | 30,79 |
| Traitement des cavités souterraines | 0,80 | 0,60 | 0,50 | 1,30 | 0,84 |
| Études & travaux prescrits par un PPRN | 0,90 | 0,20 | 0,60 | 1,10 | 0,15 |
| Études, travaux et équipements (collectivités territoriales) | 105,00 | 105,00 | 109,30 | 118,30 | 91,11 |
| Étude et travaux de mise en conformité des digues domaniales | 25,00 | 26,60 | 15,00 | 15,00 | 27,45 |
| Études et travaux de prévention du risque sismique dans les HLM | 11,00 | 7,50 | 5,00 | 0,70 | 4,88 |
| Étude et travaux de prévention du risque sismique SDIS | | | 0,00 | 0,10 | 0,00 |
| Aide aux quartiers d'habitat informel | 2,00 | 1,20 | 0,30 | 3,90 | 0,00 |
| Confortement des bâtiments de l'État en Outre-Mer | 3,00 | 3,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Réduction de la vulnérabilité dans les PAPI | 3,00 | 2,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Séchilienne | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Études, travaux et équipements de prévention contre les risques naturels réalisés ou subventionnés par l'État avant le 1er janvier 2014 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAUX des contributions aux opérations éligibles de l'action 10** | **196,10** | **202,50** | **174,20** | **178,90** | **178,30** |

## CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

L'action 10 ne contribue pas au Grand plan d'investissement.

## Action 11

## Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | | 38 277 130 | **38 277 130** | | 35 140 127 | **35 140 127** |
| Crédits de paiement | | 38 277 130 | **38 277 130** | | 32 868 319 | **32 868 319** |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2019 s'élève à 36 898 511€ en AE et 32 868 319€ en CP.

Les crédits non consommés sur l'action 11 ont fait l'objet de redéploiements en gestion afin de couvrir des dépenses des actions 01 et 10 du programme.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 35 911 096 | 35 572 366 | 35 911 096 | 32 215 648 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 7 680 000 | 9 223 004 | 7 680 000 | 4 545 459 |
| Subventions pour charges de service public | 28 231 096 | 26 349 362 | 28 231 096 | 27 670 189 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 866 034 | | 866 034 | |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 866 034 | | 866 034 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 500 000 | -432 239 | 1 500 000 | 652 671 |
| Transferts aux ménages | 1 500 000 | | 1 500 000 | |
| Transferts aux entreprises | | -432 239 | | 652 671 |
| **Total** | **38 277 130** | **35 140 127** | **38 277 130** | **32 868 319** |

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement de l'action 11 du programme 181 comprend des dépenses de fonctionnement courant et des subventions pour charges de service public.

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant de l'action 11 s'élève à 9 228 322 € en AE et 4 545 459 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses de fonctionnement courant | 180 000 | 85 792 | 180 000 | 112 814 |
| Travaux de mise en sécurité | 7 500 000 | 9 142 530 | 7 500 000 | 4 432 645 |
| **TOTAL** | **7 680 000** | **9 228 322** | **7 680 000** | **4 545 459** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -5 318 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **7 680 000** | **9 223 004** | **7 680 000** | **4 545 459** |

Les dépenses de fonctionnement courant relatives à l'établissement des **plans de prévention des risques miniers** se sont élevées à 27 K€ en AE et 30 K€ en CP. Ces dépenses concernent les frais d'études, de cartographie et de reprographie nécessaires à l'élaboration des PPRM. Elles incluent également les frais d'annonces légales. A fin 2019, le nombre total de PPRM approuvés est de 49 et 8 PPRM (dont 4 nouveaux prescrits en 2019) sont prescrits et en cours d'élaboration.

À ces dépenses, s'ajoute un engagement de 59 K€ et un paiement de 83K€ qui correspondent à la participation financière du programme 181 à la phase de consolidation du projet de la « Fabrique numérique » de l'État dénommé « CAMINO », pour l'élaboration d'un cadastre minier numérique ouvert.

**Les travaux de sécurité sur les anciens sites miniers**, réalisés en 2019 par le département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM, s'inscrivent dans le cadre de deux conventions conclues en 2019 pour 9 M€ en AE et dont les premiers paiements se sont élevés à 2,6 M€. Une convention complémentaire a ainsi été conclue fin 2019 pour permettre de lancer sans tarder les travaux sur le site de Lochwiller (Grand Est) dont les coûts de forage, de pompage et de suivi ont été réévalués, ainsi que des études et travaux d'urgence sur le site de Salsigne (Occitanie) découlant d'actions décidées à la suite de la crue d'octobre 2018 pour répondre aux inquiétudes des populations riveraines. Des CP ont également été versés au BRGM pour 1,7 M€, au titre de conventions antérieures à 2019 : travaux de mise en sécurité suite à des dégâts miniers, de comblements de puits, galeries et ouvrages débouchant au

jour, de mise en sécurité d'aires de jeux à Giat (63) et Matra (2B), démantèlement de stations micro-sismiques en Grand Est.

Par ailleurs, les dépenses 2019 comprennent le versement d'indemnisations pour compenser des pertes de jouissance à la suite de dommages miniers, dont l'exploitant est disparu ou défaillant (principalement Charbonnages de France), ainsi que des frais d'expertise et d'avocat en lien avec un contentieux minier (0,1 M€ en AE/CP) ainsi qu'une étude de danger relative à une installation hydraulique de sécurité.

### SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des subventions pour charges de service public de l'action 11 s'élève à 27 670 189 € en AE et CP.

| | AE | | CP | |
|---|---|---|---|---|
| | **LFI** | **conso** | **LFI** | **conso** |
| GEODERIS | 6 350 756 | 6 160 233 | 6 350 756 | 6 160 233 |
| DPSM | 21 880 340 | 21 509 956 | 21 880 340 | 21 509 956 |
| **TOTAL** | **28 231 096** | **27 670 189** | **28 231 096** | **27 670 189** |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 320 827 | | |
| **TOTAL CHORUS** | **28 231 096** | **26 349 362** | **28 231 096** | **27 670 189** |

**GIP GEODERIS**

La subvention allouée en 2019 à GEODERIS (6,2 M€ en AE/CP) a pour objet le financement d'études réalisées par le GIP en matière d'expertise technique pour l'État dans le domaine des risques présentés par les anciennes exploitations minières. Le détail de son action figure dans la partie « opérateurs ».

**DPSM – BRGM**

Le Département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM assure, pour le compte de l'État, la gestion technique et opérationnelle des activités de surveillance des installations hydrauliques de sécurité et des installations de prévention des risques miniers (cavités, terrils en combustion, stations de relevage et de traitement des eaux, puits, galeries, piézomètres, etc...). Ainsi, 1 867 installations (605 installations relevant du code de l'environnement, 286 installations hydrauliques de sécurité, relevant de l'article L.163-11 du code minier et 976 installations et équipements de prévention et de surveillance des risques miniers, relevant de l'article L.174-2 du code minier) ont été gérées par le DPSM en 2019.

Les crédits versés à l'opérateur en 2019 (21,5 M€ en AE/CP) ont été utilisés pour la surveillance de ces 1 867 installations hydrauliques de sécurité, ainsi que pour les frais de fonctionnement du DPSM (personnels, moyens logistiques et techniques).

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En LFI 2019, il avait été évalué un besoin de 0,9 M€ en AE et CP dans l'éventualité où des procédures d'expropriation seraient à financer pour des biens exposés à des risques inhérents aux anciennes exploitations minières mais aucune procédure d'expropriation n'a fait l'objet d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

### TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Les 1,5 M€ AE/CP de transferts aux ménages prévus en LFI 2019 pour l'indemnisation de victimes de dommages en

cas de défaillance ou de disparition de l'ancien exploitant minier, étaient estimatifs dans la mesure où les crédits ne sont mobilisés qu'après la survenue d'un dommage et dans la limite de l'éligibilité des demandes d'indemnisation. En 2019, les quelques indemnisations versées ont été imputées en fonctionnement.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

**Dans le cadre des travaux de mise en sécurité sur les anciens sites miniers**, les nouvelles conventions du département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM sont programmées en LFI et exécutées sur la catégorie 31 de fonctionnement courant, considérant qu'il s'agit d'un contrat plutôt que d'une subvention. Ainsi, les CP destinés au règlement de ces travaux ont été programmés en LFI 2019 sur le fonctionnement courant.

Une partie des CP payés en 2019 au BRGM a néanmoins été imputée sur les transferts aux entreprises, pour un total de 0,7 M€, car ils constituent le solde d'anciennes conventions qui avaient été engagées sur la catégorie budgétaire 62.

Le résultat des consommations en AE (-0,4 M€) correspond à des retraits d'engagements antérieurs.

## CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

L'action 11 ne contribue pas au GPI.

## Action 12
## Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | | 595 333 800 | **595 333 800** | | 583 827 829 | **583 827 829** |
| Crédits de paiement | | 595 333 800 | **595 333 800** | | 583 827 829 | **583 827 829** |

Acteur essentiel de la transition énergétique et environnementale, l'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'études et d'investissements en matière de gestion et de valorisation des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, de qualité de l'air, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

Le financement de l'agence, auparavant effectué par une affectation d'une part du produit de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) plafonnée à 448,7 M€, a été remplacé par une dotation budgétaire du programme 181 à compter de la LFI 2018. Ce mode de financement présente également l'avantage d'une plus grande souplesse en termes de trésorerie infra-annuelle dans le cadre d'une programmation tendant à réduire à zéro les réserves de l'opérateur.

Enfin, ce mode de financement permet une meilleure lisibilité du budget général et des dépenses publiques afférentes aux politiques publiques dont chaque ministre est chargé de rendre compte au Parlement.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 595 333 800 | 583 827 829 | 595 333 800 | 583 827 829 |
| Subventions pour charges de service public | 595 333 800 | 583 827 829 | 595 333 800 | 583 827 829 |
| **Total** | **595 333 800** | **583 827 829** | **595 333 800** | **583 827 829** |

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du rapport annuel de performances pour l'ADEME.

La subvention pour charges de service public (SCSP) versée se monte à 584 M€, dont 158 M€ au titre du Grand plan d'investissement. Depuis 2018, l'agence est principalement financée par des SCSP. Elles représentent 94 % de ses ressources en 2019.

Ce niveau de financement permet de construire une trajectoire budgétaire crédible pour l'ADEME, qui rend compatible le paiement des reste-à-payer issus des engagements antérieurs de l'ADEME, le maintien à un niveau élevé de l'action de l'agence au travers de ses différents dispositifs d'intervention existants (fonds chaleur, déchet et économie circulaire, bâtiment) et la création de nouveaux fonds d'intervention (air, mobilité, hydrogène).

## CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

| | Prévisions LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | 0 | 158 000 000 | **158 000 000** | 0 | 158 000 000 | **158 000 000** |
| Crédits de paiement | 0 | 158 000 000 | **158 000 000** | 0 | 158 000 000 | **158 000 000** |

Sur la durée du quinquennat, afin de développer les énergies renouvelables et l'innovation environnementale, les fonds de l'agence sont augmentés par rapport à leur niveau de 2017. Pour 2019, 158 M€ sont ainsi alloués à l'ADEME au titre du grand plan d'investissement.

Avec cette dotation, inscrite dans la SCSP présentée au point précédent, le grand plan d'investissement assure le soutien des fonds de l'ADEME, en particulier les fonds chaleur, qualité de l'air et mobilité (avec la contribution au déploiement de l'hydrogène décarbonnée), ainsi que le soutien aux réductions de gaspillages dans les PME.

En 2019, au titre de son « Fonds chaleur », l'agence a ainsi pu mobiliser 295 M€ d'autorisations d'engagement (en hausse de 36 M€ par rapport à 2018) pour soutenir le développement des investissements de production et de réseaux de distribution de chaleur renouvelable. 542 projets ont ainsi pu être soutenus, qui, une fois mis en service, permettront de produire 3,9 TWh/an. Les émissions de CO2 évitées par ces nouvelles installations s'élèvent à 820 000 tCO2 par an.

Le programme « Qualité de l'air – mobilité durable » a finalement été doté d'un budget de 52 M€, soit une augmentation de 36 M€ par rapport à 2018, visant notamment à contribution au volet mobilité du plan Hydrogène. Conformément à ce plan, le lancement en fin d'année 2018 d'un appel à projets sur les écosystèmes de mobilité hydrogène a suscité un nombre important d'excellents projets, participant au développement territorial et industriel de la filière hydrogène française.

Enfin, l'ADEME a engagé significativement son programme de lutte contre le gaspillage « TPE & PME gagnantes sur tous les coûts » : plus de 500 entreprises, dont 300 PME de 20 à 250 salariés, ont ainsi pu être accompagnées pendant la 1° phase de déploiement du programme en 2018-2019, et 192 PME ont validé leur plan d'actions avec un objectif d'économie moyen par salarié de 200 €HT/an. Sur la base du ratio calculé lors d'une opération précédente sur

49 entreprises témoins, la réduction d'émission pour les 315 entreprises (TPE et PME) ayant validé leur plan d'actions depuis le lancement du programme peut être extrapolée à 12 350 $tCO_2$/an.

## SYNTHÈSE DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision LFI | | Réalisation | |
|---|---|---|---|---|
| Opérateur financé (Programme chef de file) | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (P206)** | **8 958 000** | **8 958 000** | **10 845 622** | **11 845 622** |
| Subventions pour charges de service public | 8 958 000 | 8 958 000 | 8 845 622 | 8 845 622 |
| Transferts | 0 | 0 | 2 000 000 | 3 000 000 |
| **ONF - Office national des forêts (P149)** | **3 340 000** | **3 340 000** | **3 165 845** | **3 595 296** |
| Subventions pour charges de service public | 3 340 000 | 3 340 000 | 3 212 211 | 3 595 296 |
| Transferts | 0 | 0 | -46 366 | 0 |
| **SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212)** | **0** | **0** | **0** | **374 000** |
| Transferts | 0 | 0 | 0 | 374 000 |
| **Météo-France (P159)** | **0** | **0** | **4 621 227** | **3 767 434** |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | -203 646 | 0 |
| Transferts | 0 | 0 | 4 824 873 | 3 767 434 |
| **Agences de l'eau (P113)** | **0** | **0** | **-180** | **7 140** |
| Transferts | 0 | 0 | -180 | 7 140 |
| **IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159)** | **0** | **0** | **4 055 487** | **1 323 955** |
| Transferts | 0 | 0 | 4 055 487 | 1 323 955 |
| **ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181)** | **603 247 000** | **603 247 000** | **581 252 309** | **583 827 829** |
| Subventions pour charges de service public | 603 247 000 | 603 247 000 | 581 252 309 | 583 827 829 |
| **GEODERIS (P181)** | **6 351 000** | **6 351 000** | **6 160 233** | **6 160 233** |
| Subventions pour charges de service public | 6 351 000 | 6 351 000 | 6 160 233 | 6 160 233 |
| **INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques (P181)** | **27 825 000** | **27 825 000** | **29 458 623** | **29 534 623** |
| Subventions pour charges de service public | 27 825 000 | 27 825 000 | 27 451 623 | 27 451 623 |
| Dotations en fonds propres | 0 | 0 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| Transferts | 0 | 0 | 7 000 | 83 000 |
| **ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (P174)** | **0** | **0** | **4 000 000** | **4 000 000** |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 4 000 000 | 4 000 000 |
| **CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (P174)** | **150 000** | **150 000** | **188 292** | **188 292** |
| Transferts | 150 000 | 150 000 | 188 292 | 188 292 |
| **CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (P159)** | **0** | **0** | **1 566 000** | **1 581 000** |
| Dotations en fonds propres | 0 | 0 | 830 000 | 830 000 |
| Transferts | 0 | 0 | 736 000 | 751 000 |
| **Universités et assimilés (P150)** | **0** | **0** | **160 927** | **193 244** |
| Transferts | 0 | 0 | 160 927 | 193 244 |
| **Ecoles et formations d'ingénieurs (P150)** | **0** | **0** | **20 000** | **20 000** |
| Transferts | 0 | 0 | 20 000 | 20 000 |
| **Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)** | **0** | **0** | **0** | **14 000** |
| Transferts | 0 | 0 | 0 | 14 000 |
| **BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172)** | **25 792 000** | **25 792 000** | **25 805 380** | **28 260 882** |
| Subventions pour charges de service public | 25 792 000 | 25 792 000 | 23 945 250 | 25 355 226 |

| Opérateur financé (Programme chef de file) | Prévision LFI | | Réalisation | |
|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Dotations en fonds propres | 0 | 0 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| Transferts | 0 | 0 | -139 870 | 905 656 |
| **CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)** | **0** | **0** | **677 000** | **648 500** |
| Dotations en fonds propres | 0 | 0 | 600 000 | 600 000 |
| Transferts | 0 | 0 | 77 000 | 48 500 |
| **INRA - Institut national de la recherche agronomique (P172)** | **0** | **0** | **-59 434** | **0** |
| Transferts | 0 | 0 | -59 434 | 0 |
| **IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (P190)** | **0** | **0** | **141 300** | **129 025** |
| Transferts | 0 | 0 | 141 300 | 129 025 |
| **Groupe Mines Télécom (P192)** | **0** | **0** | **20 000** | **20 000** |
| Transferts | 0 | 0 | 20 000 | 20 000 |
| **ANSP - Agence Nationale de Santé Publique (P204)** | **0** | **0** | **1 630 000** | **1 818 400** |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 1 630 000 | 1 630 000 |
| Transferts | 0 | 0 | 0 | 188 400 |
| **ARS - Agences régionales de santé (P124)** | **0** | **0** | **7 751** | **7 750** |
| Transferts | 0 | 0 | 7 751 | 7 750 |
| **IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (P172)** | **1 770 000** | **1 770 000** | **1 769 588** | **1 865 792** |
| Subventions pour charges de service public | 1 770 000 | 1 770 000 | 1 827 891 | 1 865 792 |
| Transferts | 0 | 0 | -58 303 | 0 |
| **Total** | **677 433 000** | **677 433 000** | **675 485 971** | **679 183 017** |
| Total des subventions pour charges de service public | 677 283 000 | 677 283 000 | 658 121 493 | 662 731 621 |
| Total des dotations en fonds propres | 0 | 0 | 5 430 000 | 5 430 000 |
| Total des transferts | 150 000 | 150 000 | 11 934 478 | 11 021 396 |

La définition et la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de prévention des risques naturels, technologiques et miniers font appel au concours de nombreux opérateurs – établissements publics administratifs, industriels et commerciaux, ou à caractère scientifique, groupements publics, associations, *etc.* – qui bénéficient, au titre de leurs missions de recherche, d'expertise, de contrôle ou encore de prévention, d'un financement du programme 181 « Prévention des risques ». Le programme porte en particulier le financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, dont il constitue l'essentiel des ressources.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

### EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT CE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Opérateur<br>Réalisation 2018<br>*Prévision 2019*<br>Réalisation 2019 | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | | 894<br>*878*<br>878 | 189<br>*223*<br>204 | 2<br>*1*<br>1 | 0<br>*0*<br>0 | 2<br>*2*<br>2 |
| GEODERIS | | 0<br>*0*<br>0 | 0<br>*0*<br>0 | 0<br>*0*<br>0 | 0<br>*0*<br>0 | 24<br>*24*<br>24 |
| INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques | | 513<br>*511*<br>504 | 42<br>*54*<br>45 | 15<br>*22*<br>27 | 0<br>*0*<br>0 | 0<br>*0*<br>0 |
| **Total** | | **1 407** | **231** | **17** | **0** | **26** |

| Opérateur<br>Réalisation 2018<br>*Prévision 2019*<br>Réalisation 2019 | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| | ***0*** | ***1 389*** | ***277*** | ***23*** | ***0*** | ***26*** |
| | **0** | **1 382** | **249** | **28** | **0** | **26** |

** Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019*

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|---|---|---|
| Emplois sous plafond 2018 | 1 416 | 1 407 |
| Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2018 | 0 | 0 |
| **Impact du schéma d'emplois 2019** | **-27** | **-25** |
| Solde des transferts T2/T3 | 0 | 0 |
| Solde des transferts internes | 0 | 0 |
| Solde des mesures de périmètre | 0 | 0 |
| Corrections techniques | 0 | 0 |
| Abattements techniques | 0 | 0 |
| **Emplois sous plafond 2019 *** | **1 389** | **1 382** |

** Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019*

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|---|---|---|
| Schéma d'emplois 2019 en ETP | -27 | -25 |

Les plafonds des autorisations d'emplois des opérateurs dont le programme est chef de file (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et Institut national de l'environnement industriel et des risques) ont été respectés avec une réalisation du schéma d'emplois de l'année 2019 légèrement inférieure à la prévision de la loi de finances initiale. Cet écart concerne l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, dont le schéma schéma d'emploi sur la période 2017 - 2019 a toutefois été sur-exécuté.

# OPÉRATEURS

## ADEME - AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a été créée par la loi du 19 décembre 1990 sous forme d'établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'environnement et du ministère de l'enseignement supérieur.

Acteur essentiel de la transition énergétique et environnementale, elle participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'études et d'investissements en matière de gestion et de valorisation des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, de qualité de l'air, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

En 2019, l'agence a poursuivi ses actions et contribué, dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie, de la loi énergie et climat ainsi que de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, adoptées en 2019 et début 2020, à la réalisation des objectifs fixés de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, du plan climat et de la feuille de route économie circulaire – auxquels ses actions contribuent et qui nécessitent des soutiens financiers pour déclencher des modifications sociales et économiques, notamment au travers du fonds chaleur (295 M€ en 2019) ou du fonds déchets et économie circulaire (164 M€). Le financement de l'établissement permet également de garantir les interventions de l'opérateur pour la mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant (14 M€), et de démarrer les nouveaux fonds d'intervention, notamment dans le domaine de l'air, la mobilité et l'hydrogène (52 M€)).

### FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| | Réalisation 2018 (RAP) | | LFI 2019 | | Réalisation 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Programme intéressé ou nature de la dépense | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **P203 – Infrastructures et services de transports** | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| **P159 – Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie** | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| **P181 – Prévention des risques** | **597 352** | **597 352** | **603 247** | **603 247** | **581 252** | **583 828** |
| Subventions pour charges de service public | 597 352 | 597 352 | 603 247 | 603 247 | 581 252 | 583 828 |
| **P174 – Énergie, climat et après-mines** | | | | | **-388** | |
| Subventions pour charges de service public | | | | | -388 | |
| **P123 – Conditions de vie outre-mer** | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| **P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables** | | | | | **-19** | |
| Transferts | | | | | -19 | |
| **P124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative** | | | | | **10** | **10** |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 10 | 10 |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé ou nature de la dépense | Réalisation 2018 (RAP) | | LFI 2019 | | Réalisation 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **P135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat** | | | | | **-23** | |
| Transferts | | | | | -23 | |
| **P731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État** | | | | | **50 000** | **50 000** |
| Dotations en fonds propres | | | | | 50 000 | 50 000 |
| **P422 – Valorisation de la recherche** | **200 000** | **55 000** | | **40 000** | **-189 000** | **55 000** |
| Dotations en fonds propres | 200 000 | | | | -250 000 | |
| Transferts | | 55 000 | | 40 000 | 61 000 | 55 000 |
| **P423 – Accélération de la modernisation des entreprises** | | **20 000** | | **25 000** | **-9 333** | **16 000** |
| Transferts | | 20 000 | | 25 000 | -9 333 | 16 000 |
| **Total** | **797 352** | **672 352** | **603 247** | **668 247** | **432 499** | **704 838** |

Depuis 2018, l'agence ne perçoit plus de taxe affectée et est principalement financée par des subventions pour charges de service public.

Pour le programme 181, après le retraitement du retrait d'un engagement antérieur de l'ADEME (REJB sur un ancien EJ antérieur à la création de l'action 12 pour 2 575 520 €), le montant de cette dotation de l'État s'est établi à 583,8 M€ AE = CP pour un montant voté à 595,3 M€ en LFI 2019, après une mise en réserve réduite à la part non affectée au Grand plan d'investissement, soit à -11,5 M€.

En 2017, l'État a conforté le rôle de l'ADEME en tant qu'opérateur du PIA3 pour un montant total d'AE d'1 milliard d'euros complémentaires, dont 600 millions en aides d'État et 400 millions en fonds propres, répartis sur 3 actions distinctes soit nouvelles soit dans la continuité des actions menées dans le cadre du PIA :

- Action « Concours d'innovation » dotée de 150 M€ en aides d'État qui cible prioritairement les start-ups et PME ;
- Action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » dans la continuité de l'action démonstrateur du PIA2, dotée de 300 M€ en aides d'État et de 400 M€ en fonds propres ;
- Action « Accélérer le développement des écosystèmes d'innovation performants », notamment dans le domaine des transports dotée de 150 M€ en aides d'État.

L'État a procédé à de nouveaux redéploiements de 25 M€ en 2018 et de 150 M€ en 2019 prélevé sur l'action « Démonstrateurs de la transition écologique et énergétique », mais également de 14 M€ sur l'action « Concours d'innovation » et de 25 M€ sur l'action « Ecosystèmes d'innovation performants » en 2019.

## COMPTE FINANCIER 2019

**Avertissement**
Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Produits | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | 80 349 | 69 644 | Subventions de l'État | 583 828 | 584 599 |
| *dont charges de pensions civiles* | *400* | *479* | *– subventions pour charges de service public* | *583 828* | *584 599* |
| | | | *– crédits d'intervention( transfert)* | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 95 550 | 130 100 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | 437 071 | 384 867 | Autres subventions | 8 708 | 6 069 |
| Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention) | 6 226 | 29 701 | Autres produits | 15 447 | 46 018 |
| *dont dotations aux amortissements et provisions* | *6 226* | *14 177* | *dont reprises aux amortissements et provisions* | | *17 645* |
| *dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés* | | *15 524* | *dont produits de cession d'éléments d'actif* | *40* | *7 744* |
| | | | *dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs* | *140* | *500* |
| **Total des charges** | **612 970** | **584 611** | **Total des produits** | **607 983** | **636 686** |
| Résultat : bénéfice | | 52 075 | Résultat : perte | 4 987 | |
| Total : équilibre du CR | 612 970 | 636 686 | Total : équilibre du CR | 612 970 | 636 686 |

** Voté*

### TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 1 059 | 55 887 |
| Investissements | 27 909 | 38 243 | Financement de l'actif par l'État | | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | 172 | 23 254 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| **Total des emplois** | **27 909** | **38 243** | **Total des ressources** | **1 231** | **79 141** |
| Augmentation du fonds de roulement | | 40 898 | Diminution du fonds de roulement | 26 678 | |

** Voté*

Les produits sont sensiblement augmentés avec le remboursement d'immobilisations financières et de frais de gestion engagés pour le compte de tiers. On note en particulier dans les autres produits, des reprises de provisions pour 17,6 M€ notamment sur immobilisations financières concernant le FIDEME (10,6 M€) et le produit de cession enregistré pour 7,4 M€. Par ailleurs, l'ADEME a facturé 1,1 M€ à d'anciens propriétaires en remboursement des travaux de mise en sécurité de sites pollués.

Concernant les charges, leur décomposition entre enveloppes est la suivante :

– Les charges de personnel sont moins élevées que prévu, en raison essentiellement du reclassement comptable des taxes sur salaires (comptes 631) et des versements assimilés sur rémunérations (comptes 633) dans l'enveloppe de fonctionnement pour 7,6 M€, elles avaient été prévues au budget initial dans l'enveloppe de personnel pour 7,9 M€.

Elles tiennent compte également de la sous-exécution des emplois hors plafonds, et de la surestimation des charges salariales dont l'évolution a été maintenue dans un cadre contraint par le cadrage de l'État.

– Concernant les charges de fonctionnement, les objectifs de réduction des dépenses de fonctionnement sur le périmètre d'économies défini dans le Contrat d'Objectif ont été atteints grâce à la poursuite du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI). Des dépenses plus importantes que prévu ont par ailleurs été réalisées pour les campagnes d'information et de mobilisation grand public « Faire » sur la rénovation énergétique, et « Nos objets ont plein d'avenirs » sur l'allongement de la durée de vie des produits. Enfin, ce poste est impacté par le reclassement comptable des taxes sur salaires évoqué ci-avant, ainsi que par un niveau important de dotations aux amortissements d'exploitation et sur les comptes clients.

- Concernant enfin les dépenses d'intervention, le rythme des demandes de versements est, sur plusieurs programmes, inférieur à celui initialement prévu en raison, d'une part, d'abandons ou de reconfiguration de projets, et, d'autre part, de décalages dans les calendriers d'investissement notamment dans les projets de construction de grands réseaux de chaleur, de géothermie, ou d'unités de méthanisation en injection, de valorisation organique, ainsi que sur une multitude de petits projets d'investissements portées par des collectivités.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2019 | | Compte financier 2019 * | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 80 349 | 80 349 | 78 355 | 78 355 |
| Fonctionnement | 103 914 | 88 294 | 85 344 | 88 135 |
| Intervention | 564 774 | 451 694 | 585 614 | 406 411 |
| Investissement | 11 687 | 10 734 | 9 406 | 8 077 |
| **Total des dépenses AE (A) CP (B)** | **760 724** | **631 071** | **758 719** | **580 978** |
| Dépenses de pensions civiles globales | 353 | 353 | 429 | 429 |

** Voté*

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Recettes globalisées** | **601 164** | **614 077** |
| Subvention pour charges de service public | 583 828 | 583 828 |
| Autres financements de l'État | 8 | 35 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 1 637 | 1 605 |
| Recettes propres | 15 691 | 28 609 |
| **Recettes fléchées** | **4 010** | **8 403** |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 0 |
| Autres financements publics fléchés | 10 | 4 883 |
| Recettes propres fléchées | 4 000 | 3 520 |
| **Total des recettes (C)** | **605 174** | **622 480** |
| **Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)** | **0** | **41 502** |
| **Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)** | **25 897** | **0** |

** Voté*

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Budget initial*<br>Compte financier * | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Autres actions | *3 300*<br>3 264 | *46 159*<br>35 050 | *39 060*<br>35 520 | *89 974*<br>110 574 | *79 147*<br>64 190 | *2 427*<br>2 809 | *2 035*<br>*1 909* | ***141 860***<br>**151 697** | ***123 542***<br>**104 883** |
| Bâtiments économes en énergie | *0*<br>0 | *11 919*<br>10 439 | *6 856*<br>11 789 | *22 081*<br>25 784 | *29 766*<br>38 328 | *0*<br>30 | *0*<br>*220* | ***34 000***<br>**36 253** | ***36 622***<br>**50 337** |
| Budget de moyens | *74 949*<br>0 | *19 128*<br>16 364 | *18 208*<br>17 261 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *8 237*<br>6 025 | *7 525*<br>*5 348* | ***102 314***<br>**22 389** | ***100 682***<br>**22 609** |
| Chaleur renouvelable | *0*<br>0 | *4 064*<br>2 714 | *5 686*<br>3 298 | *302 536*<br>291 890 | *210 950*<br>186 421 | *300*<br>0 | *325*<br>*0* | ***306 900***<br>**294 604** | ***216 961***<br>**189 719** |
| Déchets et économie circulaire | *0*<br>0 | *15 114*<br>15 817 | *11 667*<br>16 264 | *148 163*<br>148 000 | *128 744*<br>116 760 | *723*<br>414 | *849*<br>*472* | ***164 000***<br>**164 231** | ***141 260***<br>**133 496** |
| Ressources propres | *2 100*<br>1 867 | *7 530*<br>4 960 | *6 817*<br>4 003 | *2 020*<br>9 360 | *3 087*<br>712 | *0*<br>128 | *0*<br>*128* | ***11 650***<br>**16 315** | ***12 004***<br>**6 710** |
| **Total** | ***80 349***<br>**5 131** | ***103 914***<br>**85 344** | ***88 294***<br>**88 135** | ***564 774***<br>**585 608** | ***451 694***<br>**406 411** | ***11 687***<br>**9 406** | ***10 734***<br>***8 077*** | ***760 724***<br>**685 489** | ***631 071***<br>**507 754** |

** Voté*

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Solde budgétaire (déficit) (D2)** | **25 897** | **0** |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 80 | 72 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 373 580 | 413 657 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 19 135 |
| **Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)** | **399 557** | **432 864** |
| **ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)** | **0** | **0** |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 5 038 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 38 110 |
| **Total des besoins** | **399 557** | **432 864** |

** Voté*

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Solde budgétaire (excédent) (D1)** | **0** | **41 502** |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 80 | 54 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 158 057 | 212 666 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 20 653 |
| **Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)** | **158 137** | **274 875** |
| **PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)** | **241 420** | **157 989** |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 890 | 201 137 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 240 530 | 0 |
| **Total des financements** | **399 557** | **432 864** |

** Voté*

En 2019, le niveau d'engagement du budget incitatif sur dotations de l'Etat a atteint 647 M€, conforme aux autorisations approuvées par le Conseil d'administration. Au total, sur le périmètre financé par dotation budgétaire reçues de l'Etat, près de 576 M€ d'aides ont été accordées pour près de 4 000 opérations.

Les recettes propres tiennent compte de deux éléments particuliers : l'encaissement de 2 années de frais de gestion « Investissements d'Avenir » (2017 et 2018 totalisant 10,3 M€), et le recouvrement, auprès de BPI France, des fonds non engagés du FOGIME pour 7,4 M€.

Les recettes fléchées sont supérieures à la prévision du fait du remboursement final reçu au titre des dossiers du programme FEDER 2007-2013 que l'ADEME gérait en subvention globale. Initialement attendu sur 2018 ce versement a finalement perçu à l'été 2019 dépassant l'évaluation prudente qui avait été faite.

Le bilan budgétaire de l'ADEME fait apparaître un différentiel entre AE et CP des dépenses de personnel (AE=78 302 et CP=78 355 en milliers d'euros) résultant des coûts de restauration collective pris en charge par l'employeur (conformément aux règles de droit privé qui encadrent les contrats de travail de l'ADEME) dans le cadre d'un contrat pluriannuel engagé en 2016. Le choix a été fait de présenter le montant en CP dans le présent RAP 2019 et d'égaliser le montant en AE.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

| | Réalisation 2018 (1) | Prévision 2019 (2) | Réalisation 2019 |
|---|---|---|---|
| **Emplois rémunérés par l'opérateur :** | **1 083** | **1 101** | **1 082** |
| – sous plafond | 894 | 878 | 878 |
| – hors plafond | 189 | 223 | 204 |
| *dont contrats aidés* | *2* | *1* | *1* |
| *dont apprentis* | | | |
| **Autres emplois en fonction dans l'opérateur :** | | **2** | **2** |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | 2 | 2 |

*(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.*

*(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.*

Le plafond d'emplois a été fixé à 878 ETPT en LFI 2019.

En exécution, l'ADEME réalise le schéma d'emplois prévus en LFI 2019 et baisse ses effectifs de - 16 ETPT entre 2018 (886 ETP sous plafond) et 2019 (870 ETP sous plafond).

Concernant les effectifs hors plafond, avec l'augmentation du nombre de thèses arrêtées ou suspendues, l'agence assure la rémunération d'un nombre de doctorants moins important que prévu. En revanche, l'ADEME renforce l'accueil de jeunes en formation sous contrats d'apprentissage. De plus, l'ADEME s'est vue confier le pilotage de deux importants projets financés par ressources externes (le consortium européen de finance durable LIFE et le programme de rénovation énergétique SARE), se traduisant par des recrutements complémentaires hors plafond évalués à 15 ETPT pour l'année 2020.

# GEODERIS

Le groupement d'intérêt public « GEODERIS » a été créé en 2001 et a été renouvelé en 2018 jusqu'au 31 décembre 2026 afin de permettre à l'État de disposer d'un expert dans le domaine des risques présentés par les anciennes exploitations minières. Les deux établissements publics (INERIS et BRGM) qui le constituent avec l'État ont mis à sa disposition, d'une part, des compétences dont ils disposaient dans ce domaine et ont procédé, d'autre part, à des recrutements spécifiques. GEODERIS connaît une activité importante ces dernières années, qui s'est poursuivie en 2019, par la réalisation des études d'aléas, d'études de risques, et d'études environnementales sur les anciens sites miniers où des dépôts peuvent présenter des risques en termes de stabilité ou des impacts environnementaux et sanitaires.

**Études d'aléas de priorités P4, P5 et P6**

Depuis 2012, GEODERIS aura terminé 63 études P4, 30 études P5 et 18 études P6. Pour l'année 2019, il a été programmé le lancement de 13 nouvelles études d'aléas (2 P4, 6 P5 et 5 P6), en complément d'études précédentes qui se poursuivent.

**Études de risques**

En 2019, 7 études de risque ont été programmées (1 dans le Nord, 2 en Savoie, 1 dans le Gard et 3 dans l'Allier).

**Déchets de l'industrie extractive**

Dans la continuité de l'inventaire des déchets miniers issus de l'industrie extractive en application de l'article 20 de la directive européenne 2006/21/CE (inventaire dit « DDIE ») achevé en 2012, ont été lancées en 2019 2 nouvelles études environnementales et sanitaires (Saint-Félix (30) et Huelgoat (29)) et 5 études d'orientations (secteurs miniers de Banca et Jarra (64), Trémuson (22), Chassezac (07-30), La Lucette (53) et Puy-les-Vignes (87)). Ont été finalisés en 2019 3 études environnementales et sanitaires (La Croix de Pallières (30), Saint-Martin-la-Sauveté (42) et Asprières (12-46)), 1 complément à une étude environnementale et sanitaire réalisée antérieurement et 6 études d'orientation. Se sont également poursuivies 5 études environnementales et sanitaires (Charrier St-Clément (03), Vaulry-et-Cieux (87), Lacoste (30), Planioles (46) et Largentière (07)) et une étude d'orientation.

GEODERIS a poursuivi son appui aux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour l'intégration des données environnementales issues des études DDIE dans l'outil relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS).

**Gaz de mine**

GEODERIS a achevé en grande partie le travail d'inventaire des sites des bassins houillers susceptibles de faire l'objet d'une étude d'aléas « gaz de mine » en s'appuyant sur les informations disponibles dans les phases informatives des études d'aléas « mouvements de terrain » prioritaires de l'opération inventaire des risques miniers (IRM).

En 2019, il a été finalisé les synthèses sur les mesures de gaz effectuées sur les sites de Bert Montcombroux (03), Bosmoreau Les Mines (23), Prades et Nièigles (07) et Piolenc (84). Il a également été établi des campagnes de mesures de gaz qui permettront de juger de la pertinence de réaliser une étude d'aléa lié à l'émission de gaz de mine sur le bassin de Graisssessac (34) et de Ronchamp (70).

**Inventaire des Risques Miniers (IRM)**

GEODERIS réalise, selon les régions, des inventaires des ouvrages débouchant au jour (ODJ), des hiérarchisations de risques corporels et des propositions de mise en sécurité à partir de demandes émanant des DREAL :

- inventaires spécifiques sur des sites à la demande des DREAL,
- inventaires et bilan sur des sites où GEODERIS a déjà réalisé des études (études d'aléas mouvement de terrain, inventaire DDIE, audits spécifiques…) pendant lesquelles la présence d'ouvrages ouverts a été découverte.

Les inventaires concernent essentiellement la revue des ouvrages cités et documentés dans les études d'aléas.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| | Réalisation 2018 (RAP) | | LFI 2019 | | Réalisation 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Programme intéressé ou nature de la dépense | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **P181 – Prévention des risques** | **6 510** | **6 510** | **6 351** | **6 351** | **6 160** | **6 160** |
| Subventions pour charges de service public | 6 510 | 6 510 | 6 351 | 6 351 | 6 160 | 6 160 |
| **Total** | **6 510** | **6 510** | **6 351** | **6 351** | **6 160** | **6 160** |

L'écart entre la LFI 2019 et la réalisation découle de la réserve de précaution.

## COMPTE FINANCIER 2019

**Avertissement**
Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Produits | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | | | Subventions de l'État | 5 133 | 5 049 |
| *dont charges de pensions civiles* | | | *– subventions pour charges de service public* | *5 133* | *5 049* |
| | | | *– crédits d'intervention( transfert)* | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 5 148 | 4 990 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | |
| Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention) | 40 | 72 | Autres produits | 15 | 28 |
| *dont dotations aux amortissements et provisions* | *40* | *72* | *dont reprises aux amortissements et provisions* | | |
| *dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés* | | | *dont produits de cession d'éléments d'actif* | | |
| | | | *dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs* | | |
| **Total des charges** | **5 148** | **4 990** | **Total des produits** | **5 148** | **5 077** |
| Résultat : bénéfice | | 87 | Résultat : perte | | |
| Total : équilibre du CR | 5 148 | 5 077 | Total : équilibre du CR | 5 148 | 5 077 |

** Voté*

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 40 | 159 |
| Investissements | 75 | 29 | Financement de l'actif par l'État | | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | 5 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| **Total des emplois** | **75** | **29** | **Total des ressources** | **40** | **164** |
| Augmentation du fonds de roulement | | 135 | Diminution du fonds de roulement | 35 | |

** Voté*

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br>*Budget initial*<br>Compte financier * | Personnel | Fonctionnement | Intervention | Investissement | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Expertises scientifiques | *0*<br>0 | *2 651*<br>2 645 | *2 382*<br>2 273 | *75*<br>29 | ***5 108***<br>**4 947** |
| **Total** | ***0***<br>**0** | ***2 651***<br>**2 645** | ***2 382***<br>**2 273** | ***75***<br>**29** | ***5 108***<br>**4 947** |

** Voté*

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

| | Réalisation 2018 (1) | Prévision 2019 (2) | Réalisation 2019 |
|---|---|---|---|
| **Autres emplois en fonction dans l'opérateur :** | | **24** | **24** |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | 24 | 24 |

*(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.*

*(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.*

Pour mémoire, les emplois du GIP GEODERIS sont mis à disposition par l'INERIS et le BRGM contre remboursement ; ces emplois sont tous comptabilisés dans les effectifs de ces derniers.

## INERIS - INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES

Établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1990 sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et solidaire, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) a pour mission de contribuer à la prévention des risques que les activités économiques font peser sur la santé, la sécurité des personnes et des biens, et sur l'environnement.

En 2019, l'institut a poursuivi ses programmes de recherche visant à mieux comprendre les phénomènes susceptibles de conduire aux situations de risques ou d'atteintes à l'environnement et à la santé, et à développer sa capacité d'expertise en matière de prévention. Il développe ses compétences scientifiques et techniques dans les domaines des risques accidentels, des risques chroniques et des risques du sol et du sous-sol. Elles sont mises à la disposition des pouvoirs publics, des entreprises et des collectivités locales afin de les aider à prendre les décisions les plus appropriées à une amélioration de la sécurité environnementale.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| | Réalisation 2018 (RAP) | | LFI 2019 | | Réalisation 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Programme intéressé ou nature de la dépense | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **P175 – Patrimoines** | | | | | | **6** |
| Transferts | | | | | | 6 |
| **P203 – Infrastructures et services de transports** | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| **P113 – Paysages, eau et biodiversité** | **55** | **63** | | | **93** | **60** |
| Transferts | 55 | 63 | | | 93 | 60 |
| **P159 – Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie** | | | | | | **8** |
| Transferts | | | | | | 8 |
| **P181 – Prévention des risques** | **27 507** | **27 507** | **27 825** | **27 825** | **29 459** | **29 535** |
| Subventions pour charges de service public | 27 507 | 27 507 | 27 825 | 27 825 | 27 452 | 27 452 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 2 000 | 2 000 |
| Transferts | | | | | 7 | 83 |
| **P174 – Énergie, climat et après-mines** | **2 995** | **2 995** | | | **2 969** | **2 969** |
| Transferts | 2 995 | 2 995 | | | 2 969 | 2 969 |
| **P217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables** | | | | | **30** | **30** |
| Transferts | | | | | 30 | 30 |
| **P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables** | **6 288** | **6 288** | **6 373** | **6 373** | **6 288** | **6 489** |
| Subventions pour charges de service public | 6 288 | 6 288 | 6 373 | 6 373 | 6 288 | 6 288 |
| Transferts | | | | | | 202 |
| **P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle** | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| **P161 – Sécurité civile** | | | | | **30** | **30** |
| Transferts | | | | | 30 | 30 |
| **P111 – Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail** | **180** | **120** | | | **120** | **120** |
| Subventions pour charges de service public | 180 | 120 | | | 120 | 120 |
| **Total** | **37 025** | **36 973** | **34 198** | **34 198** | **38 988** | **39 247** |

Programme 181 : la subvention du programme 181 reçue en 2019 s'élève à 27 452 k€. Ce montant est conforme au budget et stable par rapport à 2018. Il correspond au montant LFI (27 825 k€) diminué du montant de la réserve de 373 k€. Par ailleurs, une dotation en fonds propres de 2 M€ en AE / CP a été allouée à l'INERIS par le programme 181 pour la rénovation de sa zone d'essai pyrotechnique, menacée d'obsolescence, afin de disposer d'installations répondant aux évolutions des produits explosibles et pyrotechniques. Le transfert de 83 k€ en CP correspond à la réalisation de mesures sur les émissions polluantes dans le cadre du Plan régional Santé Environnement d'IDF.

Programme 190 : la subvention de programme 190 reçue en 2019 s'élève à 6 288 k€. Elle est conforme au budget et stable par rapport à 2018. Elle correspond au montant LFI (6 373 k€) diminué du montant de la réserve de 85 k€.

Pour le programme 174 : la transfert reçu en 2019 s'élève à 2 969 k€ et permet d'assurer le financement du Laboratoire Central pour la Surveillance de la Qualité de l'Air. Ce montant est stable par rapport à 2018 mais en dessous de 50 k€ par rapport au budget révisé 2019 du fait du report du versement complémentaire prévu au titre de l'Inventaire National Spatialisé (INS). Ce financement n'était pas présenté dans les documents budgétaires du PLF 2019.

Les autres transferts et subventions mineures correspondent à différentes conventions bipartites.

## COMPTE FINANCIER 2019

**Avertissement**
Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Produits | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | 41 484 | 40 293 | Subventions de l'État | 36 709 | 36 759 |
| *dont charges de pensions civiles* | *120* | *96* | *– subventions pour charges de service public* | *33 740* | *33 790* |
| | | | *– crédits d'intervention( transfert)* | *2 969* | *2 969* |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 33 076 | 39 572 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 4 620 | 4 916 |
| Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention) | 9 131 | 17 663 | Autres produits | 33 231 | 31 259 |
| *dont dotations aux amortissements et provisions* | *9 131* | *17 635* | *dont reprises aux amortissements et provisions* | *851* | *958* |
| *dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés* | | *28* | *dont produits de cession d'éléments d'actif* | | *13* |
| | | | *dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs* | *4 814* | *4 822* |
| **Total des charges** | **74 560** | **79 865** | **Total des produits** | **74 560** | **72 934** |
| Résultat : bénéfice | | | Résultat : perte | | 6 931 |
| Total : équilibre du CR | 74 560 | 79 865 | Total : équilibre du CR | 74 560 | 79 865 |

** Voté*

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 3 466 | 4 939 |
| Investissements | 5 000 | 2 684 | Financement de l'actif par l'État | | 2 000 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | 13 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| **Total des emplois** | **5 000** | **2 684** | **Total des ressources** | **3 466** | **6 952** |
| Augmentation du fonds de roulement | | 4 268 | Diminution du fonds de roulement | 1 534 | |

** Voté*

Le compte de résultat de l'INERIS pour 2019 affiche une perte de 7 M€, due, en recettes, à la contraction attendue des recettes provenant de l'agence française de la biodiversité (AFB), et des agences de l'eau, et en charges et provisions, par le traitement comptable des conséquences ou contrôle fiscal dont a fait l'objet l'INERIS en novembre 2019, aux termes duquel l'administration a déterminé que l'INERIS était redevable de la taxe sur les salaires (TS).

Les produits sur l'exercice sont de 72,9 M€ (pour 73,1 M€ en réalisé 2018), avec stabilité de la SCSP (36,7 M€) mais baisse des autres subventions (4,9 M€ pour 6,6 M€ en 2018). La très forte augmentation des charges résulte du paiement en 2019 de l'arriéré de taxe sur les salaires pour la période 2016-2018, selon la méthode de calcul prônée par l'INERIS, consécutive au contrôle fiscal précité.

Dans l'attente de la réponse définitive de l'administration à la suite des observations que lui a communiquées l'INERIS, au stade de la clôture des comptes 2019, le traitement comptable de cette affaire est le suivant :

- pour la TS non acquittée pour les années 2016 à 2018, provisionnement du redressement, incluant la pénalité, à hauteur de 7 M€ ;
- pour la TS de 2019 (2 M€), inscription en charges d'un paiement de 526 000 € (montant dû selon la méthode de calcul revendiquée par l'INERIS), le solde de l'exercice étant traité en provision.

Les dotations aux provisions atteignent 9,4 M€, dont 6,8 M€ au titre des suites du contrôle fiscal relatif aux années 2016-2018, incluant les pénalités, et 1,7 M€ de complément au titre de l'année 2019, dans l'hypothèse où la méthode de calcul de l'INERIS ne serait pas validée par l'administration.

La capacité d'autofinancement (CAF) dégagée par l'exercice 2019 s'établit à 4,9 M€ (5,4 M€ en 2018). Le fonds de roulement (FR) atteint 23,7 M€, soit 4,5 mois de fonctionnement courant, au terme d'un apport sur l'exercice de 4,3 M€ intégrant une subvention d'investissement de 2 M€ sur le programme 2019 à l'initiative de la tutelle de l'établissement. La trésorerie est de 14,5 M€ en fin d'exercice, soit 2,5 mois de fonctionnement.

Dans le tableau des autorisations budgétaires ci-dessous, les subventions pour charges de service publique correspondent aux subventions des programmes 181 et 190. Le transfert du P 174 est imputé en « Autres financements de l'État ». Les autres transferts et subventions mineures correspondant à différentes conventions et apparaissant dans le tableau de financement de l'État sont imputées dans les comptes de l'opérateur dans la catégorie « Autres financements publics ». L'écart entre la comptabilité générale et la comptabilité budgétaire est lié au fait que les recettes sont comptabilisées en comptabilité générale en droit constaté alors qu'elles correspondent aux encaissements en comptabilité budgétaire.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2019 | | Compte financier 2019 * | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 42 484 | 42 484 | 41 217 | 41 217 |
| Fonctionnement | 26 640 | 23 945 | 23 256 | 22 331 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 5 698 | 5 001 | 2 202 | 2 533 |
| **Total des dépenses AE (A) CP (B)** | **74 822** | **71 430** | **66 675** | **66 081** |
| Dépenses de pensions civiles globales | 120 | 120 | 96 | 96 |

** Voté*

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Recettes globalisées** | **68 396** | **64 720** |
| Subvention pour charges de service public | 33 740 | 33 842 |
| Autres financements de l'État | 2 969 | 2 969 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 4 620 | 4 697 |
| Recettes propres | 27 067 | 23 212 |
| **Recettes fléchées** | **743** | **2 000** |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 2 000 |
| Autres financements publics fléchés | 743 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| **Total des recettes (C)** | **69 139** | **66 720** |
| **Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)** | **0** | **639** |
| **Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)** | **2 291** | **0** |

** Voté*

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Budget initial*<br>Compte financier * | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Masse salariale | *42 484*<br>41 217 | *0*<br>117 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *0*<br>*0* | ***42 484***<br>**41 334** | ***42 484***<br>**41 217** |
| Risques accidentels | *0*<br>0 | *1 767*<br>1 507 | *1 638*<br>1 398 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *937*<br>900 | *912*<br>*754* | ***2 704***<br>**2 407** | ***2 550***<br>**2 152** |
| Risques chroniques | *0*<br>0 | *5 022*<br>4 048 | *4 511*<br>3 304 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *674*<br>180 | *674*<br>*142* | ***5 696***<br>**4 228** | ***5 185***<br>**3 446** |
| Risques du sol et du sous-sol | *0*<br>0 | *1 082*<br>886 | *1 062*<br>807 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *459*<br>98 | *409*<br>*162* | ***1 541***<br>**984** | ***1 471***<br>**969** |

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Solde budgétaire (déficit) (D2)** | **2 291** | **0** |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 957 |

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 363 |
| **Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)** | **2 291** | **1 320** |
| **ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)** | **0** | **1 313** |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 1 313 |
| **Total des besoins** | **2 291** | **2 633** |

** Voté*

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Solde budgétaire (excédent) (D1)** | **0** | **639** |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 803 |
| Autres encaissements non budgétaires | 1 200 | 1 191 |
| **Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)** | **1 200** | **2 633** |
| **PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)** | **1 091** | **0** |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 1 091 | 0 |
| **Total des financements** | **2 291** | **2 633** |

** Voté*

L'INERIS présente sur le réalisé 2019 un compte budgétaire légèrement excédentaire (+ 639 K€). Le solde de trésorerie budgétaire se situe à 14,5 M€, ce qui correspond à 2,5 mois de fonctionnement courant en comptant la dotation d'investissement de 2 M€.

Les recettes totales de l'INERIS se sont situées à 66,7 M€, en-deçà du réalisé 2018 (67,9 M€). Dans cet ensemble, les SCSP, à 36,8 M€ en 2019, sont de même niveau que celles de 2018, et représentent 55 % des recettes budgétaires de l'INERIS.

Si les SCSP sont stables, l'exercice a été marqué par la contraction des autres subventions (poste « subventions variables ») qui passent de 6,5 M€ en 2018 à 4,7 M€ en réalisé 2019. Le montant des subventions provenant des agences et ministères (AFB, ANR, ADEME) est inférieur à 2018 et aux prévisions 2019, l'écart correspondant à la subvention de l'AFB, qui, comme anticipé, passe de 2,6 M€ sur l'exercice précédent à 1 M€ en 2019. Les projets sur subventions européennes voient leur financement légèrement diminuer entre 2018 et 2019 (effet de report de certaines actions, sous-consommation à la terminaison des projets « nanos » (NANOREG 2 et EC4SAFE).

Le poste des recettes propres à 23,2 M€ (24,7 M€ pour 2018), forme en réalisé 2019 près de 35 % des recettes totales, une partie de la baisse étant imputable à des reports d'activités de recherche contractualisées avec l'AFB.

Les dépenses budgétaires globales se situent à 66,6 M€ (AE) et 66,0 M€ (CP), pour 63,6 M€ et 64, 3 M€ en réalisé 2018. Les dépenses de personnel sont à 41,2 M€ AE CP en 2019, pour 40,4 M€ en 2018.

Les dépenses de fonctionnement sont de 23,2 M€ (AE) et 22,3 M€ (CP), pour 20,8 M€ AE et 20,1 M€ CP en réalisé 2018. La hausse des CP de fonctionnement en 2018 (+ 11%) provient d'une part du règlement des contentieux, avec la conclusion du contentieux amiante et le remboursement de 600 000€ par l'INERIS suite l'appel relatif au sinistre du bâtiment 196, et d'autre part de l'augmentation des impôts et taxes (+ 14 %) : contribution foncière des entreprises,

non budgétée, et de la taxe foncière. Les autres postes de fonctionnement sont stables ou descendants par rapport au réalisé 2018.

Pour le budget d'investissement, les dépenses sont de 2,2 M€ (AE) et 2,5 M€ (CP), pour 2,3 M€ AE et 3,7 M€ CP en réalisé 2018. Le reste à payer d'investissement est de 1 M€ au 31/12/19 (pour 1,5 M€ au 31/12/18).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

| | Réalisation 2018 (1) | Prévision 2019 (2) | Réalisation 2019 |
|---|---|---|---|
| **Emplois rémunérés par l'opérateur :** | **555** | **565** | **549** |
| – sous plafond | 513 | 511 | 504 |
| – hors plafond | 42 | 54 | 45 |
| *dont contrats aidés* | *15* | *22* | *27* |
| *dont apprentis* | | | |
| **Autres emplois en fonction dans l'opérateur :** | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

*(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.*

*(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.*